

Le Monde

7, rue des Italiens, 75271 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 13932 - 6 F

DIMANCHE 12-LUNDI 13 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

L'accélération des réformes en RDA et la démission de M. Jivkov à Sofia

Le PC est-allemand annonce des élections « libres et secrètes »

Les dominos

On attendait la tête de M. Jivkov, le dirigeant tchécoslovaque, d'est celle de Todor Jivkov, son homologue de Sofia, qui est tombée. Mais le sens de l'événement est le même : depuis la chute d'Erich Honecker en RDA, l'Est européen est devenu le champ d'application de la théorie que les Américains, victimes du syndrome vietnamien, voyaient naguère à l'œuvre derrière les progrès du communisme en Asie : la « théorie des dominos » : tous désormais dans le « nouveau sous de l'histoire », c'est-à-dire en faveur de la liberté.

Il faut, certes, attendre de voir à l'œuvre le nouveau chef du PC bulgare, M. Mladenov, pour se prononcer, encore qu'un dégel soit plus que probable après un si long règne et que le révisionnisme le plus radical - on l'a vu avec M. Gorbatchev et Kravtch - puisse conseiller sous l'égide de l'appareil : le plus traditionnel, l'usage que les événements des dernières semaines ont eu, entre autres effets, celui de renverser complètement le rapport des forces qui prévalait en Europe de l'Est entre réformistes et conservateurs.

La Hongrie et la Pologne, L'engagé encore quelques pays isolés, malgré la tolérance soviétique, face aux « réformateurs » du pacte de Varsovie, sont désormais rejoints, et même dépassés par l'Allemagne de l'Est, le seul État susceptible de constituer un point d'ancrage solide au conservatisme.

Ni la marginale Bulgarie, en effet, et encore moins le dictateur caricatural de M. Ceausescu en Roumanie ne pouvaient tenir ce rôle. L'annonce la plus frappante reste, dans ces conditions, la Tchécoslovaquie, autrefois modèle de démocratie, aujourd'hui l'un des régimes les plus répressifs au milieu de voisins tous gagnés par le virus démocratique. Une occasion a été sans doute manquée avec les trop modestes manifestations d'octobre.

Un autre heureux résultat est que les derniers bouleversements en Europe de l'Est sont allés trop loin pour être réversibles. Tout peut encore se produire à Moscou, d'autant que l'URSS, autrefois à l'avant-garde de la parastatisme, paraît désormais singulièrement en retard sur ses alliés. Mais même un retour de bâton à la direction soviétique ne pourrait, au maximum, que freiner les réformes à venir, non annuler ce qui a déjà été fait en Pologne, en Hongrie et même en RDA.

Il faudrait pour cela une intervention en force contre ces trois pays, donc une véritable guerre en Europe, une hypothèse rendue plus que douteuse par le moral actuel de l'armée rouge - et que M. Gorbatchev exclut en tout cas formellement.

La formulation par un porte-parole soviétique des exigences minimales de Moscou - maintien de l'alliance du pacte de Varsovie, mais libre choix de chacun de ses membres, sur la couleur de son gouvernement - en dit déjà long sur le repli général de l'URSS dans ce qui était autrefois sa chance, gérée. Et rien n'indique encore, à l'heure où les événements font l'histoire plus encore que les gouvernements, que cette position soit définitive.

M 0146 - 11130 - 6.00 F



3790146006000 11130

Berlin-Ouest a connu, dans la soirée du vendredi 10 novembre, une nouvelle invasion, accueillie dans la joie. Des dizaines de milliers de Berlinois de l'Est ont franchi le mur, la plupart d'entre eux regagnant leur domicile après quelques heures à l'Ouest. Des centaines de milliers étaient attendus, samedi, pour de nouvelles excursions, au cours du week-end. Trois nouveaux points de passage ont été ouverts dans le mur, et une dizaine d'autres devraient l'être dans les prochains jours.

Au terme de la réunion du comité central, le Parti communiste est-allemand s'est prononcé, vendredi soir, pour des élections « libres » et « secrètes ».

Le chancelier Helmut Kohl, qui avait interrompu, vendredi, sa visite en Pologne,

et s'était adressé dans l'après-midi aux Berlinois, est rentré à Bonn pour présider, samedi, une réunion extraordinaire du cabinet, après avoir eu un entretien téléphonique avec M. Egon Krenz.

Le président George Bush a affirmé, vendredi, pour la première fois, que le processus de réformes en Europe de l'Est était « réel », et a estimé que sa prochaine rencontre à Malte, début décembre, avec M. Mikhaïl Gorbatchev prenait encore plus d'importance.

A Sofia, le doyen des dirigeants des pays socialistes, M. Todor Jivkov, soixante-deux ans, a cédé la place, vendredi, à la tête du Parti communiste bulgare, à un homme plus jeune que lui de vingt-cinq ans, M. Petar Mladenov, ministre des affaires étrangères depuis 1971.

Le réveil des Bulgares

Loin des tourments de Varsovie et des aulades de Budapest, ignorés par les médias occidentaux, les Bulgares, grands lecteurs de journaux soviétiques, connaissent, eux aussi, depuis dix-huit mois une fermentation politique.

La semaine dernière, cinq mille écologistes ont manifesté librement dans les rues de Sofia, porteurs d'une pétition signée par onze mille cinq cents personnes contre plusieurs projets jugés nuisibles à l'environnement.

Certes, ils n'étaient « que » cinq mille, et la manifestation n'a guère duré plus d'un quart d'heure. Mais, à Sofia, en quatre décennies de régime communiste, cela ne s'était jamais vu, pas plus qu'on n'y avait entendu

aspirer les cris de « démocratie », « glasnost », « réformisme ».

La veille, le 2 novembre, les intellectuels membres du Club pour le soutien de la glasnost et de la pérestroïka, dont beaucoup furent sanctionnés, limogés, pourchassés par le pouvoir pour leurs activités, célébraient en toute légalité le premier anniversaire de leur mouvement dans un cinéma de Sofia.

On vit là une salle de cinq cents personnes, parmi lesquelles une quantité non négligeable de membres du parti, applaudir à tout rompre lorsqu'un orateur déclama « des élections législatives libres ».

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 3

Les Berlinoises, ensemble et semblables...

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Sur l'énorme déambulateur qui est devenu vendredi le Kurfürstendamm, l'avenue-vitrine de Berlin-Ouest, tout entière livrée aux pions, ils ont marché toute la nuit, sans parler, par centaines de milliers. Beaucoup de Berlinois de l'Est, dont ce sont les premiers pas en terre occidentale, ont l'air dépayés, intimidés. Moins par ce qu'ils voient sans doute que par ce qu'ils arrivent.

Le visage de certains rayonne d'une forte émotion, d'un bonheur silencieux. D'autres ont l'air frileux et le regard méfiant, comme si les heurtait l'arrogance de ces vitrines luxueuses ou comme s'ils n'avaient pas encore, vraiment

admis que s'effondrent les certitudes austères auxquelles ils ont jusqu'à ce jour consenti.

L'ouest de la ville est envahi par une foule immense, les Berlinois pour la première fois sont ensemble, ils sont semblables. Et si, dans cette marée humaine, on cherche à faire le partage, un seul critère prévaut, celui du bruit : la retenue, le silence de ceux de l'Est, et le vacarme par lequel les accueillent ceux de l'Ouest.

A mesure que l'on descend le Kurfürstendamm, la foule se fait plus dense, elle est compacte et établie, le nez en l'air devant un panneau d'annonces lumineux où, entre deux publicités, s'inscrivent la démission de Jivkov en Bulgarie ou les dernières nouvelles en provenance de la RDA.

A la gare du Zoo, le flot de ceux qui rentrent sagement chez eux, à l'Est, se mêle au flot contraire des noctambules qui ne font qu'arriver et à la petite pègre loubarda, alcoolique et droguée de Berlin-Ouest. Ça fait trop de monde. On se presse dans le hall, on se bouscule devant les plans de ce métro Est-Ouest que n'utilisaient hier encore que ceux auxquels le troisième âge confère un droit de passage. On s'écroule dans les escaliers, on essaye de sauver les enfants, on frôle le drame à chaque arrivée d'une rame tant les quais sont bondés.

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 4

Imaginer un nouvel ordre européen

par Jacques Amalric

« On s'était habitué à l'ordre des choses et, même si on le regrette, il faudra maintenant inventer une autre phase de l'histoire de l'Europe. » Cette phrase, prononcée vendredi 10 novembre à Copenhague par M. Mitterrand résume bien l'énorme tâche qui attend nos dirigeants au lendemain d'un événement - l'ouverture du mur de Berlin et de la frontière fortifiée interallemande - qui somme en effet le glas d'un ordre issu de la deuxième guerre mondiale.

Même s'il est aujourd'hui de bon ton de multiplier les hymnes émus à la liberté, cet ordre - il n'est pas interdit de le rappeler - était fondé sur le réalisme et était parfaitement injuste. Il n'en

était pas moins accepté par tous les dirigeants occidentaux, au nom de la sacro-sainte stabilité et de la paix, c'est-à-dire de la crainte de voir un conflit dégénérer en guerre nucléaire. Les Allemands de l'Est s'en souvenaient depuis 1933, les Hongrois depuis 1956 et les Tchécoslovaques depuis 1968.

C'est cet équilibre, déjà mis à mal par l'avènement de la démocratie polonaise et de la démocratie surveillée hongroise, qui vient de basculer en même temps que le pire symbole de la guerre froide. A l'origine de ce formidable mouvement : une certaine soif de liberté et l'aspiration à une vie meilleure certes, mais surtout l'effondrement désastreux d'un système économique.

C'est bien parce qu'il avait une conscience aiguë de ce dernier phénomène que M. Gorbatchev s'est décidé à faire résolument la part du feu, surtout dans son glacieux européen. Mais les événements sont allés plus vite et plus loin qu'il ne le pensait. Que ne le pensaient aussi experts et dirigeants occidentaux, qui avaient sous-estimé l'ampleur du désastre communiste et ont toujours été enclins à prendre leurs désirs pour la réalité.

En s'attaquant au pays le plus « sensible » de l'ordre ancien - la RDA - la tourmente autorisée par Moscou ne laisse plus d'échappatoire aux adeptes de l'attentisme. Même M. Bush, qui paraît avoir érigé la prudence en dogme, est en train de le comprendre : après nous avoir expli-

qué et fait expliquer que sa rencontre, les 2 et 3 décembre prochain, au large de Malte, serait un « non-sommet » destiné essentiellement à faire connaissance avec ce diable d'homme qu'est M. Gorbatchev, le président américain est bien obligé de convenir qu'on y évoquera aussi le tremblement de terre qui ébranle le continent européen. C'est bien le moins, même si M. Bush a raison d'ajouter qu'un pays comme les États-Unis - ou tout autre d'ailleurs - « ne doit pas fonder sa politique étrangère ou sa sécurité nationale sur les aspirations d'un seul homme en Union soviétique ».

Lire la suite page 5

Le mensonge, une arme économique

« Le Monde » organise, le lundi 13 novembre à Paris, un colloque sur « Ethique et finances ». La fin justifie-t-elle les moyens ?

La scène se passe le 23 septembre 1988 au siège de la Société générale. Le président, M. Marc Violette demande à M. Georges Pébereau : « Le bruit court dans tous Paris que vous achetez des actions de la Banque ? Pouvez-vous démentir ces rumeurs ? » « Elles sont infondées, je vous assure. Je ne suis pour rien dans ces achats, dont je ne connais pas l'origine », répond le président de Marceau Investissement (1). On connaît la suite. Piqué au vif par les mensonges du raidier, le président de la Générale lancera une

contre-attaque acharnée, et finira par triompher.

Huit ans avant cette scène, le 25 septembre 1980, un homme d'affaires bordelais, M. Jean-Claude Dumas, affirmant représenter des intérêts suisses, proposait d'apporter 300 millions de francs à Manufacture à condition que la société lui vende pour 100 millions de francs son patrimoine immobilier. Mensonges à nouveau. Il ne représentait, en fait, que lui-même et n'était intéressé que par le profit potentiel sur l'immobilier de la firme de

Saint-Etienne. Un mois plus tard, démasqué, il disparaissait. Entre ces deux figures de menteur, la dernière citée, classique, de l'arrogance et l'autre, plus moderne, du financier sans scrupules, le monde économique d'aujourd'hui, fortement médiatisé, présente une palette étendue de mensonges.

DIDIER POURQUERY
Lire la suite page 13

(1) In la République des loups, par Airy Rouzier, éd. Calmann-Lévy, septembre 1989.

Campagne pour les femmes battues

Le thème de la violence conjugale toucherait un million de femmes sur dix page 9

Le nucléaire

en Grande-Bretagne

Le programme de privatisation est ajourné page 13

« Charlotte de Robespierre »

Une pièce de théâtre écrite à partir des Mémoires de la sœur du révolutionnaire page 10

Le sommaire complet se trouve page 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 650 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكنا من الاجل

هكذا من الازل

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 437
ISSN : 0395-2037
Remise en question sur les microfilms
et l'index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TELEMATIQUE
Compteur 36-15 - Tapez LM
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 42-47-96-72

| | FRANCE | EUROPE | MONDE | OUTRES MERS |
|--------|---------|---------|---------|-------------|
| 3 mois | 345 F | 395 F | 504 F | 700 F |
| 6 mois | 720 F | 762 F | 972 F | 1 400 F |
| 1 an | 1 300 F | 1 300 F | 1 600 F | 2 400 F |

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ-VOUS BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
PORTAGE :
Pour les abonnements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changement d'adresse :
indiquer l'ancien et le nouveau
adresse, joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les montants en espèces
d'impression. 821 MONDO

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)
Jacques Fauriol (1989-1982)
André Laurens (1983-1985)
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Cotédacteur en chef :
Claude Sales
Administrateur général :
Bernard Wouta

7 RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-51

DATES

Il y a trente ans

La plate-forme de Bad-Godesberg

ENTRE le 13 et le 15 novembre 1959, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) prenait congé du marxisme et du concept de la lutte des classes en adoptant, à Bad-Godesberg, une petite ville située au sud de Bonn, un nouveau programme fondamental. Au cours d'un congrès extraordinaire, le mois prochain à Brême, ce texte va être remplacé par un autre programme élaboré sous la direction d'Oskar Lafontaine (chef du gouvernement régional de Sarre et vice-président du parti).

Le programme de 1959 revêt une importance capitale dans l'histoire plus que centenaire du SPD, car le réformisme doctrinal correspond enfin à la pratique du parti. Bad-Godesberg permet au SPD du second après-guerre, qui se définissait comme un parti ouvrier à l'idéologie anticapitaliste et anti-communiste, de se transformer en un parti réformateur, ouvert à toutes les couches de la population. Grâce à cette rénovation idéologique, le SPD participe au pouvoir, au niveau fédéral, à partir de 1966. Il y restera jusqu'en 1982.

Depuis ses origines, en 1863, le courant social-démocrate vit dans la tension entre réformateurs (Ferdinand Lassalle) et révolutionnaires (August Bebel et Wilhelm Liebknecht), qui parvenaient à un compromis au congrès de Gotha, en 1875. Aux deux congrès suivants, ceux d'Erfurt en 1891 et de Heidelberg en 1925, le marxisme l'emporte nettement, malgré la longue querelle sur le révisionisme avant 1914. Depuis 1890, le SPD est le premier parti d'Allemagne (il le restera jusqu'en 1932), et il participe au pouvoir sous la République de Weimar jusqu'en 1932. Fidèle à l'idéologie révolutionnaire, il veut servir l'État de façon pragmatique, refusant de trancher le vieux conflit entre les marxistes et les réformateurs.

Scierie doctrinale

Interdit en 1933, le SPD paie durement son opposition à Hitler et au Parti national-socialiste. Reconstitué en 1945, il perd le contrôle des régions où il était le plus fortement implanté, car celles-ci sont situées dans la zone d'occupation soviétique qui donnera naissance à la République démocratique allemande en 1949. Par la fusion forcée avec le Parti communiste dans cette zone, il est écarté des responsabilités importantes. Très virulent depuis 1918, l'anticommunisme se renforce au contact de la politique stalinienne et face à la division de l'Allemagne.

Le SPD est réduit aux zones occidentales où il n'est pas majoritaire, sauf dans quelques régions. Le parti est dominé par des émigrés et des résistants, souvent âgés, qui continuent de se référer au dernier programme, celui de Heidelberg (1925), et même parfois à celui d'Erfurt (1891). Le premier président du SPD, Kurt Schumacher, est persuadé que l'avenir de l'Allemagne passe par le socialisme et que son parti est légitime, par son opposition sans faille à Hitler, à jouer un rôle dirigeant dans l'Allemagne nouvelle. Le SPD se prononce pour la planification étatique, la socialisation des moyens de production et le contrôle démocratique des grandes entreprises.

Contrairement aux attentes de Kurt Schumacher, la République fédérale d'Allemagne se donne en 1949 une majorité conservatrice qui met en œuvre la politique de l'économie sociale de marché. Condamné à l'opposition, le SPD s'enferme dans une sorte de scierie doctrinale et dans une politique de refus. Le nouvel État se stabilise rapidement sur le plan politique, économique et social ; les résultats électoraux du Parti social-démocrate sont décevants.

L'idéologie anticapitaliste du SPD commence à être critiquée. Dès 1952, le jeune expert économique Karl Schiller lance la célèbre devise : « Libre concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire ». La défaite électorale de 1953 fait prendre conscience de la nécessité d'une rénovation idéologique. Celle-ci est amorcée au congrès de Berlin, en 1954. Aux élections de 1957, l'écart se creuse entre le SPD et la CDU-CSU. Le congrès de Stuttgart, en 1958, décide d'accélérer l'élaboration du

nouveau programme fondamental qui, après bien des difficultés intérieures, est finalement adopté à Bad-Godesberg, en novembre 1959, par 324 voix contre 16 seulement. Le texte comprend un préambule, plusieurs sections et une conclusion intitulée « Notre voie ».

Le préambule insiste sur « la contradiction de notre temps », due à la peur de l'autodestruction de l'humanité et à l'espérance en un avenir meilleur. Les valeurs fondamentales du socialisme sont la liberté, la justice et la solidarité. Toute référence au marxisme est supprimée.

« Le socialisme démocratique qui, en Europe, trouve ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique, ne prétend pas proclamer des vérités dernières, non par incompréhension et par indifférence devant les philosophies ou les vérités religieuses, mais par respect des décisions de l'homme, en matière de foi, décision dont le contenu ne doit être déterminé ni par un parti politique ni par l'État. »

La question de la réunification

Dans ses « exigences pour une société humaine », le SPD en appelle au respect de l'ordre juridique international et au banissement de la guerre. Il demande que tous les peuples bénéficient du bien-être et de la solidarité. Il condamne les dictatures et accuse les communistes d'avoir falsifié l'héritage intellectuel socialiste. Il exige le contrôle du pouvoir politique et économique.

Le SPD accepte l'organisation étatique de la République fédérale et fait siens les principes de la démocratie parlementaire. Il se prononce très clairement pour une réunification de l'Allemagne (question qui l'embarasse aujourd'hui). Longtemps hostile au réarmement, il accepte la défense nationale, tout en se montrant sensible aux idées de détente et de désarmement contrôlé.

Le long développement sur l'« ordre économique et social » expose que la population

doit profiter d'un bien-être croissant et équilibré entre tous les citoyens. Le SPD réclame le plein emploi, la stabilité monétaire et une politique conjoncturelle de prévision. Il approuve l'économie de marché et son principe de base, la libre concurrence.

Pour limiter les inconvénients des concentrations, il veut juguler le pouvoir des grandes entreprises, mieux les contrôler et encourager la co-gestion. Il souhaite une répartition plus juste des revenus et du patrimoine. La socialisation des moyens de production est envisagée, mais sans en faire une exigence absolue. La propriété privée doit être favorisée « tant qu'elle n'empêche pas la mise en place d'un ordre social juste ». Par ce programme, le SPD accepte le capitalisme comme base d'une vie économique et sociale qu'il désire améliorer.

Le passage sur les Églises s'appuie sur les idées de tolérance et de coopération ; il précise que « le socialisme n'est pas une religion de remplacement ». La conclusion (« Notre voie ») évoque l'histoire heurtée du mouvement ouvrier allemand, avec ses échecs, ses succès et ses espérances dans la lutte contre les forces capitalistes. Mais elle réaffirme avec force l'hostilité au communisme : « Les communistes méprisent la liberté de façon radicale. Ils violent les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination de la personnalité et des peuples. » Avec trente ans d'avance, le SPD annonce que cette mise en tutelle ne durera pas toujours. Une phrase résume l'esprit du programme de Bad-Godesberg et donne la mesure des changements intervenus : « D'un parti de la classe ouvrière, le Parti social-démocrate est devenu un parti du peuple. »

Le SPD devait achever la modernisation de son programme (qui comporte toujours quelques ambiguïtés anticapitalistes) en modifiant ses positions en matière de politique extérieure. En mars 1959, son principal stratège, Herbert Wehner, proposait encore une Allemagne réunifiée, désarmée, avec un Parlement issu d'élections libres, cette Allemagne faisant partie d'une zone démilitarisée en Europe. Les Soviétiques rejettent ce plan. Herbert Wehner l'abandonne et, le

30 juin 1960, au Bundestag, il annonce que son parti accepte désormais le système de la coopération européenne et atlantique qu'il avait combattu.

Parallèlement à cet effort de renouvellement doctrinal, le SPD se réorganise et se donne, pour les élections fédérales de 1961, un nouveau candidat à la chancellerie en la personne de Willy Brandt (à l'époque maire de Berlin-Ouest), qui incarne le socialisme rassurant de type scandinave. Le SPD passe pour un parti moderne et dynamique, ouvert aux jeunes et aux femmes, favorable aux réformes. Il progresse sur le plan électoral. En 1966, il participe à un gouvernement fédéral dirigé par la CDU. En 1969, il forme lui-même le gouvernement avec le petit Parti libéral, Willy Brandt étant chancelier. Helmut Schmidt lui succède en 1974.

Pour sortir des généralités de 1959, le Parti social-démocrate décide, au congrès de Sarrebruck, en 1970, d'élaborer, sur la base de Bad-Godesberg, un programme socio-économique à long terme avec des données concrètes et quantifiées. C'était une façon aussi d'occuper les marxistes et idéologues de gauche qui revenaient en force dans le SPD. Technocratique et trop conçu en fonction d'une croissance continue, le « cadre d'orientation des années 1975-1985 » (OR'85 dans le jargon SPD) est resté sans effet sur la vie du parti.

Problème d'identité

La perte du pouvoir à Bonn en 1982, la montée de l'aile gauche, les défaites électorales de 1983 et de 1987, les nouvelles données technologiques, politiques, économiques et sociales remettent en question l'identité du SPD. L'écologie, le pacifisme et le chômage deviennent des thèmes majeurs. Une commission dirigée par Erhard Eppler a réfléchi à l'actualisation des valeurs fondamentales du SPD. Une seconde étape conduit à l'élaboration d'un nouveau programme fondamental qui va être discuté à Brême, en décembre. De nombreux amendements sont déjà déposés, surtout de la part des militants les plus à gauche.

Oskar Lafontaine dirige également le groupe de travail qui prépare le programme gouvernemental du SPD pour les élections fédérales de décembre 1990. C'est le « programme 90 » (Fortschritt 90 ou F90). Là, ainsi les controverses vont bon train sur des sujets sensibles comme l'environnement, la politique énergétique ou la politique fiscale. Oskar Lafontaine propose notamment d'introduire un impôt écologique, mais il ne peut avoir la certitude que l'augmentation du prix de l'essence poussera les Allemands à utiliser davantage les transports publics. Comment financer son ambitieux programme de relance du logement social et de la politique de l'emploi ? Les électeurs allemands seront très attentifs à la capacité de gestion du SPD.

Le parti est très touché par l'évolution de la situation en RDA depuis cet été. Le SPD s'est vu reprocher d'avoir trop privilégié ses rapports avec les dirigeants communistes de Berlin-Est et négligé les contacts avec les contestataires. Il rattrape maintenant son retard et s'intéresse beaucoup au Parti démocratique-social de RDA, fondé récemment. Le SPD n'est pas très à l'aise dans le débat sur les frontières allemandes, la réunification (un sujet tabou qu'il évite actuellement), les rapports avec la RDA et le rôle des Allemands en Europe, car les forces de droite peuvent facilement lui reprocher de jouer la carte du statu quo.

La comparaison des débats suscités par la préparation des programmes de Bad-Godesberg et de Brême montre que les problèmes et la situation de l'Allemagne fédérale ont beaucoup changé en trente ans. Le choix de réformisme ne sera pas remis en question, mais les transformations en cours dans les deux Allemagnes (montée des républicains à l'Ouest et perpétuation des opposants à l'Est) ne seront-elles pas plus décisives que les programmes ?

HENRI MÉNUDIER
(professeur des universités Paris-10)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

VALÉRY
GISCARD D'ESTAING

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur
RTL

BULGARIE : le remplacement du secrétaire général du parti communiste

M. Petar Mladenov : dix-huit ans aux affaires étrangères

M. Petar Mladenov, cinquante-trois ans, ministre des affaires étrangères depuis 1971, a succédé vendredi 10 novembre à la tête du Parti communiste bulgare à M. Todor Jivkov, qui assumait ces fonctions depuis trente-cinq ans. Au cours d'une réunion du comité central, M. Jivkov, soixant-dix-huit ans, doyen des dirigeants des pays socialistes, a également démissionné de son poste de chef de l'Etat. Ce poste sera pourvu lors de la prochaine séance de l'Assemblée nationale.

Le premier ministre, M. Gueorgui Atanasov, a indiqué que M. Mladenov représentait « l'unité et la succession des générations ». Le nouveau numéro un a, pour sa part, promis des réformes, en particulier une nouvelle impulsion à la restructuration économique, mais « uniquement dans le cadre du socialisme et au nom du socialisme ». Un plénum extraordinaire du comité central doit analyser prochainement l'état du pays.

Certains voient en Petar Mladenov un homme modéré et pragmatique, d'autres un communiste très traditionnel. Pas plus tard que la semaine dernière, lors d'une visite officielle à Pékin, il avait exprimé son inquiétude sur l'évolution politique de l'Europe de l'Est. Ces propos étaient tout à fait conformes à la ligne officielle du parti, mais peu après on murmurait à Sofia que l'heure de la disgrâce était proche. En effet, « pour raisons de santé », il n'avait pas participé à la rencontre bulgare-turque de Kowat destinée à régler le différend entre les deux pays sur la minorité turque et musulmane de Bulgarie, soumise à une assimilation forcée, et dont une part importante — des centaines de milliers au cours des dernières décennies — a cherché asile en Turquie. Il était, dit-on, trop favorable à un compromis. Il n'avait pas assisté non plus à la dernière réunion des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie. Ces petits signes indiquaient que sa carrière politique était peut-être compromise, bien qu'il n'ait jamais figuré sur la liste des successeurs potentiels de Todor Jivkov.

Sa promotion est une surprise, mais Petar Mladenov, personnage discret, n'est pas pour autant un nouveau venu. Phénomène tout à fait étonnant dans un pays où l'on fait « circuler » les cadres dès qu'ils esquissent quelques ambitions : il a dirigé pendant dix-huit ans — un record en Europe de l'Est — la diplomatie bulgare dans l'ombre de Todor Jivkov et peut se targuer d'un parcours politique irréprochable dans les rangs du PC.

Né en 1936, dans un petit village du nord-ouest de la Bulgarie, fils d'un partisan tué dans la résistance contre le fascisme, il fait ses études secondaires dans les écoles militaires de Sofia et de Choumen. Il part ensuite à Moscou, où il s'inscrit à l'Institut des relations internationales. Avec son diplôme en poche, il rentre en Bulgarie en 1953 et adhère au Parti. Il devient tout à tour secrétaire, puis premier secrétaire du comité départemental des Jeunesses communistes (Komsomol). En 1966, le voilà à la tête du département des relations internationales au comité central du Komsomol. De 1969 à 1972, il

dirige la section du PC à Vidin, la ville et la région dont il est originaire.

A trente-cinq ans, Petar Mladenov entre au comité central du PC. En juillet 1974, il est nommé suppléant au bureau politique, dont il deviendra membre de plein droit trois ans plus tard. Au ministère des affaires étrangères, il défendra les grandes idées de son président : la poursuite d'une coopération étroite avec l'Union soviétique, la recherche d'accords avec les pays balkaniques voisins et le développement de relations avec les investisseurs occidentaux, qui, hormis les Allemands et plus tard les Italiens et les Suédois, ne se sont jamais bousculés au portillon.

Un discours d'ouverture

Changement obligé, Petar Mladenov a fait, vendredi à Sofia au plénum du comité central du Parti communiste, un discours d'ouverture. Il a déclaré que « le pluralisme d'opinions » allait certainement apparaître « dans la recherche des solutions justes » en Bulgarie. Il a appelé de ses vœux

une « transparence » qui devrait se traduire par « une ouverture complète de l'information » et par « un dialogue actif avec le peuple ». Il a dénoncé les erreurs commises pendant des décennies et un système administratif de gestion « inapproprié » qui est devenu un « frein » à la restructuration. Mais le nouveau chef du PC a ajouté que cette restructuration en Bulgarie « ne pouvait se réaliser, uniquement et exclusivement, que dans le cadre du socialisme, au nom du socialisme et sur la voie du socialisme ».

Agé de cinquante-trois ans, Petar Mladenov est un homme de la « génération Gorbatchev » : par rapport à Todor Jivkov, il est évident que c'est un homme « jeune » qui prend maintenant la direction du PC, mais, bien que ce changement inattendu soit accueilli avec un soupir de soulagement dans l'opposition bulgare, on semble douter des convictions réformatrices du nouveau dirigeant. Il n'est pas impossible, avouent certains, que ce ministre des affaires étrangères, si proche de Jivkov, soit un leader de transition avant l'arrivée au pouvoir d'un « vrai réformateur ». On dit aussi que M. Mladenov ne serait pas en parfaite santé et que, à la suite de quelques maux cardiaques et d'un pontage coronarien réalisé aux Etats-Unis, il ne se déplacerait plus sans médecin accompagnateur.



PANLHO

La nomination est, en tout cas, une surprise. « Nous savons », dit un opposant, « que c'est un homme de Jivkov, mais dans les régimes totalitaires, il y a des gens qui restent dans l'ombre en cachant leurs véritables intentions (...). Une fois au pouvoir, ils peuvent montrer un visage totalement nouveau ».

ALAIN DEBOVE

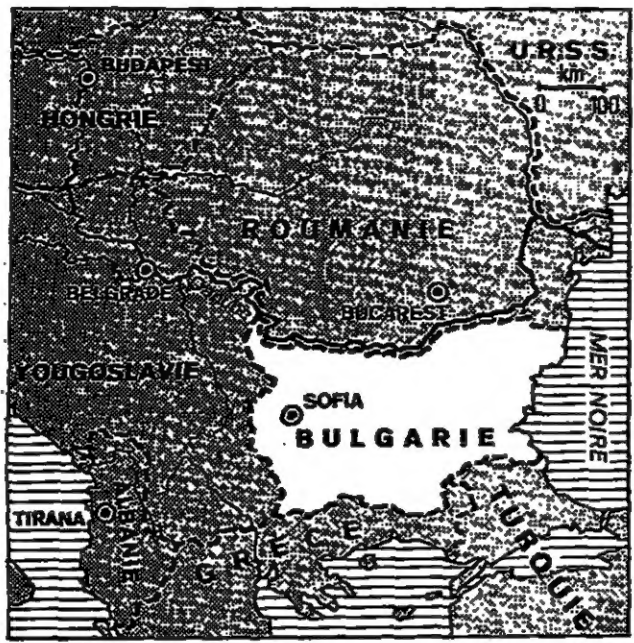
Une solide tradition russophile

Les Bulgares n'ont jamais oublié que les Russes les aidèrent à se libérer de cinq siècles de joug ottoman — deux cent mille Russes périrent pour la libération de la Bulgarie en 1878 — et en ont gardé une solide tradition russophile. Enfin indépendant en 1908, allié de l'Autriche-Hongrie en 1914, le royaume de Bulgarie s'engagea aux côtés de l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale. Après l'occupation du pays par l'armée rouge en 1944, un gouvernement communiste se forma rapidement avant de fonder la République populaire de Bulgarie.

Sous la férule de Georgi Dimitrov — qui fut le premier dirigeant de la Bulgarie socialiste après avoir été secrétaire général du Komintern avant la

guerre, et dont le corps embaumé repose toujours à Sofia dans un mausolée à l'image de celui de Lénine — puis de Kolarov et de Tcherenkov, la Bulgarie vécut très durement les années du stalinisme. Arrivé à la tête du parti communiste un an après la mort de Staline, Todor Jivkov, qui devait par la suite entretenir d'excellentes relations avec Brejnev, avait fait disparaître ces derniers temps les signes les plus voyants du culte de la personnalité.

Située entre la Roumanie, la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce, la Bulgarie, membre du Pacte de Varsovie, ne compte que neuf millions d'habitants, dont une importante minorité de musulmans d'origine turque (neuf cent mille selon les Nations unies).



Le réveil des Bulgares

Suite de la première page

Lors des journées de la CSCE dans la capitale bulgare, on a ainsi assisté à l'éclosion de tous ces groupes qui existaient quasi souterrainement, et non sans courage : Association indépendante pour les droits de l'homme, comité écologique de Rousse, le club cité plus haut, syndicat indépendant Podkrepe, Eco-glasnost...

Ce n'est sans doute pas la pression de la rue qui a mis fin aux trente-cinq années de règne de M. Todor Jivkov. Sofia n'est pas Berlin, et M. Jivkov aurait pu encore quelques années, comme il nous le promettait en janvier dernier, « maîtriser la situation ». Mais le départ forcé de M. Honecker et les événements dans les autres pays mem-

bres du pacte de Varsovie, alliés à l'agitation croissante dans les milieux intellectuels bulgares, ont probablement convaincu l'équipe dirigeante de la nécessité de procéder à un rajustement avant qu'il ne soit trop tard. Ce rajustement se limiterait-il à un simple ravalement de façade, ou bien va-t-il ouvrir la voie à des changements plus profonds ? Là est bien sûr la question.

La nomination de M. Petar Mladenov à la tête du PC n'apparaît pas comme le choix le plus audacieux — d'autres, comme celui du ministre du commerce extérieur, M. Andreï Lozanov, ou celui du chef du parti pour Sofia, M. Ivan Panev, auraient pu être interprétés comme une volonté de rupture plus nette avec M. Jivkov. M. Mladenov pourrait aussi être l'homme du compromis.

Les hésitations du pouvoir

Plusieurs signes montrent que la direction du PC n'était pas nécessairement unie ces derniers mois sur l'attitude à adopter face à la contestation intellectuelle : cette attitude a constamment oscillé entre répression et tolérance. En février et mars, par exemple, les congrès des unions de créateurs — organisations officielles des écrivains, artistes, journalistes, etc. — ont donné lieu à des prises de position parfois très critiques envers le régime et à l'entrée de personnalités réformatrices dans les organes dirigeants tenus par des conservateurs ; mais en mai, onze intellectuels étaient interpellés sous le soupçon d'avoir fait circuler une pétition adressée à l'Assemblée nationale en faveur de réformes démocratiques. Au cours de l'été, la Bulgarie a encouragé, par sa politique d'assimilation forcée, l'exode de près de trois cent mille musulmans vers la Turquie. Enfin, pendant la réunion de la CSCE à Sofia, les mêmes dissidents se sont vu parfois interdire pour avoir participé à un rassemblement qui, la veille, était tout à fait autorisé et allait être de nouveau toléré le lendemain.

Sous la pression sans doute de ses collègues du bureau politique, M. Jivkov annonçait, en juillet puis le 29 octobre dernier, de nouvelles réformes, économiques, politiques, constitutionnelles, allant jusqu'à parler de « pluralisme ». Mais, en trente-cinq ans, le numéro un bulgare a eu trop d'occasions de faire des promesses non suivies d'effets. Cette fois-ci, il fallait un nouveau visage à la « preusirobno », version bulgare de la perestroïka.

BERNARD FERON

SYLVIE KAUFFMANN

Le dernier des vieux staliniens

M. Todor Jivkov, qui vient de donner sa démission, avait été élu secrétaire général du Parti communiste bulgare en 1954

Peu après la chute de Nikita Khrouchtchev, qui l'avait fort étonné, pour ne point dire choqué, M. Todor Jivkov justifiait ainsi la « révolution de palais » de Krouchtchev : « Si vous prenez un jour que je n'ai pas, c'est parce que j'aurais commis des erreurs... ». Il n'aurait pas eu un homme d'Etat de son rang lui valoir ses droits à la retraite parce qu'il n'était plus d'âge à régner.

Dix-huit ans plus tard toujours à son poste, il se voyait encore promis à une carrière d'une durée infinie. Il disait à Simon Malley, qui rapportait la plaisanterie dans l'Afrique-Asie : « Après tout je suis jeune. Je n'ai que soixante-dix ans. Selon la science médicale, la longévité moyenne doit être entre quatre-vingt et cent cinquante ans. Donc j'ai encore beaucoup à vivre ».

Croyait-il avoir la recette de la pérennité ? Il pouvait déjà se flatter de s'être maintenu au poste suprême plus longtemps qu'aucun autre chef des PC d'Europe de l'Est, à l'exception d'Enver Hoxha qui n'était pas encore mort. Quelle recette ? Peut-être cette sorte de tempérance qui porte le nom de griséille. Il était ferme, mais quand il souriait, on se rendait soudain compte que cette platitude était empruntée, comme s'il avait découvert que pour se hisser au sommet, et y rester, il fallait passer, inaperçu.

Passons rapidement sur l'enfance du personnage puisqu'on n'en sait pas grand-chose. Il naquit en 1911 dans la région de Sofia. Il fit des études élémentaires avant d'apprendre la typographie. A dix-neuf ans il est membre des Jeunesses communistes (illegales). A vingt et un an il adhère au parti. Sa biographie officielle indique qu'il occupa jusqu'à immédiatement des responsabilités et qu'il fut à la fin de la guerre l'adjoint du commandant des partisans de la région de Sofia. L'histoire écrite après son accession, raconte que les 8 et 9 septembre 1944, il chassa de la capitale le régime pro-allemand.

A partir de ce moment on peut tracer avec certitude les étapes de sa

carrière. 1944, il est colonel de la milice et second secrétaire du parti pour la région de Sofia. L'année suivante il entre au comité central en qualité de membre suppléant et il sera titularisé en 1948 au même temps qu'il prendra la direction du département de formation et d'organisation du C.C. C'est une époque de grandes turbulences. Staline veut écraser « Tito et les siens ». En Bulgarie, la victoire la plus illustre de cette opération est Koster et le grand bénéficiaire Tcherenkov, celui qui en 1950 remplacera à la tête du parti et du gouvernement Georges Dimitrov.

Complot militaire

1950 : c'est précisément cette année-là que M. Jivkov est nommé secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique (il sera titularisé l'année suivante). Pour être promu en de telles circonstances notre homme devait inspirer toute confiance : jusqu'en 1954, le Jivkov n'avait pas un seul jour de pouvoir, mais en 1950, il fut nommé à la direction de l'appareil du parti.

Après la mort de Staline, ses héritiers soviétiques avaient décidé la séparation des responsabilités dans l'appareil du parti et dans l'administration de l'Etat. Tcherenkov garda donc la présidence du conseil (comme Malenkov en URSS). Croyait-il conserver la réalité de son pouvoir en laissant à un collaborateur, jugé faible, la gestion du parti ? Les débats du nouveau premier secrétaire furent obscurs : il n'appartenait même pas à la délégation bulgare envoyée en 1956 au XX^e congrès du PC soviétique. Celui du rapport secret et de la dénonciation du « culte de la personnalité ». Celui qui, en fin de compte, allait permettre à Jivkov, l'oublié, de saisir le pouvoir.

Il fallait bien en tenir compte de ce rapport secret. Or Tcherenkov n'était pas de son pressé d'en tirer les conséquences, de reconnaître que la

rupture avec Tito avait été une faute et l'exécution de Koster un crime. Mais directement compromis, Jivkov s'arrangea pour que le parti bulgare ne soit pas en première ligne, lui aussi, les méfaits du « culte de la personnalité ». Tcherenkov. Le compte-bilan fut rédigé au rang de vice-président du gouvernement chargé des affaires culturelles. Il restait pourtant à dépeindre les méfaits du régime politique nouveau décidé à la fin des années 50 et inspiré de l'expérience chinoise de cette époque : « Grand Bond en avant ». Cela ne dura guère : la catastrophe. Et puis le mouvement à sentir fort ment le fagot.

M. Jivkov aurait pu payer les pots cassés. Là encore il sut tirer avantage de la déstalinisation. En 1961, le XXII^e congrès soviétique lança une nouvelle offensive contre le culte de la personnalité et contre les vestiges du stalinisme toujours en place. Aussitôt après, le premier secrétaire bulgare invita son parti à remettre les pendules à l'heure : « Il est indispensable, dit-il, une résolution du comité central doit être manifestement l'engagement de dissiper la fausse auréole créée autour du camarade Tcherenkov ». Il lui fallut attendre encore un an pour arriver à ses fins.

Le dénouement survint brutalement, à l'ouverture du VIII^e congrès du PC bulgare, en novembre 1962. Sans attendre que les délégués aient eu à se prononcer, le premier secrétaire annonça que M. Tcherenkov était exclu du parti.

L'opération frappa deux autres personnages de haut de gamme : M. Vozov, président du conseil des ministres, et Tsankov, son adjoint. Quelques jours plus tard, M. Jivkov avait fait un voyage éclair à Moscou.

Il n'était pas encore venu tout à fait à bout de ses opposants. En avril 1965, Sofia annonça la découverte d'un complot ourdi par des militaires avec le concours de certains dirigeants. L'affaire est toujours dénou-

rée obscure : selon la version officielle, il s'agissait d'une conspiration maciste. D'autres sources indiquent que ces « proches » étaient en réalité des nationalistes exodés par la soviétophobie extrême du pouvoir. Soviétophilie ou d'abord russophilie ? La Bulgarie est de tous les pays d'Europe de l'Est celui qui se sent le plus d'affinités avec la Russie (communiste mais aussi tsariste). On hésite même à soutenir que le goût intime des dirigeants était d'entrer, avec le numéro seize, dans la Fédération des Républiques soviétiques.

La mort de Ljoudmila

Jivkov était incontestablement atteint de soviétomanie. Il était le premier à proposer une conférence mondiale du mouvement communiste que les Soviétiques souhaitaient (pour condamner les Chinois) mais qu'ils n'osaient demander eux-mêmes. Il avait cumulé les fonctions de chef du parti et du gouvernement quand Khrouchtchev portait les deux casquettes mais il abandonna la présidence du conseil des ministres quand la mode soviétique fut à nouveau à la séparation des fonctions. Enfin il se fit attribuer (en 1971) la présidence du nouveau Conseil d'Etat. Autrement dit il devint chef de l'Etat en même temps que chef du parti lorsque Brejnev commençait à rêver pour lui-même un tel surcroît d'honneurs... Et toujours comme Brejnev, il troqua son titre de premier secrétaire contre celui de secrétaire adjoint.

Comment les choses se sont-elles gâtées à partir de 1981 ? Il y eut d'abord en juillet de cette année-là, la mort subite à trente-huit ans de Ljoudmila Jivkova. La fille du secrétaire général avait, selon la version officielle, succombé à une hémorragie cérébrale provoquée par le surmenage. Mais on releva que cette personne, membre du gouvernement depuis 1976, membre du bureau politique depuis 1977, pouvait inspi-

هكذا من الاصل

L'OUVERTURE DE LA FRONTIÈRE

Le comité central du SED se prononce pour le vote « secret, libre, démocratique et pluraliste »

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

A Berlin-Est, où les rares magasins à faire des photos-minute pour les pères d'identité ont fait fortune, la fermeture des bureaux a donné lieu à un véritable chaos aux abords des points de passage entre l'Est et l'Ouest. A pied ou en voiture, il fallait prendre son mal en patience et attendre parfois plusieurs heures pour aller de l'autre côté. Complètement débordés, les autorités avaient renoncé à délivrer des visas en bonne et due forme dans les commissariats et les laissez-passer étaient établis pour une période provisoire - quelques jours ou semaines - directement aux postes-frontières.

L'ouverture de la frontière a éclipsé une semaine politique pourtant riche en rebondissements, qui s'est achevée, vendredi 10 novembre, par un grand meeting de soutien au Parti communiste lui-même. Plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient fait le déplacement en plein cœur de la ville, sur la place au nom évocateur de « Jardins-des-Plaisirs ». On avait mobilisé, cette fois, la machine du Parti pour répliquer aux intellectuels et représentants des organisations indépendantes, qui avaient organisé leur propre manifestation mercredi dernier, devant le siège du comité central, pour exiger une réforme en profondeur du SED. Aux banderoles des contestataires qui réclamaient « le pouvoir pour la base », répondaient d'autres slogans : « Pas de division du parti », « Se reconnaître dans le parti ». Ceux-ci étaient venus pour applaudir le nouveau secrétaire général, M. Egon Krenz, lui-même, les autres lorsqu'il défendait dans son allocution la décision du comité central de convoquer pour la mi-décembre une conférence du parti.

Les différents orateurs admis à prendre la parole avant M. Krenz, au pied du vieux musée, ont permis de prendre la mesure du conflit qui connaît actuellement le parti, divisé entre les partisans de changements radicaux et les autres, devenus réformateurs par la force des choses, et qui tentent de sauver l'essentiel, c'est-à-dire le contrôle des rouages du pouvoir par le parti.

Renouveau pour le socialisme

Les réformateurs exigent aujourd'hui la convocation non pas d'une conférence, mais d'un congrès extraordinaire du parti qui aurait, seul, le pouvoir de changer complètement le comité central et d'imposer les réformes en profondeur qu'ils estiment nécessaires. Ceux-ci envisagent ni plus ni moins que des élections totalement libres, la convocation d'une Assemblée constituante et l'introduction de la démocratie directe dans l'appareil du parti pour lui redonner une légitimité. Devant le refus de la direction du SED d'accepter un tel congrès, ils s'efforcent actuellement de réunir sur une motion le quorum nécessaire d'un tiers des organisations de base.

Devant son public, M. Egon Krenz s'est contenté, vendredi soir, de réaffirmer, de manière très générale, la volonté de réformes du parti. « Nous allons changer, mais personne ne nous dictera nos responsabilités », a-t-il proclamé, en promettant de mener à bien « le renouveau dans l'unité et pour le socialisme ». Se contentant d'effleurer le sujet des travaux du comité central qui venaient de s'achever, il a curieusement très peu parlé de la décision prise la veille d'ouvrir les frontières.



« Allemands du monde entier, unissez-vous ! » (La République.)

A croire que la décision, annoncée presque en catimini la veille par l'un des réformateurs, M. Schabowski, chef du SED à Berlin, a été loin de faire l'unanimité. M. Schabowski, que l'on a vu ces derniers jours sur tous les fronts, la télévision et dans les manifestations, se trouvait bien, au cours du meeting, à côté de M. Krenz. Bien

que « puissance invitante », il n'a cependant pas pris la parole. « On nous dit que les gens restent ici quand ils peuvent sortir et entrer : eh bien ! c'est ce que nous sommes en train de mettre à l'épreuve. Cela fait partie d'une grande leçon que nous ne sommes pas prêts d'oublier », a déclaré M. Krenz.

sans un mot à l'adresse des milliers de personnes qui se pressaient au même moment à tous les points de passage. « Mais je le dis avec franchise, a-t-il ajouté à l'attention de l'Allemagne de l'Ouest, ce sont des mesures prises dans l'intérêt des gens, et personne ne doit les utiliser contre les gens. A cette frontière sensible de l'Europe, nous devons nous comporter comme des voisins paisibles. »

Réunion de Neues Forum

Si l'ouverture du mur représente la première grande confirmation officielle de la volonté de changement des nouveaux dirigeants, elle ne signifie pas pour autant que la pression va se relâcher sur eux. Dès lundi, on doit s'attendre dans les grandes villes, Leipzig et Dresde notamment, à la poursuite des rassemblements. Les dirigeants de Neues Forum, dont la demande de légalisation vient d'être officiellement acceptée, devaient réunir ce week-end leurs instances pour discuter de la mise en place progressive de leurs futures structures.

Réuni pendant trois jours en plénum, le comité central s'est séparé en adoptant les grandes lignes du programme d'action qui lui avait été proposé par M. Egon Krenz. Celui-ci prévoit notamment l'élaboration d'une nouvelle loi électorale pour l'élection du prochain Parlement, avec introduction du vote « secret, libre, démocratique et pluraliste ». Il prévoit une plus grande autonomie des communes et la participation à la vie publique de nouvelles associations politiques, tout cela dans le cadre de l'Assemblée Constituante. Le débat est loin d'être clos à ce sujet, comme on l'a vu ces derniers jours à propos de la définition du rôle dirigeant du Parti communiste.

Même sur la défense, les plus conservateurs ont encore un poids important dans les structures du parti. Ils ont cependant subi une nouvelle défaite, vendredi, en acceptant le limogeage d'un membre du bureau politique, M. Hans Bohme et de trois suppléants élus mercredi dernier lors de la formation du nouveau bureau politique. Entre temps, ceux-ci avaient été mis en minorité dans leurs districts respectifs. Ils n'ont pas été remplacés, ce qui réduit à dix le nombre des membres titulaires du politburo et à trois celui des suppléants. Le comité central a également décidé d'exclure les anciens compagnons d'Erich Honecker, Günter Mittag et Joachim Herrmann pour « atteintes graves à la vie démocratique du parti et dommages causés à son image ». M. Mittag, dont l'attitude au cours des derniers mois de règne d'Erich Honecker avait été violemment dénoncée mercredi dans le rapport de M. Krenz, sera traduit devant une commission d'enquête.

C'est à M. Hans Modrow et au Parlement que reviendront, pour une bonne part, la mise en œuvre de ce programme d'action. Le chef du parti à Dresde, réputé réformateur, doit être confirmé lundi 13 novembre nouveau chef du gouvernement par le Parlement, qui se réunira en session spéciale. La Chambre du peuple élira aussi à cette occasion un nouveau président pour remplacer M. Horst Sindermann. Ce pourrait être cette fois une personnalité issue d'une autre formation que le Parti communiste. Le nom le plus souvent cité est celui de M. Hans Gerlach, président du Parti libéral-démocrate, qui a ces dernières semaines prôné avec insistance un retour au pluralisme politique.

HENRI DE BRESSON

Les Berlinoises, ensemble et semblables...

Suite de la première page

A la station Friedrichstraße où l'on émerge de l'autre côté du mur, le passage du poste-frontière dans un sens ou dans l'autre est presque plus aisé pour les Berlinoises de l'Est que pour tous les autres. La police des frontières est métamorphosée, comme si un corps de jeunes gens affables avait remplacé un corps d'inquisiteurs ou comme si un système qui avait su faire d'eux des espèces de robots hostiles venait de les rendre à leur nature humaine.

D'autres Allemands de l'Est sont venus et repartent dans les célèbres

Trabant, après avoir vécu les premiers gigantesques embouteillages de leur vie. Les sept points de passage entre les deux parties de la ville n'y suffisaient pas. Dès vendredi, trois autres ont été ouverts, d'autres encore le seront ces jours prochains.

A chacun de ces postes, des milliers de personnes sont rassemblées : des piétons de l'Est qui font la queue pour rentrer et des Berlinoises de l'Ouest qui sont venues tout simplement applaudir les Trabant et leur crier : « A bientôt ! ».

Marteaux et barils

Dans les avenues boisées, interminables, du quartier du jardin zoologique, d'autres flux se dessinent par lesquels les Allemands de l'Est se laissent porter le plus souvent sans savoir où ils vont. Ils convergent vers la porte de Brandebourg, le lieu le plus hautement symbolique de la ville et de sa partition, et le plus médiatique des décors pour ces retrouvailles berlinoises.

La, devant la monumentale corniche de la porte de Brandebourg, illuminée dans la nuit par les projecteurs des vopos (côté est) et par ceux des télévisions (côté ouest), à deux pas de l'imposante silhouette du Reichstag, c'est la jeunesse occidentale qui mène la

danse, non pas à l'ombre ou à côté du mur mais carrément dessus.

Une jeunesse déléguée, insolente, se fait la courte échelle, se pousse, se hisse au sommet du mur, assez large en cet endroit, et se tremousse au rythme des décibels de la sono. C'est l'endroit où eurent lieu déjà dans le passé, plusieurs concerts destinés à ceux qui étaient à l'époque prisonniers de l'autre partie de la ville. Tous les spectateurs cette fois sont à l'Ouest et ils sont très nombreux.

Quelques-uns, des jeunes gens, ont apporté des marteaux et des barils et s'attaquent patiemment à l'édifice. Quelques autres sautent de l'autre côté pour narguer les vopos qui les invitent gentiment à rebrousse chemin.

On est ici très loin des discours du chancelier, de Willy Brandt et du maire de Berlin qui ont rassemblé dans l'après-midi plusieurs dizaines de milliers de personnes devant l'hôtel de ville. On est dans la dérision, dans le renvoi des symboles les plus pesants de l'histoire à leur absurdité.

Sur une banderole est écrit simplement un nom : « Deutschland ». D'autres jeunes gens, ailleurs, le scandent comme un slogan. Quand on demande au hasard dans la foule qui ils sont et ce que veut dire ce mot d'ordre, un jeune Berlinoise de l'Ouest répond, ironique :

« C'est la nouvelle mode du patriotisme » : une jeune Berlinoise de l'Est répond : « C'est très spontané, c'est seulement parce que nous sommes heureux d'être ensemble. Vous ne comprenez pas ? »

CLAIRE TRÉAN

Retrouvailles et « shopping » à Lübeck

LÜBECK

de notre envoyé spécial

Ce fut, toute la journée et une bonne partie de la nuit, comme une interminable fête de famille. Des retrouvailles joyeuses et sereines, une sorte de kermesse sur le pavé luisant de la place du marché, au pied de l'imposant hôtel de ville du quinzième siècle. Le froid ? Il était encore le froid, alors qu'entre frères, entre cousins, hier encore séparés, on échangeait des nouvelles de la famille, on se racontait vingt-huit ans d'absence, on buvait les paroles de l'autre, on se touchait timidement pour essayer d'y croire.

Par petits groupes d'amis, par couples, par familles, ils arrivaient sur la place, les cousins du Meklenbourg, avec des yeux d'enfant devant un arbre de Noël. Et à peine étaient-ils arrivés, qu'il y avait un anonyme pour leur glisser dans la main des tablettes de chocolat ou de mystérieux paquets-cadeaux qu'ils refusaient d'abord, avant d'accepter, de guerre lasse, incrédules.

A vrai dire, cela avait commencé avant même l'arrivée en ville, dès le poste-frontière de Schlutup, à 5 kilomètres de là : les fleurs sous les essuie-glaces, les chocolats jetés dans l'habitacle étroit des Trabis - les aujourd'hui

fameuses petites voitures est-allemandes - qui se lançaient vaillamment à la conquête de la cité hanséatique. Lübeck avait bien fait les choses.

A peine les cousins de l'Est avaient-ils passé la frontière que des hôtes de la municipalité les allaient en leur détaillant ce qui les attendait en ville : au syndicat d'initiative, sur simple présentation de leur passeport, on leur remettait 100 deutschemarks (environ 330 F) par personne, enfants et bébés compris, à dépenser à leur guise dans le paradis occidental.

Ainsi en avait décidé le conseil municipal le matin même - les fonds étant, en dernier ressort, remboursés à la ville par le gouvernement fédéral - et tout le dispositif s'était mis en place en l'espace de quelques heures. Les personnes municipales étaient réquisitionnées - et d'ailleurs dédommagées pour les heures supplémentaires - et les rotations établies pour permettre à cette antenne d'accueil de fonctionner jour et nuit, tout au long du week-end.

Trois petits tours...

En fin de journée, vendredi, près de deux mille billets de 100 marks avaient ainsi été distribués et le flot d'arrivants ne tarissait guère. Facile en poche, les visiteurs se précipitaient dans les supermarchés environnants, où ils faisaient une razzia sur les bananes, et dans les grands magasins, où chaque pas leur était sujet d'émerveillement.

On les croisait dans les rues piétonnes, toutes générations confondues, en grappes joyeuses. Hommes, femmes, enfants : on avait l'impression qu'ils avaient déserté par cages d'escaliers entières. « Mais il reste des gens en RDA ! », se demandaient les habitants ébahis.

Trois petits tours et puis s'en repartaient vers leurs frontières. Car ce peuple adolescent, pour la première fois autorisé de sortie, ne tenait nullement à décrocher. On était venu pour voir, juste pour voir. Boire une bière ou un coca, peut-être deux. Dans les sages cafés de Lübeck pour les plus raisonnables, tandis que les autres poussaient une pointe jusqu'à

Saint-Pauli, le quartier chaud de Hambourg, à 40 kilomètres de la frontière.

Puis l'on rentrait sagement chez soi. L'odyssée, les semaines précédentes, des devanciers qui avaient fait le grand détour par la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, semblait soudain rejetée dix ans en arrière.

Étonnés, même, que la question leur soit posée, ils répondaient naïvement, à peine arrivés : « Bien sûr que ce soir nous rentrons chez nous ! Qu'il te revienne demain. » Certains s'offusquaient même : « La RDA, c'est notre pays, notre chez nous ». A l'hôtel de ville, on confirmait : 10 % à peine des visiteurs du jour avaient demandé à passer la nuit à l'Ouest, sans que l'on puisse distinguer encore les candidats au week-end de ceux à l'immigration. Peu importe : des lits les attendaient dans les casernes. Il ne serait pas dit que l'événement prendrait Lübeck au dépourvu.

Oui, Lübeck avait royalement fait les choses, mais c'était bien le moins. Seule ville ouest-allemande à joindre la frontière est-allemande, la cité hanséatique, peut-être plus que tout autre, avait été atteinte dans sa chair par la partition de l'après-guerre, brutalement coupée de son Hinterland (arrière-pays) et ainsi irrémédiablement distancée par Hambourg et Brême ; et son règne de dynamisme, elle le devait précisément aux quelque cent mille réfugiés de l'Est qui, dans les années de l'après-guerre, étaient venus doubler sa population.

En ce jour de novembre, Lübeck, cité heureuse, ne faisait après tout que renouer avec une très ancienne histoire...

DANIEL SCHNEIDERMAN

Et un petit tour au Danemark...

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le ministre danois de la justice, M. Hans Engell, a annoncé vendredi 10 novembre qu'il suspendait provisoirement l'obligation de visa d'entrée au Danemark imposée jusqu'ici aux citoyens de la RDA. Quelques heures à peine après l'ouverture de la frontière à Berlin, un groupe d'Allemands de l'Est avaient en effet décidé, dans un brusque élan d'euphorie, de faire un tour au Danemark pour saluer leurs amis et connaissances... Mais au moment d'embarquer sur le ferry-boat en direction de Gedser, vendredi dans la matinée, ils apprirent qu'ils risquaient d'être retournés, puisqu'ils n'avaient pas de visa. M. Engell avait déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de faire pour eux une exception à la règle en vigueur... En conséquence, les voyageurs étaient restés sur le quai. Mais une heure plus tard, M. Engell autorisait les citoyens est-allemands, munis d'un passeport valable, à séjourner librement - sans visa - pendant trois jours au Danemark. Interrogé par la presse pour savoir qui avait réussi à le faire changer aussi rapidement d'avis, le ministre déclarait : « Personne... Ce sont seulement les événements en cours. » Et les Allemands de l'Est ont pu ainsi poursuivre leur excursion...

C. O.

URSS

Violents affrontements en Moldavie

De violents incidents ont opposé, vendredi 10 novembre dans la soirée plusieurs milliers de manifestants nationalistes à la police et à l'armée, à Kichinev, capitale de la République soviétique de Moldavie. Des témoins ont parlé de dizaines de blessés, parfois dans un état grave.

Les affrontements ont éclaté à la suite de l'encerclement du ministère de l'Intérieur par des manifestants qui protestaient contre la détention d'une vingtaine de militants nationalistes moldaves, arrêtés après avoir perturbé un défilé officiel organisé mardi pour le sixième centenaire de la révolution bolchevique. « Selon une information officielle, dix-sept personnes ont été hospitalisées, dont sept avec des blessures graves », a dit un journaliste local. Mais un responsable du Front populaire moldave a déclaré que le

bilan était vraisemblablement plus lourd, et il a dit craindre qu'il n'y ait aussi des morts.

D'autre part, deux Arméniens, dont le supérieur d'un monastère, ont été tués mercredi alors qu'ils tentaient de mettre le feu au Monument pour l'amitié des peuples de Transcaucasie, situé dans la République d'Azerbaïdjan, a affirmé, vendredi, Radio-Moscou. Deux autres Arméniens ont été blessés lors de cet incident, qui a eu lieu près de la frontière avec l'Arménie.

Le Kremlin a ordonné, vendredi, aux trois Républiques baltes ainsi qu'à l'Azerbaïdjan de renoncer à une série de lois controversées qui violent, selon lui, la Constitution de l'URSS. Prenant le risque de provoquer la colère des dirigeants réformateurs baltes, Moscou a fait savoir que plusieurs lois récem-

ment adoptées par leurs Parlements « renforçant leur indépendance économique et politique » devraient disparaître, rapporte l'agence Tass.

Cependant, les députés du Soviet suprême estonien se sont de nouveau affrontés, vendredi, sur un sujet très discuté de la loi électorale limitant le droit de vote et d'éligibilité aux résidents de longue date. Ce projet avait provoqué la colère des russophones de la République, qui s'étaient mis en grève cet été en signe de protestation. Moscou avait ensuite déclaré cette loi inconstitutionnelle, et le Parlement estonien y avait renoncé le mois dernier, ce qui avait été alors considéré comme un repli tactique. Présenté vendredi matin en deuxième lecture aux députés estoniens, ce projet, à peine remanié, a de nouveau provoqué de vifs débats tout au long de la journée au sein du Parlement. (AFP, Reuters.)

Un appel de l'église roumaine de Paris. - Mgr Virgil Gheorghiu, archevêque du patriarcat de Constantinople, et auteur du livre *La Vingt-Cinquième Heure*, nous prie d'annoncer que les cloches de l'église roumaine de Paris (9 bis, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris) sonneront, le dimanche 12 novembre, à 11 heures, le signal de la lutte pour la libération du pays. L'église roumaine de Paris, ajoute le communiqué, fut fondée, il y a un siècle et demi, par les patriotes roumains, réfugiés en France, qui ont dirigé toutes les luttes d'indépendance, d'unification et de libération de la Roumanie.

LA FRONTIÈRE
ce
pluraliste

ENTRE LES DEUX ÉTATS ALLEMANDS

La visite à Berlin-Ouest
des dirigeants de Bonn

« Nous sommes le peuple le plus heureux de la terre »

BONN
de notre correspondant

Il y avait, vendredi 10 novembre, quelques dizaines d'Allemands malheureux et frustrés : ceux que le chancelier Kohl avait emmenés avec lui dans son voyage en Pologne et qui n'ont pas pu, faute d'avions, interrompre comme lui cette visite pour vivre, à Berlin ou dans d'autres villes de RFA, la fin de la coupure physique de la nation. M. Heinz Galinski, président du Conseil central des juifs d'Allemagne, tournait comme un lion en cage dans les couloirs de l'hôtel Marriott de Varsovie. Ce vieux Berlinois, ancien déporté à Auschwitz ne se remémorait pas de ne pas être parmi les siens, en ces jours de liesse populaire, lui qui avait vécu les jours sombres d'une capitale pervertie par le nazisme et qui était présent, le 13 août 1961 lors de la construction du mur.

Les quelques privilégiés admis à suivre le chancelier bouclaient en toute hâte leurs valises, et beaucoup d'entre eux avaient bien l'intention de ne pas revenir à Varsovie comme devait le faire M. Kohl : ils étaient venus en Pologne parce que le chancelier leur avait promis qu'ils participaient à une visite « historique », et voilà que l'histoire se faisait maintenant dans les rues de Berlin, avec le peuple dans le rôle d'acteur principal. La mise en scène soigneusement préparée par le chancelier de la réconciliation germano-polonaise plâtrait de l'extraordinaire spectacle de la chute symbolique du mur.

L'émotion de Willy Brandt

L'organisation du retour imprévu du chancelier n'a pas été simple. L'ordre européen issu de Yalta, évoqué par M. Mitterrand, encore ses règles : venu à Varsovie avec l'avion de la Luftwaffe utilisé habituellement pour les voyages officiels, il ne pouvait se rendre directement avec cet appareil à Berlin-Ouest, dont l'accès ancien est réservé aux Alliés. A 13 h 30, il quittait Varsovie pour Hambourg, où l'attendait un avion de l'armée de l'air américaine. Le reste de la délégation était reconduite directement à Bonn.

Mais il est plus difficile d'être l'homme du jour à Berlin qu'à Varsovie. Le chancelier en a fait l'expérience devant les vingt mille Berlinois réunis devant l'hôtel de ville de Schoenberg à l'appel du bourgmestre, M. Walter Momper (SPD). Celui-ci reçoit une ovation lorsqu'il prononce la phrase simple, venue du cœur, qui correspondait au sentiment partagé par tous les Berlinois, de l'Est comme de l'Ouest : « Aujourd'hui nous sommes le peuple le plus heureux de la terre ».

A ses côtés, M. Willy Brandt, ancien chancelier, ancien bourgmestre de Berlin, suit donner des accents d'émotion à sa voix caverneuse, dont le son très caractéristique a accompagné les jours douloureux de l'histoire de la ville : « Berlin ne vit et ne meurt pas, elle vit et meurt avec nous ». Il a néanmoins invité ses compatriotes à « garder la tête froide, en cette période de rapprochement, car nous devons réfléchir ensemble à ce que sera notre avenir, qui devra tenir compte des intérêts allemands, mais également de nos obligations envers l'Europe ».

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, également fort ému, s'exprime dans le même sens et s'emploie à répondre aux craintes qui se manifestent à l'étranger devant la rapidité de l'évolution de la situation en Allemagne. « Nous voudrions en ce jour où nous sommes le peuple le plus heureux de la terre que les autres peuples partagent cette joie (...). Il n'y a pas de nation capitaliste, il n'y a qu'une nation allemande qui a déjà des engagements envers la paix. Nos voisins doivent savoir que jamais dans l'histoire une Allemagne libre et démocratique n'a constitué un danger ».

Du chancelier Kohl, dernier intervenant, il fut fort difficile de saisir les propos : ils étaient recouverts par les bruits d'une foule majoritairement à gauche. Particulièrement impopulaire à Berlin-Ouest, symbolisant l'esprit provincial et réactionnaire dans une ville qui s'est toujours voulue libérale et tournée vers le monde, le chancelier fut bien mal à l'aise à faire passer un message qui n'était pourtant pas très différent de celui des orateurs qui l'avaient précédé. « La situation, a-t-il dit, exige raison et intelligence. L'intelligence ne consiste pas à suivre des opinions et des mots d'ordre extrêmes, mais à trouver, avec prudence et pas à pas, le chemin d'un avenir commun ».

Tous les responsables politiques ouest-allemands sont en effet aujourd'hui d'accord pour estimer que une fois les moments d'enthousiasme passés, il va falloir gérer une situation compliquée. La dynamique qui s'est déclenchée grâce à la « révolution tranquille » de la RDA n'est en fait qu'un début. « Face à une situation exceptionnelle, il faut prendre des mesures exceptionnelles », affirmait le chancelier avant de quitter Varsovie. L'avenir politique de la RDA est encore loin d'être fixé : quelle direction sera prise après des élections libres dont personne ne doute plus qu'elle se tiendront bientôt ? Que faire, par exemple, si un gouvernement démocratiquement élu à Berlin-Est demande à la RFA de reconnaître la nationalité est-allemande ? Et, dans l'immédiat, l'ouverture des frontières, la libre circulation des personnes, va produire des effets déstabilisateurs, encore plus importants que ceux engendrés jusqu'à présent par l'afflux des réfugiés. On évoque déjà la situation qui existait à Berlin avant la construction du mur, où de nombreuses personnes vivaient à l'Est et travaillaient à l'Ouest, profitant des différences du taux de change.

Le chancelier devait présider, samedi matin 11 novembre, une réunion exceptionnelle du cabinet à Bonn. Pourra-t-il en mesure d'annoncer ces mesures « exceptionnelles » qu'exige la situation ? La plupart d'entre elles demandent une étude technique et juridique d'une complexité telle qu'il est difficile d'en décider dans la précipitation. Si la ligne générale est fixée — tout faire pour que les citoyens de la RDA restent chez eux —, sa mise en œuvre dans le détail devra être soigneusement élaborée. S'il n'en était pas ainsi, cet hymne à la joie qui a retenti vendredi entre le Rhin et l'Oder risquerait de se transformer en une gringante cacophonie.

Les Allemands de l'Ouest, encore ébahis d'avoir vu leur compatriotes de l'Est faire une révolution que certains n'hésitent pas à qualifier de « unique dans l'histoire de l'Allemagne », s'aperçoivent aujourd'hui que celle-ci va interférer dans leur vie quotidienne et leur demander, dans un premier temps, des sacrifices.

LUC ROSENZWEIG

L'ouverture de la frontière interallemande et le début de la destruction du mur de Berlin sont considérés comme un événement capital et historique dans les pays occidentaux. Mais la satisfaction et la prudence se mêlent à Washington, où M. George Bush n'a pas caché sa surprise devant la rapidité des changements en RDA. Mais le président américain a précisé : « Je conduirais la politique étrangère de ce pays avec la prudence que requiert cette fascinante époque de changements ». Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré samedi 11 novembre qu'il était nécessaire pour l'Ouest de « réfléchir à ce qui allait se passer ensuite. (...) Tout en encourageant la liberté et la démocratie, nous espérons que ces changements se produiront sans violence ». « Si des gouvernements non communistes arrivent au pouvoir en Europe de l'Est, a-t-il ajouté, il est vraisemblable qu'ils représenteront une menace moindre que par le passé et, à l'évidence, cela impliquera des changements de notre côté ».

Le premier ministre britannique a rendu hommage « à la vision et au courage » de M. Mikhaïl Gorbatchev. « Je souhaite que ce mouvement s'étende au reste de l'Europe de l'Est », a déclaré M^{me} Margaret Thatcher. M. Jacques Delors a adressé vendredi un message au chancelier Helmut Kohl. « C'est avec une

Les réactions à travers le monde

grande joie et beaucoup de sympathie que je suis les développements historiques qui touchent si profondément nos amis allemands », a écrit le président de la Commission européenne, qui avait déclaré, le matin même sur Europe 1, que « le mythe de la grande Allemagne » ne lui faisait « pas peur ».

La CEE estime que les circonstances sont désormais « propices » pour le développement de ses relations avec la RDA, a annoncé le commissaire européen chargé des relations extérieures, M. Frans Andriessen, qui compte se rendre prochainement en RDA. Dans un communiqué, les Douze se sont « félicités de la décision prise par la RDA » et ont exprimé l'espoir que « les dispositions pratiques arrêtées permettront l'exercice réel de cette liberté ».

Moscou a réagi favorablement à l'ouverture de la frontière interallemande, tout en adressant une mise en garde aux Allemands contre les risques d'instabilité. Pour M. Alexandre Jakovlev, membre du Politburo chargé des affaires internationales, la décision de la RDA « est favorable et tout à fait tournée vers l'avenir » : il s'agit « d'une bonne décision, normale dans une situation démocratique ». En visite à Stockholm, le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a jugé la décision « judicieuse et raisonnable », précisant que « tout avait

été décidé par les camarades à Berlin ». Toutefois, a averti le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, « la frontière entre les deux pays demeure ». M. Guerassimov a rappelé les accords internationaux sur les questions frontalières conclus dans les années 70 entre la RFA, l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la RDA. Pour la première fois, le porte-parole a relevé que l'évolution de la situation en RDA comportait des risques « d'instabilité ».

La Tchécoslovaquie, par la voix du porte-parole du ministère des affaires étrangères, a qualifié la décision est-allemande de « solution positive : la situation devenait difficile pour tout le monde, y compris pour la Tchécoslovaquie ».

Pour le président de Solidarité, M. Lech Walesa, qui vient d'entamer une visite au Canada, les changements en RDA « auraient dû intervenir beaucoup plus tôt ». Mais le communisme en Europe de l'Est n'est pas mort pour autant, estime-t-il : « C'est le communisme de monopole qui est mort, le communisme de parti unique, de syndicat unique ». Le gouvernement polonais a demandé, pour sa part, que la question de la réunification de l'Allemagne soit placée « dans le contexte européen », afin qu'elle ne « menace pas la sécurité européenne ».

En voyage à Copenhague

« Nous allons sans doute vivre un temps sans équilibre »

a déclaré M. Mitterrand

COPENHAGUE

de notre envoyée spéciale

Ni enthousiasme ni inquiétude : le président François Mitterrand a réagi de manière sereine aux événements en cours en RDA. Interrogé à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre danois, M. Poul Schlüter, vendredi 10 novembre à Copenhague, le président a qualifié ces événements de « heureux » et de « nouvelle avancée vers la liberté ».

Avant même d'avoir pris connaissance de la démission du numéro un bulgare, M. Todor Jivkov, le président affirmait : « Il est vraisemblable que ce grand mouvement populaire continuera d'être contagieux, c'est-à-dire qu'il ira ailleurs, et il ira plus loin ».

« Nous sortons d'un ordre établi, celui qui a été établi à la fin de la deuxième guerre mondiale, que nous ne pouvons pas continuer à maintenir. (...) L'ordre établi et nous ne pouvons pas dessiner de nouvel équilibre, nous allons même sans doute vivre un temps sans équilibre. Ce qui veut dire que cela sera sans doute bien mieux, mais ce sera plus difficile. On s'était habitué à l'ordre des choses, même si on peut le regretter. Il faut maintenant inventer une autre phase de l'histoire de

l'Europe », a déclaré le chef de l'État.

M. Mitterrand a réitéré ses deux credo : d'une part, « la France n'a pas à exprimer de réserve » au sujet de la réunification de l'Allemagne, et d'autre part la Communauté européenne, « seul pôle d'attraction pour les peuples en quête de leur statut futur, statut de liberté », doit avoir « une conscience plus claire de ses devoirs » et est obligée de réussir en « allant plus loin et plus vite ».

« Cette Communauté européenne des Douze sera d'autant plus attractive (...) qu'elle aura réussi à se doter elle-même de structures plus solides et d'une certaine forme de volonté politique commune, au-delà des communautés techniques, économiques et monétaires », a affirmé le président.

Après un paragraphe sur l'ordre du jour, le chef du gouvernement danois ? Pas de réponse pour l'instant : M. Schlüter avait renoncé à participer à la conférence de presse conjointe initialement prévue. Il faut dire que le premier ministre se trouve dans une position délicate. L'Union démocratique et modératrice (UEM) fait actuellement l'objet, au sein de la classe politique danoise, d'un vif débat qui divise même le gouvernement. Pour l'heure, M. Mitterrand a, semble-t-il, reçu des engagements : « La Danemark a adopté une attitude constructive », a-t-il déclaré, en faisant part d'une « convergence très grande, pour ne pas dire complète » sur le contenu et l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale dont le principe a été retenu lors du conseil européen de Madrid.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Imaginer un nouvel ordre européen

Suite de la première page.

Au point où nous en sommes, cependant, on voit mal comment M. Gorbatchev pourrait enclencher la marche arrière dans les pays d'Europe centrale (en URSS, c'est une toute autre affaire). Il est donc urgent que les Occidentaux cessent de se voiler la face et qu'ils regardent enfin la situation allemande telle qu'elle se présente aujourd'hui, telle qu'elle se présentera surtout au lendemain de ces élections libres que les dirigeants est-allemands se sont engagés à organiser.

Les interrogations sont formidables et divisent tous les camps. Il faut, cependant, oser les formuler publiquement. Oui, le spectre d'une Allemagne réunifiée sous une forme encore imprévisible inquiète beaucoup de monde, des Polonais aux Hongrois, sans oublier les Tchécoslovaques, les hommes d'affaires ouest-européens, bon nombre de Français et, sans doute, la majorité des Soviétiques. Oui, le fameux axe franco-allemand, qui a permis bon nombre d'avancées dans la construction européenne, risque de se trouver faussé.

Autre évidence cachée : l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie ont vécu leurs meilleurs jours et, d'ores et déjà, se pose le problème des troupes soviétiques stationnées en RDA et des troupes alliées (surtout américaines, aux yeux de M. Gorbatchev et de beaucoup d'Allemands) en RFA, pour ne rien dire de notre sacro-sainte force de dissuasion menacée dans son ampleur sinon dans son principe par une possible accélération des négociations sur la réduction des armements.

Une constatation encourageante

Le seul embryon de réponse esquissé ici et là à ces questions — mais la liste est loin d'être exhaustive — tient en un mot : l'Europe. C'est cette idée qu'il faut creuser, mais le temps presse. Son bien-fondé réside en tout cas sur une constatation encourageante : ce sont les valeurs des démocraties occidentales qui sortent renforcées d'une

épreuve de force qui aura duré, selon les cas, plus de soixante-dix ans ou moins de cinquante ans.

Contrairement à ce qu'on pouvait craindre il y a quelques années à peine, ce n'est pas la RFA qui dérive dans les brumes du neutralisme, mais la RDA, qui n'en peut plus d'effort. Raison de plus pour dominer nos peurs rationnelles, mais aussi irrationnelles, et pour, avec les Allemands, réfléchir à cet ordre nouveau qu'il faudra bien bâtir. La frilosité et la méfiance en la matière ne pourraient qu'aider à la matérialisation des fantasmes qui nous habitent.

Une telle concertation est d'autant plus indispensable que l'Europe des Douze est trop souvent présentée comme la panacée universelle, alors qu'elle s'est révélée incapable encore de mettre sur pied cette aide matérielle, mais aussi structurelle, promise à la Pologne et à la Hongrie au moment du sommet de Versailles. Beaucoup de pays de l'Est attendent trop de la CEE. Il est vrai, et sous-estimé considérablement les efforts qu'ils doivent accomplir eux-mêmes pour n'être pas de inextinguibles éponges à crédits, sur lesquelles on ne pourra rien édifier.

Faut-il aussi faire remarquer aux dirigeants français qu'il est un peu utopique de chercher à utiliser les derniers événements allemands pour convaincre M^{me} Thatcher de se montrer plus européenne en matière monétaire et sociale lors du prochain conseil européen de Strasbourg ? L'Europe — à plusieurs cercles —, chère à M. Delors, est séduisante, mais elle suppose une redéfinition assez radicale du projet européen, et une adhésion sincère de tous les partenaires. Il est dommage, de ce point de vue, que les choses n'en soient encore qu'au stade des timides palabres, et qu'aucune initiative capable de frapper les esprits n'ait été prise au niveau des Douze. Force est de constater, enfin, que la première rencontre au plus haut niveau au cours de laquelle sera abordée la question européenne ne réunira que MM. Gorbatchev et Bush.

JACQUES AMALRIC

Un 9 novembre déjà : la fin de l'empire allemand

Le 9 novembre, c'était jusqu'ici la date anniversaire du premier jour de la « révolution allemande », c'est-à-dire de la chute de l'empire fondé en 1871 par Bismarck. La République démocratique allemande date son héritage de ce jour-là, le 9 novembre 1918, et sa légende prolétarienne, illustrée par le film et les photos, montre la foule de Berlinois révoltés écoutant le chef révolutionnaire Karl Liebknecht, accourché aux grilles du palais impérial, ou les marins de la flotte impériale de Kiel, « les gâchiers du Kaiser », comme disait le romancier Theodor Plievier, proclamant la première mutinerie d'une révolution qui menaçait de déferler sur tous les territoires de langue allemande. A cette date, le bolchevisme qui venait de naître en Russie pouvait trouver en Europe centrale toute la puissance que Marx lui avait souhaitée.

Les faits s'enchaînaient ainsi : le 29 septembre 1918, le haut commandement militaire réclamait à l'empereur d'ouvrir des négociations d'armistice pour éviter la déroute militaire devant l'offensive des Alliés. Le 28 octobre, pour ménager les transitions, ce même haut commandement contraignait à un changement constitutionnel qui transformait le régime autoritaire en régime de partis.

Depuis près d'un siècle, les aspirations à la démocratisation du régime s'étaient heurtées à l'hégémonie des castes dans la société prussienne et au rôle du haut commandement, qui gouvernait, en fait, derrière l'empereur, devenu simple potiche. La lassitude d'une guerre dévorante perdue précipitait les réactions de la révolte populaire, sans qu'une stratégie délibérée ait pu intervenir, sinon de la part des sociaux-démocrates, qui tentaient d'orienter une politique de réformes dans l'ordre.

Mais le 4 novembre les marins refusaient de faire appareiller la flotte, plusieurs divisions refusaient de partir au front. En quelques jours, les socialistes révolutionnaires formaient dans toute l'Allemagne des conseils d'ouvriers et de soldats. Le 7 novembre, Munich se révoltait, et dans tout l'empire les revendications étaient les mêmes : signature immédiate de l'armistice et mise en place de la république des conseils. Le 9, Berlin s'insurgeait, Guillaume II abdiquait la couronne impériale, mais conservait celle de Prusse jusqu'à la fin du mois. Deux Lénine allemands surgissaient : Karl Liebknecht et Kurt Eisner à Munich. Mais la révolution restait finalement contrôlée, et les Alliés accordèrent l'armistice du 11 novembre, en grande partie par crainte de voir le « péril bolchevique » s'étendre au cœur de l'Europe.

JACQUES NOBECOURT

36 15
I M

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

هكذا من الاصل

L'OUVERTURE DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX ÉTATS ALLEMANDS

Les réactions en France

Dans les milieux politiques :
et maintenant ?

Tous les hommes politiques français ont salué, vendredi 10 novembre, l'ouverture des frontières entre la RDA et la RFA. Passé le sentiment de joie et la surprise qu'a provoqué la décision des dirigeants est-allemands, les réactions ont surtout porté sur les problèmes d'ordre géopolitique qu'elle pose.

Pour le premier ministre, M. Michel Rocard, qui est intervenu le 10 novembre à TF1, « aussi longtemps que le peuple allemand est en trouble de lui-même, la sécurité ne régnait pas en Europe (...). La paix et la sécurité en Europe passe par le fait que le peuple allemand retrouve son histoire et son destin et le fait dans l'unité et la confiance de tous ses voisins, nous compris, c'est une évidence et c'est dans ce sens-là qu'il faut aller ».

M. Rocard a cependant estimé que « c'est aux Allemands, c'est au peuple allemand de dire où il veut aller, car on ne fusionne pas comme cela deux États, cette convergence des volontés mettra du temps à se traduire dans les faits et, malheureusement, il faut bien être conscient que les choses seront difficiles, que cette marche vers la démocratie et vers une économie qui fonctionne un peu mieux, elle aura, elle connaîtra bien des difficultés ».

M. Valéry Giscard d'Estaing a lui aussi évoqué le « gigantesque point d'interrogation » que constitue les événements en RDA. « Ils posent le problème de la réunification », a-t-il fait remarquer, avant de souligner « que la démocratisation se poursuit d'abord dans le cadre de l'Allemagne de l'Est et que, pendant ce temps, en Europe de l'Ouest, nous ne continuons pas à perdre du temps pour poursuivre notre union ».

M. Giscard d'Estaing a estimé qu'« il faut que ce soit l'Europe fédérale et non pas l'Allemagne fédérale qui puisse accueillir le moment venu la participation des Allemands de l'Est ». « Si on passe par un état national allemand unifié, les conséquences seront considérables pour l'Europe. Ce sera une autre Europe que celle que nous connaissons », a ajouté le président de l'UDF, qui a souhaité que voisins, ce soit l'« Europe du XXI^e siècle qui accueille la candidature de la RDA ». « Dans ce cas, l'entrée de la RDA »,

qui pourrait intervenir « avant l'an 2000 », « cesserait d'avoir un effet déstabilisant ».

M. Giscard d'Estaing a enfin regretté que le chef de l'État, président en exercice de la CEE, n'ait pas pris « des initiatives plus fortes », « il serait de plus grande utilité que l'on anticipât la réunion du conseil européen » de Strasbourg.

Vocation particulière
rôle éminent

Pour M. Jacques Chirac, président du RPR, « la France a une vocation particulière pour donner une impulsion, en prenant toutes les initiatives nécessaires pour renforcer le dialogue avec nos amis allemands, ensuite, en tant que présidente de la CEE, pour susciter immédiatement la discussion entre les Douze pour avoir une vue commune des événements et de l'avenir de l'Europe ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a partagé ce point de vue. « La rapidité des évolutions dans les pays de l'Est nous commande également d'engager au plus vite une réflexion de fond sur le devenir de notre continent », a-t-il ajouté. Le renforcement de la construction européenne apparaît de plus en plus nécessaire. Il doit s'accompagner d'actions permettant à la Communauté d'établir avec ses voisins de l'Est des liens tels que puisse se mettre en place, dans les années qui viennent, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». « Plus que jamais, il appartient à la France d'être aux côtés de la RFA », a conclu M. Juppé.

M. Raymond Barre a jugé lui aussi que « la France a un rôle éminent à jouer ». (...) apporter au pays de l'Est un entier concours pour le succès des réformes engagées, poursuivre et développer avec l'Union soviétique une politique étroite d'entente et de coopération ».

Enfin M. Pierre Masurey a assuré que « le socialisme de liberté » peut « apporter une réponse aux espoirs des peuples qui cherchent à élever leur avenir », tandis que M. Roland Dumas a jugé non seulement que « l'Europe va être autrement », mais aussi que l'affaire était difficile, chacun des deux vult « garder son sang-froid ». Le ministre des Affaires étrangères a rendu hommage « au patriotisme et à la sagesse du peuple allemand », ainsi qu'aux autorités de la RDA « qui ont compris ce qu'il fallait faire ».



M. Leroy (PCF) : jours de joie

« Notre parti s'en félicite vivement », a estimé M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, dans un message adressé à M. Egon Krenz, il y voit une décision symbolique de la volonté d'effacement par votre parti de prendre à bras-le-corps les importants problèmes de votre pays et de répondre aux aspirations de votre peuple. « Il s'agit d'une décision historique, qui constitue tout à la fois un grand pas en avant dans le sens de la liberté — donc du socialisme — en RDA et une importante contribution au service de la paix, a ajouté M. Marchais, nous avons la certitude que cette voie du renouveau sera la seule possible pour le socialisme ». M. Marchais a assuré que le PCF réclamait « depuis longtemps la libre circulation des hommes ». Pour M. Jean-Claude Gaysot, son « dauphin », dont l'intervention est largement reprise par l'Humanité, « ce qui se passe en RDA ne va pas à contre-sens de ce que nous disions, au contraire, ça va tout à fait dans le sens », faisant remonter en 1976, pour le vingt-deuxième congrès, le changement d'optique de son parti.

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, écrit dans l'éditorial du quotidien de samedi : « Eh bien oui, Gorbatchev et beaucoup d'autres avec lui ont engagé une deuxième révolution. Nous en sommes ! Nous sommes avec ce qui bouge dans le monde socialiste ou nous retrouvons — avec les différences naturelles — ce que nous souhaitons que le peuple de France construisse : une société socialiste, démocratique, autogestionnaire. Des jours comme ceux que nous vivons dans la solidarité avec nos camarades allemands ne sont pas seulement des jours de joie, ils sont aussi des jours de confiance et d'espoir ».

Tout en considérant comme une « reconnaissance » les dernières décisions de M. Krenz, M. Henri Kramnick a affirmé : « Je ne crois pas qu'il y ait vraiment beaucoup de monde en RDA qui réclame : donnez-moi des patrons, je veux être exploité, je veux du capitalisme ». M. Gaysot a estimé lui qu'« il arrivera un jour, et peut-être pas si lointain, où ce seront des Allemands de l'Ouest qui iront de l'autre côté pour avoir la garantie d'emploi ».

L'ancien ministre Jack Ralite a estimé pour sa part que « les événements dépassent » les analyses faites par le PCF depuis les années 70 et que le parti se devait d'« enrichir cette ligne de pensée ». M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à l'association de M. Moawad. Il a également estimé que M. Georges Saadé, dirigeant du Parti phalangiste, n'accepterait pas non plus de participer au gouvernement, bien qu'il ait voté pour le nouveau président.

remment convaincu celui-ci de ne pas se joindre au gouvernement de Moawad. « Tout va bien dans les régions chrétiennes, et il n'y a pas lieu de revenir là-dessus », a déclaré M. Samir Geagea aux journalistes.

« Le nouveau président n'a pas non plus réussi à gagner le soutien d'autres dirigeants de l'entourage chrétien. Ainsi, M. Dany Chamoun, fils de l'ancien président Camille Chamoun, a affirmé qu'il était hors de question que lui-même ou M. Georges Saadé, à

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Solidarité, santé, protection sociale : l'augmentation des crédits n'a pas permis d'éviter la réserve

M. Claude Evrin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a dû demander, vendredi 10 novembre, la réserve des crédits de son ministère, en raison de l'opposition conjointe des groupes RPR, UDF, UDC et PC. Ce budget est ainsi le sixième budget réservé depuis le début de cette session.

Pour l'année 1990, les crédits de ce ministère s'établissent à 37 milliards de francs, soit une augmentation de 3,3 % par rapport à 1989 (3,03 % du budget général de l'Etat). Avec les dépenses liées au revenu minimum d'insertion (RMI), qui sont, elles, inscrites au budget des charges communes, le montant global des crédits atteint 44,9 milliards de francs (soit une hausse de 7,4 % par rapport à 1989). Les services communs s'élèvent à 2,6 milliards de francs, soit une baisse de 7,4 % par rapport à 1989 (0,21 % du budget général de l'Etat).

Au ministre politique, les coups de griffe. Aux ministres techniques, les bons points... A M. Claude Evrin, les accusations d'« attentisme », de « désengagement », d'« absence de choix clairs », à MM. Théodore Bism, ministre délégué chargé des personnes âgées, Michel Gilbert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidents de la vie, et à M. Hélène Dorléan, secrétaire d'Etat chargée de la famille, les compliments pour leur « pragmatisme », leur « énergie », leurs « convictions ». Seulement voilà, les crédits du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale sont un et indivisible. Et, selon M. Evrin, ils répondent tous à la même logique politique : lutte « contre toutes les formes d'exclusion » et volonté de « conforter le capital santé des Français ».

Immigrés : éviter les ghettos

La lutte contre l'exclusion tout d'abord. Celle due à l'âge ; les personnes âgées de plus de soixante ans sont aujourd'hui dix millions en France, elles seront douze millions en l'an 2000, et parmi elles quatre millions auront plus de soixante-cinq ans et un million plus de quatre-vingt-cinq ans. Le projet de budget pour 1990 poursuit la politique engagée en faveur des personnes âgées dépendantes, avec la volonté de développer en priorité le maintien à domicile par l'amélioration des services d'aide à domicile financés par l'assurance-maladie, la hausse des crédits d'aide ménagère, l'extension de cotisations sociales pour les personnes de plus de soixante-dix ans vivant avec un membre de leur famille. Cent millions de francs en autorisations de programme contrebaucé d'autre part à l'« humanisation des hôpitaux » afin d'obtenir la réhabilitation de 50 000 places en sept ans et de limiter les placements abusifs des personnes âgées à l'hôpital. Parallèlement, 350 millions de francs seront dégagés sur les ressources de l'assurance-maladie pour accélérer la médicalisation des établissements pour personnes âgées (13 000 places en 1990).

Ces mesures ont été accueillies favorablement par M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val d'Oise), rapporteur spécial de la commission des finances pour les personnes âgées, et par M. Denis Jacquet (UDF, Moselle). Tous deux ont toutefois souligné la nécessité de mieux contrôler les associations intermédiaires de maintien à domicile, afin de ne pas laisser les personnes âgées à la merci de « marchands de soupe ». Ils ont également souhaité que soit encouragé le maintien à domicile dans les familles, par des incitations fiscales ou financières (notamment en matière d'aide au logement).

Autre forme d'exclusion, celle due au handicap physique ou men-

tal. M. Chibret a insisté tout particulièrement sur l'effort financier en faveur du développement des centres d'aide par le travail (CAT), premier instrument de réinsertion sociale des handicapés. Conformément au protocole d'accord signé le 8 novembre avec les associations représentatives, le gouvernement s'est engagé à créer 10 800 places de CAT en quatre ans et à accroître progressivement le salaire direct des travailleurs en CAT.

La lutte contre l'exclusion des plus démunis se poursuit dans le budget 1990 par la montée en charge progressive du RMI, dont les crédits augmentent de 25 % par rapport à 1989 (7,5 milliards de francs). En septembre 1989, 820 000 personnes en étaient bénéficiaires (380 000 ménages). Depuis l'ouverture des droits en décembre 1988, 18 % des allocations ont cessé de percevoir l'allocation. La preuve, pour M. Evrin, que le RMI a bien joué son rôle en permettant aux personnes qui en bénéficiaient de « reprendre pied ou de sortir d'une spirale de précarisation ». Toutefois, le volet insertion est loin de donner entière satisfaction et souffre surtout de grandes disparités régionales (si en effet, dans dix-neuf départements, le taux de passation des contrats

français qu'ils trouveront partout et pour toutes les spécialités des services médicaux dont la majeure partie sera facturée aux tarifs de la Sécurité sociale, et donc correctement remboursée, a déclaré M. Evrin. La médecine n'est pas un bien comme un autre. La capacité d'accéder aux soins ne doit pas dépendre des capacités financières de chacun. Le ministre de la santé a donc incité les partenaires conventionnels à reprendre les négociations, suspendues depuis plusieurs mois, en précisant que « ni les assurés ni les médecins n'ont intérêt au vide conventionnel ».

La crise du monde hospitalier

M. Evrin s'est également insurgé contre le tableau « dramatique » de la situation des hôpitaux publics que d'aucuns se plaisent, selon lui, à dresser. Hors les mesures statutaires concernant le personnel, les crédits du taux directeur des hôpitaux augmentent de 4,2 % par rapport à 1989 et serviront à financer l'amélioration des services d'urgence (550 millions de francs), les dépenses liées au sida (550 millions), et à soutenir les établisse-

Changer les méthodes parlementaires

M. Jean-Pierre Delalande (RPR, Val d'Oise) est intervenu, vendredi 10 novembre, en séance publique, pour protester contre le déroulement du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, estimant cet exercice annuel « de plus en plus inadéquat ». M. Delalande a présenté deux propositions, pour « renforcer d'une part le contrôle parlementaire et valoriser d'autre part le travail des députés. Il souhaite que soit constituée, pour chaque département ministériel, une commission de contrôle composée de quatre ou cinq parlementaires représentant la commission des finances, celle des affaires sociales, celle des lois et celle de la production. « Une telle commission », a expliqué M. Delalande, « exercerait un

contrôle toute l'année au lieu d'une fois par an ».

Pour mettre fin aux critiques sur l'absentéisme des parlementaires et à la longue litanie des orateurs, le député du Val d'Oise propose en outre que le débat budgétaire se déroule en commission — ouverte aux caméras et avec publication des discussions au Journal officiel — entre un ministre et un orateur par groupe. Il faut « changer de méthode », estime M. Delalande, qui ajoute : « Qu'il soit clair que le débat public est la discussion, sur un sujet donné, de spécialistes de chaque groupe avec un ministre. Et que tous les débats soient télévisés. Nous ferions ainsi un grand progrès tant pour le contrôle budgétaire que pour la clarification démocratique ».

P. R.-D.

d'insertion est supérieur à 50 %, il s'établit entre 10 % et 20 % dans dix-neuf autres départements).

M. Evrin a tenu à souligner également les orientations du gouvernement en faveur de l'intégration des immigrés. Si cette intégration est « un impératif national » selon M. Evrin, elle ne doit pas pour autant inciter le gouvernement à mener « une politique spécifiquement destinée aux étrangers » afin de ne pas développer des « ghettos ». L'aide à la population immigrée est toutefois au cœur des mesures prises par le fonds d'action social (FAS), a précisé M. Evrin, notamment en matière d'aide au logement, de soutien scolaire ou de préformation professionnelle.

Deuxième priorité de ce budget : « conforter le capital santé » des Français. Cette volonté passe par le développement de la politique de prévention contre le sida (120 millions de francs en 1990 contre 100 millions en 1989), la toxicomanie, l'alcoolisme et le tabagisme (19 millions de crédits). Mais elle passe surtout par la réaffirmation du principe de « légal accès de tous à des soins de qualité bien remboursés ». Sur ce point, M. Evrin s'est déclaré « préoccupé » par le développement du secteur médical à honoraires libres (secteur II). « Notre système de protection sociale doit garantir à tous les

ments départementaux (1,1 milliard de francs). Des mesures jugées largement insuffisantes par M. Michèle Barzach (RPR, Paris), qui a reproché au ministre de ne pas avoir « pris la mesure de la crise du monde hospitalier ». « Vous voulez dédramatiser, et vous risquez, si ce n'est fait, de décourager les personnels et d'inquiéter les malades », a déclaré l'ancien ministre de la santé de M. Jacques Chirac. En revanche, c'est avec un « sile certain que vous menez une action qui vise sans le dire à faire reculer la médecine libérale ».

Mais c'est sur le problème de la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé que l'ensemble des groupes RPR, UDF, UDC et PC — pour des raisons différentes — devaient rivaliser d'hostilité. Pour M. Evrin, cette maîtrise ne signifie pas « rationner les soins ou limiter la liberté de prescription des médecins, mais l'accepter que les dépenses justifient et utiles ». Aussi a-t-il justifié la réforme entreprise des cotations en biologie, en estimant qu'il n'était « pas admissible que se constituent des rentes de situation à l'abri de nomenclatures obsolètes ou de modes de rémunération inadéquats ».

Limiter les dépenses inutiles signifie également pour M. Evrin

M. Barre n'est pas candidat à la présidence de la commission des affaires étrangères

M. Raymond Barre a fait savoir vendredi 10 novembre qu'il n'était pas candidat à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui doit trouver un successeur à M. Valéry Giscard d'Estaing.

Dans le communiqué diffusé vendredi, l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing précise : « Je

rentre d'un voyage à l'étranger. Je constate que des bruits courent au sujet de mon éventuelle candidature à la présidence de la commission des affaires étrangères. Je suis membre de cette commission depuis 1981 et je suis parfaitement satisfait de l'être. Je ne suis pas candidat à la présidence de la commission des affaires étrangères ».

La passion calédonienne de M. Mélenchon

AU cours d'une visite privée en Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Pierre Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne a souhaité une accélération de « la décolonisation du territoire » et affirmé que le PS était « dans le camp des indépendantistes ». Des propos vivement dénoncés par M. Jacques Lafleur, président du RPCR.

souhaiter de s'en aller vite et d'éviter de revenir ici ». La presse affiliée au RPCR en a rajouté en le traitant « d'agitateur et intrigant patenté représentant du trotskisme haineux ». Mais ces réactions n'ont fait que renforcer sa détermination fondée sur le sentiment que la manière dont on applique sur les lieux les accords de Matignon n'est pas bonne.

Un sujet tabou ?

Si M. Michel Rocard a été agacé par la contribution sur la Nouvelle-Calédonie déposée comme un pavé dans sa mare dans la perspective du congrès de Rennes par M. Jean-Luc Mélenchon, il n'est pas au bout de ses peines. Ce sénateur de l'Essonne, partenaire attitré — à la tête du courant Nouvelle école socialiste — de l'autre iconoclaste politique du PS, M. Julien Dray, député de ce même département est revenu de son deuxième séjour en Nouvelle-Calédonie plus posé que jamais par la passion que les originaux de ce territoire inspirent fatalement aux hommes de convictions. Il s'y était rendu en visite privée et il y a fait sensation en tenant un langage militant auquel les Calédoniens, qu'ils se situent à droite ou à gauche, n'étaient plus habitués depuis que les accords de Matignon ont insufflé à Nouméa comme à Paris une atmosphère consensuelle et pacifique.

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, n'a pas du tout apprécié en particulier que M. Mélenchon parle d'« accélérer la décolonisation du territoire », dise que la place du Parti socialiste était naturellement « dans le camp des indépendantistes » et que son objectif devait rester « l'indépendance-association » définie en 1984 par M. Edgard Pisani. Le député RPR a d'ailleurs réagi en voulant le sénateur de l'Essonne aux mêmes gémonies que l'ancien ministre de la Calédonie. « Ce petit sénateur est un petit provocateur », a dit M. Lafleur le 7 novembre. Je voudrais lui rappeler qu'on a connu d'autres barbus et qu'ils ont fait leur sale politique : on les a renvoyés d'où ils venaient. Je voudrais lui

De retour à Paris, M. Mélenchon a l'intention d'enfoncer le clou, notamment à la tribune du palais du Luxembourg où le groupe socialiste du Sénat le charge régulièrement de parler en son nom des que la Nouvelle-Calédonie figure à l'ordre du jour. « Il est évident que si on laisse intactes les structures coloniales, le développement du territoire n'aura pas lieu ou il aura lieu sur le mode parasitaire d'aujourd'hui au profit de quelques-uns et, en 1998, le chantage continuera, dit-il. On pourra dire : vous voyez bien que la Nouvelle-Calédonie est dans un état de sous-développement qui lui rend impossible l'indépendance... »

M. Mélenchon entend donc mettre le problème néo-calédonien dans la corbeille du congrès socialiste de Rennes. Il ajoute : « Le premier ministre a fait un bon travail pour la Nouvelle-Calédonie et il a atteint des résultats positifs. Mais le sujet serait-il devenu tabou ? Il ne faut pas confondre le gouvernement et le parti. Je n'ai pas lu au PS un seul texte disant : on renonce à l'indépendance-association. Je n'ai pas entendu un seul socialiste dire que dorénavant nous nous tiendrons à égale distance du RPCR et du mouvement indépendantiste. »

En attendant cet éventuel débat interne, M. Mélenchon prépare un arsenal de propositions concrètes qui lui ont été inspirées par les entretiens politiques qu'il a eus avec la plupart des dirigeants indépendantistes... des plus impliqués dans les accords de Matignon, ceux de l'Union calédonienne, qui l'ont apparemment regardé avec aussi comme un agitateur.

ALAIN ROLLAT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Le Crédit Foncier propose une offre publique d'échange à ses obligataires détenteurs du 16.40 % NOVEMBRE 1982

jusqu'au 13 novembre 1989

Le Crédit Foncier a, conformément au contrat d'émission, appelé au remboursement anticipé l'emprunt 16.40 % novembre 1982, et propose de remettre, en échange de ces titres, de nouvelles obligations.

Cette opération, qui vise à assurer la continuité du financement de la Société, comporte pour les obligataires, par rapport au simple remboursement, un triple avantage.

■ En premier lieu, la valeur des titres 16.40 % retenue pour l'échange est supérieure au prix de remboursement contractuel : 6.290 F par obligation, contre 6.158 F (coupon net inclus).

■ En second lieu, les titres remis en échange présentent des caractéristiques attractives : coupon 9 % ; échéance octobre 1997 ; facilité de négociation grâce à la liquidité de la ligne de rattachement dont le montant atteint déjà 7 milliards de F.

■ Enfin, les modalités de l'opération garantissent aux obligataires, jusqu'à son dénouement, une protection de leur capital, dont la valeur restera au minimum égale à la valeur d'échange initiale. En effet :

— les termes de l'échange (prix d'émission des nouvelles obligations et montant de la soulte) seront arrêtés le 9 novembre en prenant pour référence le taux du marché constaté à cette date ;

— le taux de rendement des obliga-

tions 9 % octobre 1997, fixé le 9 novembre, constituera un minimum susceptible d'être augmenté le 14 novembre 1989 s'il est constaté à cette date une hausse des taux sur le marché obligataire. L'opération d'échange est assujettie au régime fiscal des plus-values.

■ pour les particuliers : la plus-value résultant de l'échange est seulement imposable en cas de revente des titres nouveaux, dans le cadre des plus-values de cessions, si le seul titre actuellement à 238.400 F pour l'année est dépassé ;

■ pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés : imposition au titre des plus-values qui peuvent être, selon le cas, à court ou à long terme.

L'offre d'échange, préparée avec le concours du Crédit Lyonnais, de la Banque Paribas et de la Caisse des Dépôts et Consignations, est décrite en détail dans une fiche d'information que a reçu de la COB le visa n° 89-177 en date du 27 octobre 1989 (RALO du 30 octobre 1989).

Les obligataires peuvent obtenir tout renseignement et procéder aux formalités d'échange auprès du Crédit Foncier, de leur banque, des Caisses d'Épargne, des PTT et des Comptables du Trésor.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

سكزا من الاموال

POLITIQUE

Le débat au sein du PCF

Le schisme du Doubs

Un an après avoir prononcé sa dissolution de fait, la direction du PCF a décidé de « remonter » une fédération fidèle à la ligne dans le département du Doubs. Elle tient sa conférence fédérale constitutive, samedi 11 et dimanche 12 novembre à Besançon. Face à elle, une « fédération communiste du Doubs », dirigée par d'anciens responsables ralliés aux opposants « reconstituteurs » a fonctionné depuis plusieurs mois de façon autonome.

En octobre 1988, l'équipe de M. Georges Marchais mettait fin à la sécession de cette fédération et décidait de « prendre les mesures nécessaires afin d'aider les communistes du Doubs sur la base du vingt-septième congrès et du renouveau aux pratiques de tendances, à se rassembler dans une nouvelle fédération ». Sous l'autorité de M. René Le Guen, membre du bureau politique, et de M. Jean-Marie Martin, membre du comité central, une équipe de militants locaux ou délégués de Paris a tenté, pendant plusieurs mois, de faire pencher la balance en

favor de la direction du parti. « Pas une section et pas une cellule n'est passée chez eux », affirme un dirigeant « reconstituteur », en assurant que la technique utilisée a été de reconstruire des cellules à partir des positions minoritaires dont disposaient les « orthodoxes » dans chacune d'elles.

La son de cloche est différent de l'autre côté, où on indique que « des cellules nouvelles se sont constituées, notamment dans des entreprises où le parti était inorganisé, des adhésions nouvelles ont été réalisées... ». Annonçant cette conférence fédérale, l'Humanité du 27 octobre précisait qu'elle se tiendrait en présence de cinquante et un communistes « pour représenter la section du pays de Montbéliard » et de quinze pour la section de Peugeot-Sochaux, à raison de « un délégué pour quatre membres du parti ».

Groupuscule !

Avant la dissolution de la fédération, les dirigeants locaux revendiquaient près de mille six cents adhérents et onze sections dans le pays de Montbéliard. Les « reconstituteurs » qui avaient été très largement élus à la tête de cette fédération dissoute

annoncent aujourd'hui un millier d'adhérents.

De fait, le déséquilibre politique local est patent en faveur des contestataires, alors même que le courant communiste est faible dans ce département. Aux élections sénatoriales de septembre dernier, le rapport de force était de un à quatre pour les « reconstituteurs », ce qui concrétisait la perte totale d'influence des « orthodoxes » parmi les élus. Aux européennes en juin, une « bavure » électorale, pour laquelle un recours est engagé, avait entaché le scrutin dans un des rares villages dans la ligne. Aux municipales, en mars, les « reconstituteurs » avaient conservé les municipalités d'Audincourt et de Béthincourt, et ils avaient fait le double du score marginal des « orthodoxes » à Besançon.

En position difficile chez les élus, les amis du secrétaire général se sont reportés sur l'union départementale CGT, avec une certaine réussite, afin d'avoir une base d'appui solide. Cependant, le récent conflit de Peugeot-Sochaux a fait apparaître que la plupart des dirigeants syndicaux, pour ce qui concerne la CGT, étaient des communistes « reconstituteurs ».

Dans le document préparatoire à cette conférence, les dirigeants du parti assurent que « chaque ancien membre du PCF a sa place dans la nouvelle fédération. Nous tendons la main à tous. Chacun peut conserver ses désaccords et les défendre à tous les niveaux dans le parti. Mais ce qui est demandé, c'est la démocratie : soit le respect des décisions prises à la majorité, le respect des règles de fonctionnement librement voulues et décidées par l'immense majorité des communistes ».

En écho, M. Martial Bourquin, ancien premier secrétaire fédéral, qualifie la nouvelle fédération de « groupuscule » supplémentaire dans le Doubs, et il met en cause les dirigeants du PCF en les comparant aux « conservateurs du PC soviétique » qui lancent de vains appels de soutien à la perestroïka « pour mieux la combattre ». Prenant acte du fait qu'ils ne pourront plus conduire leur combat pour la démocratie à l'intérieur du parti, les « reconstituteurs » affirment qu'ils le mèneront « à côté de celui-ci, parce que nous savons que ceux qui veulent le changer de l'intérieur sont majoritaires ».

OLIVIER BIFFAUD

Malaise dans l'une des familles trotskistes

Le Parti communiste internationaliste (PCI) tient son 34^e congrès à huis clos, samedi 11 et dimanche 12 novembre à Paris, au siège du parti. L'organisation lambertiste, du nom de son fondateur, M. Pierre Bousset, dit Lambert, devait adopter plusieurs résolutions, dont une consacrée à sa participation à une manifestation du Mouvement pour parti des travailleurs (MPPT), le 25 novembre, à Paris, en faveur de l'interdiction du travail précaire.

Le PCI est l'unique composante politique organisée du MPPT. M. Bousset-Lambert, candidat du MPPT à l'élection présidentielle de 1988, avait recueilli 0,38 % des voix, et M. Marc Ganquelin-Lacaze, membre du bureau politique du PCI et du bureau national du MPPT, qui conduisait une liste aux élections européennes de juin dernier, avait obtenu 0,6 % des suffrages. Ces deux résultats représentaient légèrement plus de cent mille électeurs.

Ce double échec électoral s'accompagne d'un certain malaise à l'intérieur de cette organisation se réclamant du trotskisme. La direction a refusé de reconnaître une tendance constituée par les amis de M. Pierre Broué, historien du communisme, auteur, notamment, d'un ouvrage monumental sur Trotsky et professeur à l'université de Grenoble. M. Broué avait été exclu du PCI, en mai dernier, pour avoir donné une conférence sur le fondateur de l'armée rouge à l'initiative de la Nouvelle Action royaliste (NAR) de M. Bertrand Renouvin.

Le MPPT est une échec patent

Dans une « Lettre ouverte aux militants du PCI », les contestataires s'étonnent que la « position politique de [leur] tendance » n'ait pas été soumise au vote avant le congrès. « Chacun constate que le PCI a subi un profond recul numérique, politique et théorique depuis 1983-1984. Il se manifeste par une vie interne dégradée et une activité publique de plus en plus étiolée », écrivent-ils. Ils dénoncent le « cours opportuniste suivi par le comité central dans la lutte des classes depuis l'automne 1988 ». « Le MPPT est un échec patent, que le congrès doit reconnaître », affirment les auteurs de ce document. Ils reprochent implicitement à M. Bousset-Lambert sa « stratégie internationale », qui le conduit, selon eux, à faire alliance avec un responsable trotskiste sénégalais, « l'intéressé Mamadou Dia, lequel se solidarise avec Khomeiny contre l'écriture Ruschdie ».

Se penchant sur le fonctionnement du PCI, les amis de M. Broué ajoutent : « Comment expliquer qu'une organisation de deux mille à deux mille cinq cents militants ait un comité central composé quasi-exclusivement de permanents ? ». Considérant que « leur radiation est injustifiée » et que ce congrès est « antidémocratique », ils refusent par avance toute décision les concernant et ils en appellent aux militants du PCI.

O. B.

Des militants socialistes « beurs » demandent la création d'un ministère de l'intégration

Onze militants socialistes d'origine maghrébine ont signé ensemble une contribution « thématique » en vue du congrès du PS. Partisans, en majorité, de M. Lionel Jospin — comme M. Joël Carreiras, membre du comité directeur, qui, en cette qualité, présente leur contribution, — les signataires sont, pour d'autres, partisans de M. Louis Mermaz. Certains sont des élus, comme M. Georges Sali, adjoint au maire de Saint-Denis ; d'autres ont des responsabilités associatives, comme M. Faouzi Kardous, directeur du centre social de Marseille, ou politiques, comme M. Abdelkader Kettou, délégué national du PS aux Français musulmans rapatriés.

Les auteurs demandent que le PS se prononce « clairement pour le

droit de vote » des étrangers aux élections locales, afin que « la citoyenneté devienne l'apprentissage de la nationalité ». Regrettant qu'« on laisse trop souvent, en France, apparaître l'image de l'islam fondamentaliste et de la réaction », alors que « en religion comme en politique, il y a le camp des progressistes et des laïcs, et celui des conservateurs et du sectarisme », ils estiment que « la République doit respecter la séparation des pouvoirs entre la religion et l'Etat » et qu'elle ne doit « ni s'opposer à la construction de lieux de culte, ni la favoriser ».

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

Pauvres enfants gâtés

handicap : une sous-qualification de ce fait et la charge domestique (les hommes n'en prennent pas plus d'un tiers et, en moyenne, la femme travaille 20 % de plus qu'eux).

Il convient de distinguer avec l'auteur les couples mono-actifs, où un seul partenaire a un emploi, et les couples bi-actifs (les couples et les couples). Bernard Prél pose : « On divorce quatre fois plus chez les couples que chez les couples. Les scènes de ménage y sont d'ailleurs aussi plus fréquentes. Sans doute pas seulement parce que l'organisation de la vie quotidienne y est plus tendue et plus compliquée, mais aussi — et peut-être surtout — parce que la femme a moins de raison de « s'écarter ». Le travail féminin ne semble pas pénaliser, bien qu'il réduise la disponibilité des mères envers leurs enfants — en termes de temps et pas d'affection bien sûr — le cursus scolaire des enfants.

Le mouvement d'égalisation entre la condition féminine et la condition masculine est l'une des conséquences de la crise du mariage avec « la prédominance d'une esthétique du plaisir et de l'instant et la souppon à l'égard de la société ». L'auteur s'interroge sur les conséquences qu'il convient d'en tirer : une évolution du marché du travail (temps partiel, temps à rythme scolaire), une surqualification du travail féminin. Bref, une plus grande prise de pouvoir par les femmes : « Un tel changement conduirait-il vraiment à restaurer le mariage ? », demande-t-il.

Bernard Prél pose, sur d'autres sujets et de la même façon, des questions dérangeantes. Le temps du travail et le temps des loisirs, par exem-

ple. « Comment se fait-il que les sociétés aussi productives dans lesquelles la durée de travail diminue, génèrent chez leurs membres le sentiment croissant d'être dépossédés de leur temps ? » L'auteur pense qu'avec la flexibilité des horaires on réduit la grande coupure entre temps de travail et vacances : ces dernières s'émiettent, elles aussi, et, tout compte fait, on s'aperçoit que l'essentiel du temps libre est consacré à la relation (en famille, ou avec d'autres, même s'il faut aller loin pour se rapprocher d'eux).

Il observe encore que « la crise d'autorité et le repli sur la vie privée ordonnée par les enfants gâtés » a ébranlé l'institution chrétienne. Aussi bien, souhaite-t-il que l'Eglise, sans renoncer à l'exigence du partage, propose « une éthique de la richesse » aux enfants gâtés qui vivent dans l'abondance et ne disposent pas d'un bon mode d'emploi. Au passage, il ajoute : « Et le parole universelle du christianisme, pourquoi la porter au monde dans le discours ambigu d'un pape jouant du menton pour lancer les transformations du monde moderne ? Familier contre les préjugés au nom de la morale « naturelle », c'est placer bien bas le message évangélique et probablement cultiver l'esprit de chapelette. »

L'auteur ne prétend pas apporter de conclusions à ce qui est un mouvement de curiosité. La prospective n'est pas si facile en face d'un monde qui se défait à coup de désintégration, déconcentration, décentralisation, éclatement. Au mieux, elle permet de dégager des repères sociaux, mais point de modèle. Les individus doivent se débrouiller et forger leurs propres règles de conduite en s'aidant, précisément, des repères que le travail de Bernard Prél leur signale.

La Société des enfants gâtés, par Bernard Prél, La Découverte, 319 p., 130 F.

COMMUNICATION

Renforcement dans le câble et réorganisation de son secteur communication

La Caisse des dépôts en quête de nouvelles alliances

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

Le réseau câblé de Clermont-Ferrand, avec 7 200 prises installées et un objectif de 65 000 prises en 1992, représente un investissement de 150 millions de francs pour Communication Développement (COMDEV), filiale de la Caisse des dépôts, qui est associé à la société d'exploitation Clermont-Citévision. Il offrira, pour moins de cent francs par mois, dix-huit chaînes aux Clermontois. Profitant de l'inauguration du réseau le 10 novembre, le directeur général de la Caisse des dépôts, M. Robert Lion, a réaffirmé la confiance de son groupe dans l'avenir du câble. Il a aussi annoncé la réorganisation des intérêts de la Caisse dans le secteur communication.

M. Lion puise sa confiance dans la progression actuelle des abonnements et de l'offre de programmes du câble, et dans le « dégel » des relations entre opérateurs et France-Telecom. COMDEV devrait enregistrer une perte comptable de 150 millions de francs en 1989, soit le double de ses investissements. Mais, avec cent trente mille contrats signés, elle a doublé ses abonnés au câble cette année. Et, grâce à un effort intensif en direction de l'habitat collectif, les perspectives s'améliorent, notamment dans les réseaux de « nouvelle donne » c'est-à-dire construits et gérés par la Caisse. Huit réseaux se sont ouverts en quelques mois (à Orléans, Hérouville-Saint-Clair, Le Mans, Annecy, Clermont-Ferrand, Liévin, Strasbourg et Besançon). Dans les réseaux du plan câble, construits par France-Telecom, la situation s'améliore aussi. Ainsi, COMDEV vient-elle de signer à Rennes un accord « d'autant plus apprécié qu'il aura été longtemps désiré », selon les termes de M. Robert Lion, et qui devrait être étendu à d'autres réseaux.

Cet accord permet de modulariser les tarifs d'abonnement — 69 francs pour douze semaines à 148 francs pour vingt-deux semaines — et de collaborer, avec France-Telecom au plan de la

commercialisation. Cette sous-pense nouvelle incite M. Lion à dire que « la voie du câble pour tous est ouverte ». D'autant que l'offre de programmes augmente (Cana J, Canal Infos, TV Club), la filiale COMDEV-Sinéd compte ajouter, en 1990, cinq programmes thématiques consacrés au cinéma, à la formation, à la vie pratique. Des programmes qu'elle espère bien échanger avec ceux des autres opérateurs, sans pour autant « former un cartel ».

Regroupement

Alors qu'elle confirme son engagement dans le câble, la Caisse des dépôts va regrouper toutes ses activités du secteur communication au sein d'une structure dirigée par M. François Jouven, un ancien de la direction des relations économiques (DREE) et du cabinet de l'ancien ministre des finances, M. Jacques Delors, entré dans le groupe il y a un an.

Cette nouvelle société holding coiffera les sociétés opérationnelles COMDEV ou Eurobroadcast (le Monde du 11 novembre). Elle portera aussi les parts de la caisse dans Canal Plus et Havas, la société de droits audiovisuels IDA, celle de capital-risque INCOM, et deux Soficas. Elle devrait aussi investir dans Toms, le groupe électronique repris récemment par Canal Plus et la Générale des eaux. Ce nouveau pôle communication a vocation à « ouvrir à d'autres partenaires, industriels et financiers, français et étrangers ».

Après les partenariats locaux (dans les sociétés d'exploitation de réseaux télévisés) ou nationaux (Philips est actionnaire de COMDEV), la Caisse cherche donc de nouvelles alliances dans un secteur où son intervention est récente. Car si elle « a voulu accompagner les collectivités locales dans leurs problèmes de communication, la Caisse des dépôts n'a pas vocation à devenir un grand de la communication », affirme M. Lion. Avis aux amateurs.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le troisième Mondial francophone

Publicité : l'Afrique aussi

La francophonie, serait-on tenté de dire, reste avant tout l'affaire de la France, en publicité comme ailleurs. Ce sont les agences françaises de publicité qui ont été les grandes bénéficiaires du troisième Mondial de la publicité francophone qui a eu lieu à Paris du 6 au 8 novembre : elles ont remporté six des huit Mondial d'or.

Aux trois, les pays pionniers de cette manifestation francophone, la France, le Québec et la Belgique, ont rallié la totalité des trophées, or, argent et bronze confondus. Toutefois, la présence de nombreux autres pays francophones (Bénin, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Maroc, Ile Maurice, Réunion, Sénégal et Suisse, sans oublier le Liban) au Mondial prouve que la francophonie publicitaire a le vent en poupe.

Symbolique économique supplémentaire : c'est un publicitaire ivro-

rien, Sy Savane, qui a présidé le jury de sélection des mille huit cents campagnes (presse, radio, télévision, cinéma, marketing direct, promotion), mises en compétition.

Cet afflux a valeur de reconnaissance, même si de nouveaux problèmes (réglementation, composition du jury, etc.) se sont posés à l'Association des agences conseils en communication (AACC), le syndicat qui regroupe les agences françaises et qui a été cette année chargé de mettre au point ce troisième Mondial, avec la collaboration de TF1 Publicité.

En 1990, à Montréal cette fois, le quatrième Mondial devra encore voir gonfler ses rangs, avec l'arrivée de la Tunisie et le renforcement de la présence publicitaire libanaise qui témoigne, selon le mot d'un professionnel beyrothin, « que le pays n'est pas un ciné-tiers ».

Les deux cents publicitaires francophones ont pu échanger et dialoguer à loisir. Et évaluer les différences de formulation et de conception des campagnes publicitaires selon les pays, qui pourraient masquer une langue commune. « La confrontation est riche, souligne Patrick Barthélemy, directeur général de l'AACC. On ne fait pas une campagne sur le sida de la même manière au Québec, en France, au Maroc ou au Congo. Il en va de la journée de l'environnement et de débats du 7 novembre s'y prêtait. Elle avait préféré évoquer « la publicité et les grands problèmes du monde moderne », comme la lutte contre la drogue, la prévention du sida ou la défense de l'environnement et la « réponse francophone » qui pouvait leur être fournie, plutôt que de se perdre dans des digressions classiques sur la créativité publicitaire.

La concurrence entre les agences françaises, rompues à la compétition internationale, et celles des pays africains a joué au détriment de ces derniers. Mais leur première entrée en lice au sein de la communauté publicitaire francophone devrait donner un autre ton aux Mondials à venir.

Y.-M. L.

Le palmarès

● Journaux : campagne Oceanic (agence DDB Needham France), qui remporte aussi le Grand Mondial ; BNP (Ecom-France).

● Presse magazine : campagne Piper Heidsieck (agence DDB Needham France).

● Presse spécialisée : campagne Wolber (agence Rytima-Alpha France).

● Radio : campagne Prismaic (RSCG France).

● Affichage-télévision : campagne Foire du ventailleur (Young and Rubicam Québec), qui remporte aussi le prix spécial du jury.

● Marketing direct : campagne Francine (BDP France).

● Promotion : campagne Poulet frit Kentucky (Young and Rubicam Québec).

UNIFICATION
des dépôts en
elles alliances

SOCIÉTÉ

Le Monde • Dimanche 12-Lundi 13 novembre 1989 9

Une campagne nationale pour défendre les femmes battues

Un foyer sur dix serait concerné par la violence conjugale

M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, organise du 15 novembre au 5 décembre une campagne nationale de sensibilisation et de mobilisation sur les violences conjugales.

Un foyer sur dix serait concerné par la violence conjugale, ce qui ferait environ deux millions de femmes battues. C'est ce qu'il ne s'agit que d'estimations, mais celles-ci, obtenues à partir des appels d'intervention de la police et de l'expérience des pays voisins, permettent de penser que le phénomène est grave. Pour s'en convaincre, il suffit de visiter les foyers d'hébergement pour les femmes en détresse (voir « Le Monde Radio-Télévision » daté 22-23 octobre) ou de survoler le courrier arrivant sur le bureau de M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes.

M^{me} André estime impossible de rester muette et inactive face à ce fléau. « 1989, dit-elle, est l'année du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme. C'est l'occasion de rappeler que la dignité de la femme commence par le respect de sa personne physique. » Après des campagnes contre le viol, contre les mauvais traitements commis sur les enfants et contre l'inceste, les esprits lui semblent mûrs pour accueillir cette campagne contre les violences conjugales.

Ses promoteurs veulent faire comprendre qu'il ne s'agit pas uniquement d'une affaire de femmes. « Cela nous concerne tous », et bien sûr à faire en sorte que les femmes n'acceptent plus d'être des victimes.

Des victimes capabilisées

Comme le souligne M^{me} André, tout se joue au premier geste de violence. Accepter une gifle, c'est s'engager dans un engrenage infernal qui sera d'autant plus difficile à rompre que les années auront passé.

Les femmes victimes de violence ont entre vingt et quarante-trois ans et sont issues de tous les milieux. Lorsqu'elles appellent au secours, celles des milieux défavorisés s'adressent généralement à la police, les autres à un médecin ou à un avocat. Mais, dans leur grande majorité, elles n'ont pas de travail, aussi hésitent-elles à partir. Leurs hésitations et leurs craintes augmentent lorsqu'elles ont des enfants. Alors, bien souvent, elles gardent le silence. Elles veulent donner le change à l'extérieur et font semblant d'être heureuses. L'entourage connaît plus ou moins leur situation, mais finit par penser qu'elles sont consentantes.

La femme battue vit dans la terreur et perd progressivement son



identité. Elle se demande si ce qui lui arrive n'est pas de sa faute. « Elle cherche des excuses à son homme comme on cherche une excuse à un enfant qui a commis une bêtise. Il faut l'aider à ne pas entrer ou à sortir bien vite de ce cercle vicieux », de M^{me} André.

Bien qu'organisée par le secrétariat d'Etat aux droits des femmes, la campagne s'adresse aussi aux hommes violents : « Ce sont des êtres mal dans leur peau qui ne savent pas communiquer, mais il faut qu'ils sachent qu'il existe d'autres formes de communication dans un couple que les coups. Ce qui distingue l'homme de l'animal, c'est la parole. »

Un spot de quarante-cinq secondes sera diffusé pendant les trois semaines de la campagne sur toutes les chaînes de télévision. Il montre la tension et l'angoisse d'une femme battue lors du retour à la maison du mari : bruits de voiture, clefs dans la serrure, pas qui avancent... Une voix rappelle que, pour certaines femmes, aujourd'hui, il existe un endroit plus sûr qu'une rue mal éclairée ou un parking souterrain, c'est leur propre foyer.

Sept cent mille affichettes seront collées dans les lieux publics les plus fréquentés ainsi que dans les maternités, les commissariats, les hôpitaux, les pharmacies, etc. Les affiches, comme les spots, reprendront à un numéro de téléphone (le 16-11 45-84-51-51), où tous ceux qui le désirent pourront obtenir un conseil, une écoute ou une information.

Pour répondre au téléphone et tenir la permanence qui sera de

vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant toute la durée de la campagne, le secrétariat d'Etat s'est adressé à quatre associations qui ont l'habitude de ce genre d'appels : la Fédération nationale solidarité femmes, le Mouvement français pour le planning familial, le Collectif féministe contre le viol et l'Association SOS-Hommes et violence en prise. Chaque fois que cela sera nécessaire, les appels seront orientés vers les organismes susceptibles de résoudre le problème posé : hébergement, assistance juridique, information... Tous ces organismes font partie du réseau associatif national et local (CIMF, centre de planification, SOS ou Solidarité femmes, bureaux d'aide aux victimes, etc.). Il est possible de s'en procurer la liste auprès des délégués régionaux et des chargés de mission du secrétariat d'Etat aux droits des femmes.

Trop peu de plaintes

Parallèlement, M^{me} André entreprendra un tour de France pour dialoguer avec les victimes de violence et rencontrer les associations locales. Elle suggérera aux préfets de réactiver les conseils départementaux de prévention de la délinquance, de coordonner les interventions et de trouver des solutions concrètes pour l'emploi, le logement et l'aide psychologique à fournir aux victimes de violence.

M^{me} André a également travaillé avec M. Pierre Arpaillange, le garde des sceaux, à la réforme du code pénal (prévue pour le printemps prochain) pour que celui-ci

tienne compte les violences commises par le conjoint ou le concubin de la victime. Ce n'est pas le cas actuellement. Si la femme mariée peut se prévaloir de quelques droits et demander l'expulsion du mari violent (ce qu'elle ne fait pratiquement jamais), la concubine, elle, n'a aucun recours lorsqu'elle n'est pas signataire du bail ou propriétaire du logement.

M^{me} André souhaite que les femmes victimes de violence puissent poursuivre en justice leur conjoint ou concubin, même lorsque les coups n'ont pas provoqué une maladie ou une incapacité totale de travail (ITT) supérieure à huit jours. Actuellement, seuls des coups entraînant une ITT supérieure à huit jours peuvent donner lieu à des poursuites pénales (ou s'ils ont été commis avec une arme, et, dans ce cas, l'auteur peut être immédiatement mis en garde à vue). Dans les autres cas, le procureur ne peut qu'être civil, et concerne principalement les femmes mariées.

M^{me} Michèle Bernard-Requin, substitut au tribunal de Nanterre, regrette que trop peu de femmes portent plainte ou retirent rapidement leur plainte après l'avoir déposée. Elle regrette également que le ministère public, de son côté, ne donne pas suite. « Le mari peut convaincre de son impunité. Pour que les coups ne se renouvellent pas, il faut qu'on lui rappelle la loi. »

M. Daniel Duglery, sous-directeur de l'action préventive et de la protection sociale à la direction des polices urbaines, s'étonne du très faible nombre de plaintes déposées. En 1988, il y a eu 133 376 demandes d'intervention pour violence dans les foyers : 8 000 plaintes ont été déposées. Partie prenante dans la lutte contre les violences, la police a commencé à « humaniser » ses locaux. Elle met en place dans chaque commissariat un module d'accueil permettant aux victimes de venir déposer dans la confidentialité, et non dans un grand bureau au vu et au su de tout le monde. Un fichier sur les interventions et les plaintes sera rempli pour pouvoir mieux étudier le phénomène des violences conjugales. De même, une campagne d'information devrait être menée prochainement pour une meilleure utilisation, en cas d'urgence, du numéro d'appel 17. Et des sessions de formation vont être intensifiées pour mieux préparer les policiers à ce rôle.

« La famille ne doit plus être le seul lieu qui échappe à la loi », affirme M^{me} André. Celui qui frappe comme un légitime défenseur, le droit doit être appliqué partout, y compris derrière la porte close du foyer. »

CHRISTIANE CHOMBEAU

JUSTICE

En grève de la faim depuis plus de deux mois

Anis Naccache pourrait être prochainement placé sous perfusion

Selon le ministère de la justice, l'état de santé d'Anis Naccache, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour ses activités terroristes et actuellement détenu à l'hôpital central de la prison de Fresnes, se serait détérioré après soixante-trois jours de grève de la faim. Anis Naccache, inculpé-on vendredi 10 novembre, qui « commence à présenter quelques troubles de métabolisme et pourrait être prochainement placé sous perfusion », reste « sous surveillance médicale constante ».

Selon l'un de ses avocats, M^{me} Jacques Vergès, Anis Naccache, depuis qu'il a engagé son mouvement de protestation le 8 septembre, alors qu'il était incarcéré à la prison de Clairvaux (Aube), aurait perdu une vingtaine de kilos, souffrirait d'une baisse inquiétante de tension artérielle et ne pourrait se déplacer qu'en chaise roulante.

Condamné pour avoir dirigé un commando lors d'une tentative d'assassinat, en 1980 à Paris, contre l'ancien premier ministre du chah d'Iran, Chapour Bakhtiar —

tentative qui avait provoqué la mort de deux personnes. — Anis Naccache s'était mis en grève de la faim pour obtenir son déplacement dans le même établissement pénitentiaire que ses cinq compagnons. Au-delà, un autre de ses avocats, M^{me} Antoine Comte, avait souligné « la volonté [de son client] d'en finir avec plusieurs années d'atrocités et de promesses non tenues », faisant ainsi référence à une promesse de libération que le gouvernement de Jacques Chirac avait, selon lui, faite en 1988, en échange de celle des otages français au Liban négociée et obtenue à la veille de l'élection présidentielle française.

M^{me} Vergès a par ailleurs indiqué qu'il avait adressé trois lettres, la dernière en date du 10 octobre, au ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, avec copie au ministre des affaires étrangères, lettres dans lesquelles il faisait remarquer aux autorités françaises qu'elles porteraient « la responsabilité de la mort de [son] client ».

Après un article du « Canard enchaîné » où il n'était pas cité nommément

Les amis de M. Jacques Médéric volent à son secours

NICE

de notre correspondant régional

Les amis de M. Jacques Médéric n'auront eu aucune peine à reconnaître le maire (RPR) de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes dans l'article du « Canard enchaîné » où il a consacré, sans le nommer, dans son dernier numéro, selon l'hebdomadaire satirique, quatre inspecteurs parisiens de la PJ « ont récemment passé quelques jours en province » avec pour mission de « vérifier si les accusations portées par un rival local contre une vedette de la politique étaient fondées ou non ». « Cette célébrité, ajoutait-il, est soupçonnée d'avoir favorisé l'implantation d'une société qui lui appartient grâce aux subventions accordées par lui à une association culturelle qu'il préside en tant qu'élu. »

Toujours selon le « Canard enchaîné », les policiers auraient trouvé dans le coffre de l'homme politique en question « des cessions de parts en blanc de la société vendue quelques mois plus tôt, ainsi qu'un nombre impressionnant de statuts de sociétés immatriculées au Brésil, aux Etats-Unis, au Panama et en Suisse » dans lesquelles il « est actionnaire et souvent majoritaire ». Autres découvertes, selon le « Canard enchaîné », celles de « titres de propriété de deux villas, l'une située à Los Angeles, l'autre à Phoenix », aux Etats-Unis, et « un relevé de compte bancaire ouvert dans un grand établissement de la ville de cet honorable élu, avec au crédit 5 millions de francs (selon l'insinuation d'une somme représentant des déduits sur des promesses de vente de sa villa) ».

L'hebdomadaire rapportait enfin que « ce politicien (...) qui ne vit officiellement que de ses indemnités de fonction non imposées (...) a fait aménager, dans l'une de ses villas, une salle de télévision avec un écran de 2 mètres » d'un coût de 1,2 million de francs. Le « Canard enchaîné » faisait clairement allusion aux perquisitions effectuées au domicile de M. Médéric dans le cadre d'une plainte pour ingérence déposée le 28 février par M. Jean-Hugues Colonna, ancien député (PS) des Alpes-Maritimes, actuellement chargé de mission auprès du ministre de l'Intérieur, et trois conseillers municipaux de Nice, MM. François Binoche (Gaullistes de progrès), Max Cavaglione (MRG) et Pierre-Joseph (div. g.).

Deux députés « médéricistes » des Alpes-Maritimes, M^{me} Martine Daugreilh, également adjoint (RPR) au maire de Nice, et M. Christian Estrosi, par ailleurs conseiller général (RPR) et conseiller municipal de Nice, ne s'y sont pas trompés en prenant aussitôt la défense de M. Médéric, actuellement en voyage au Brésil. Interrogé par le « Quotidien de Paris » du jeudi 9 novembre, M^{me} Daugreilh a estimé que l'« on ressort sur M. Médéric toutes les vieilles et fausses accusations qui alimentent la désinformation nicoise depuis des années ». « Il

s'agit, poursuit-elle, d'une tentative de déstabilisation politique menée par une gauche impuissante à s'implanter autrement dans notre région contre un homme de droite notoire. Le papier est largement inexact et nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire. D'ailleurs, le groupe RPR à l'Assemblée nationale est unanime derrière Jacques Médéric. Et Bernard Pons va s'expliquer sur cette question ».

Un « coup bas politique »

De son côté, M. Estrosi a accordé, le vendredi 10 novembre, un entretien à FR3-Côte d'Azur dans lequel il juge l'article publié par le « Canard enchaîné » comme « un article de science-fiction ». « Je suis convaincu, affirme-t-il, que le maire de Nice ne peut être inquisiteur. C'est un coup bas politique. Nous voyons bien la légation qui est celle des socialistes, au plan local, aujourd'hui, les moyens qu'ils se donnent par prétexte interposé, en infiltrant l'ensemble des services d'Etat (...). Nous savons bien que M. Colonna, qui n'a d'ailleurs même pas eu le courage de rester au conseil municipal de Nice en donnant sa démission moins d'un mois après son élection (...), essaie d'agir sournoisement, de façon masquée par les moyens dont il dispose au service du ministre de l'Intérieur. »

M. Jacques Médéric, qui reprend ses fonctions à la mairie de Nice lundi 13 novembre, devrait certainement réagir à son tour des son arrivée. Dans un communiqué publié le 3 novembre, après les perquisitions effectuées à son domicile, le maire de Nice avait qualifié de « calcul fait par [ses] adversaires politiques, démocratiquement battus à chaque élection, l'exploitation faite » de la plainte déposée par M. Colonna.

GUY PORTE

SPORTS

FOOTBALL : sanctions de l'UEFA. — La commission de contrôle et de discipline de l'UEFA a décidé, vendredi 10 novembre, de suspendre l'A.E.K. Athènes pour un an des coupes européennes en raison des « débordements graves » à l'occasion du match retour de la Coupe d'Europe des clubs champions contre Marseille. Le Paris-SG a été condamné à 400 000 francs d'amende pour lancement de projectiles par ses supporters en direction des buts de la Juventus de Turin. Le par-brise et une vitre du car des joueurs italiens avaient été brisés lors de l'arrivée au Parc des Princes.

TENNIS : Tournoi de Wimbley. — Le Français Guy Forget s'est qualifié pour les demi-finales du Tournoi de Wimbley, à Londres, doté de 500 000 dollars, en battant l'Américain Robert Seguso (7-5, 6-3). Il devait rencontrer, samedi 11 novembre, en demi-finale, John McEnroe, qui a éliminé le Tchèque Miloslav Mecir (2-6, 6-4, 6-3).

MÉDECINE

N'ayant pas été distingué pour ses travaux

Le professeur Stehelin demande réparation au comité Nobel

Fait exceptionnel, sinon unique, dans les annales de la recherche médicale et scientifique : le professeur Dominique Stehelin, directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut Pasteur de Lille, a adressé, le 8 novembre, une lettre ouverte à M. Folke Sjöqvist, président de l'Assemblée Nobel, et au professeur Bengt Samuelsson, président du Comité Nobel. Dans cette lettre, le professeur Stehelin affirme que, en décembre 1987, le 9 octobre dernier le prix Nobel de médecine à J. Michael Bishop et Harold E. Varmus, deux Américains, le comité suédois a commis « une injustice ». Et il demande réparation.

En préambule de sa lettre, le chercheur lillois rappelle que le prix Nobel a été décerné cette année pour la découverte de « l'origine cellulaire des oncogènes rétroviraux », une découverte, rappelle-t-il, faite « pendant la période où [il travaillait] sur ce sujet avec M. Bishop à San Francisco ».

Après avoir indiqué que « le testament de M. Nobel recommande que soit récompensé si possible une découverte bien définie, et que

trois noms au plus soient associés à la reconnaissance de celle-ci », le professeur Stehelin écrit : « Le comité Nobel est souverain dans son choix de la découverte qu'il distingue et dans la désignation des lauréats. Une fois la découverte choisie, il lui appartient de rechercher la vérité, d'être parfaitement éclairé sur la participation et les mérites de chaque personne impliquée et d'arriver à des conclusions justes et équitables. »

Cette lettre, poursuit le professeur Stehelin, se propose et conclut : « de déclarer que les membres du comité Nobel, en excluant du trio original celui-là même qui a su résumer les expériences cruciales, commet une injustice, dont l'importance n'aurait pas pu leur échapper s'ils avaient été en possession de toutes les informations requises ; de faire connaître quelques omissions et commentaires qui ne respectent pas la vérité des faits » ; d'affirmer, dit-il, « que mon exclusion me porte un préjudice d'autant plus sévère que ce prix possède une aura et un prestige sans égal qui lui confèrent une autorité absolue et incontestée dans les milieux scientifiques et parmi le public ».

Suivent de longs développements portant sur le statut du professeur Stehelin au moment de la découverte — c'était, précise-t-il, le CNRS qui payait son traitement

pendant son séjour à San Francisco — et le communiqué de presse du 9 octobre annonçant le prix Nobel sans mentionner, ne serait-ce qu'une seule fois, sa contribution à la découverte des oncogènes.

Le professeur Stehelin relate ensuite les conditions mêmes de cette découverte et met en cause à plusieurs reprises le vice-président du comité Nobel, M. Norrby, qui, dans une interview à l'agence Reuters, n'avait pas hésité à traiter le chercheur français de « imposteur ».

« Je ne me résigne pas »

« Me voyez donc, sans comprendre pourquoi, conclut le professeur Stehelin, soudainement mis dans une position où l'on me retire le crédit de cette découverte, après plus de treize années sans contestation à ma connaissance. Cette sanction me met dans la position étrange et inconfortable d'avoir à me justifier au sujet d'une découverte que l'on me reconnaît et de défendre un acquis dont j'étais fier et heureux jusqu'ici. Comme je le prévoyais d'ailleurs, la littérature a déjà adopté la nouvelle situation. On parlait avant des oncogènes cellulaires en citant : « Stehelin et collègues » ou « Bishop et collègues ». On lit maintenant dans le New Scientist : « Le travail de Bishop et Varmus a été une découverte majeure dans

le domaine du cancer. (...) Cruel destin, et perversion de la vérité, devant lequel je ne me résigne pas. »

« Je demande que le comité Nobel trouve un moyen de respecter l'histoire de cette découverte qui est en train d'être réécrite par conséquence directe de son intervention. Je demande qu'il répare un préjudice qu'il me porte personnellement et se porte à lui-même en déformant une réalité objective en une autre qui ne le sera plus. »

« La non-attribution du prix Nobel à un chercheur qui, de toute évidence, méritait cette prestigieuse distinction est-elle susceptible de lui causer un grave préjudice ? L'histoire des sciences et de la médecine s'écrit-elle à la lumière des choix du comité Nobel ? Peut-on parler d'imposteur ou d'« imposteur » si l'on ne retire le crédit de cette découverte, après plus de treize années sans contestation à ma connaissance. Cette sanction me met dans la position étrange et inconfortable d'avoir à me justifier au sujet d'une découverte que l'on me reconnaît et de défendre un acquis dont j'étais fier et heureux jusqu'ici. Comme je le prévoyais d'ailleurs, la littérature a déjà adopté la nouvelle situation. On parlait avant des oncogènes cellulaires en citant : « Stehelin et collègues » ou « Bishop et collègues ». On lit maintenant dans le New Scientist : « Le travail de Bishop et Varmus a été une découverte majeure dans

حكاية الأهل

CULTURE

THÉÂTRE

La sœur de l'Incorruptible

Charlotte Robespierre écrit ses « Mémoires » pour rendre justice à son frère, Maximilien. Ils sont aujourd'hui portés à la scène par Reine Bartève et Jean-Marie Lehec

Ils étaient trois orphelins — deux frères et une sœur. L'aîné, Maximilien, fut tué à trente-six ans, le 28 juillet 1794, appelé aussi le 10 thermidor. Son frère Augustin, que personne n'inquiétait, demanda à être tué de concert. Ce qui fut refusé. Il courut aux derniers étages de l'Hôtel de Ville, se jeta sur les pavés. C'est un mourant qui fut emporté sur la guillotine. Rensait la sœur, Charlotte : « Le 10 thermidor, j'appelle, je cherche mes frères. J'apprends qu'ils ont été conduits à la Conciergerie. J'y cours, je demande à les voir, je me traîne à genoux devant les soldats. Ma raison était égarée. Je ne sais ce qui se passa. Quand je revins à moi, j'étais dans une prison. » Ce sont les derniers mots d'un manuscrit que Charlotte laissa, avant de mourir, bien plus tard, en 1834.

Elle avait survécu, seule dans une chambre près du Jardin des Plantes, grâce à une pension que lui avait fait attribuer le premier consul. Bonaparte avait connu personnellement Augustin Robespierre à Toulon, et il avait de l'estime pour Maximilien. « Robespierre ne sera jamais bien connu par l'Histoire », dit Napoléon à Sainte-Hélène. C'était un vrai chef de parti qui se faisait aimer de ses sectateurs. Robespierre aurait dû se faire nommer dictateur, mais cela ne lui était pas aussi facile qu'à un général.

Aujourd'hui deux acteurs, Reine Bartève et Jean-Marie Lehec, ont

eu l'idée excellente de porter à la scène les Mémoires de Charlotte Robespierre. Reine Bartève interprète Charlotte et Jean-Marie Lehec joue Albert Lapointe, un écrivain né à Tours qui, vers 1828, lorsqu'il eut vingt ans, se sentit une âme de révolutionnaire de 1793. Il adorait Robespierre. Ses pamphlets lui valurent très souvent la prison. C'est lui qui incita Charlotte à rendre justice à son frère, en racontant ses souvenirs.

Maximilien et les femmes

Et ces Mémoires sont on ne peut plus attachants, en effet. Parce que Charlotte n'écrit pas du tout comme une sœur qui emploierait sa situation de sœur, sa présence-sur-le-terrain de sœur, pour témoigner de tel ou tel fait, de telle ou telle parole. Ce qui d'ailleurs serait précieux, mais quelconque, attendu. Non, Charlotte Robespierre, c'est l'âme-conscience-cœur de la sœur, ce proche féminin si singulier, qui se laisse aller à avouer sa passion pour ses deux frères. Il ne pourrait pas y avoir un être plus intime, ou d'une intimité à la fois plus forte et plus libre. C'est le même sang, la même enfance, la même vie, c'est presque la même voix que ceux de Maximilien Robespierre, qui doucement, innocemment, fait apparaître cette figure immense, restée mystérieuse, contradictoire, dont

Napoléon avait en effet bien raison de dire qu'il n'y avait « jamais bien connu par l'Histoire ».

Reste un point, un seul, certes beaucoup moins essentiel que l'Histoire, mais intéressant tout de même, sur quoi Charlotte perd son calme, sa présence d'esprit : les femmes. Car Charlotte est incroyablement possessive, et jalouse comme une bête. En 1790, lorsque Charlotte, restée à Arras, reçoit régulièrement de l'argent de Maximilien, pour vivre, elle ne sait pas que son frère partage son indomptable parlementaire entre elle et une inconnue qui venait le rejoindre souvent dans sa chambre, rue de Saintonge. Mais lorsque en 1792 Charlotte vient retrouver son frère à Paris, rue Saint-Honoré, et qu'elle le trouve installé, comme un coq en pâte, entre deux femmes, la mère, Elisabeth Duplay, et la fille, Eléonore, c'est le drame.

Charlotte « résout de tirer son frère de leurs mains », comme elle dit. « Il y a à l'égard d'Eléonore Duplay deux opinions », poursuit Charlotte. L'une, c'est qu'elle était maîtresse de Maximilien, l'autre, c'est qu'elle était sa fiancée. Je puis l'attester, il me l'a dit vingt fois, il ne ressentait rien pour Eléonore. »

La jalousie de Charlotte détermine une brèche entre la sœur et les frères. Charlotte écrit à Augustin une lettre déchirante qui commençait par : « Votre aversion pour moi, mon frère, est devenue

la haine la plus implacable, au point que ma vie seule vous inspire de l'horreur. » Et elle lui souhaite, « dans le désordre de ses passions », de « distinguer la voix du remords ». Augustin écrit à Maximilien : « Ma sœur n'a pas une goutte de sang qui ressemble au nôtre. J'ai appris et j'ai vu tant de choses d'elle que je la regarde comme notre plus grande ennemie. »

Le calme revient, Maximilien s'y emploie, sans pour autant quitter le foyer d'Eléonore et de sa mère.

Le spectacle, *Charlotte de Robespierre*, mis en scène par Jean-Marie Lehec, est très beau. Les décors et costumes de Fleur-Marie Fuentes sont assez proches du climat et des nuances des portraits peints par David du temps des Robespierre. C'est un peu comme si du rouge sang et de l'or soleil donnaient une lumière mi-aurore mi-soir, une lumière tremblée, alliance d'espoir et d'hostilité. Reine Bartève est étonnante en Charlotte : elle s'efface absolument devant le souvenir de cette femme, de ses frères, comme si la présence réelle du passé était là, ici, maintenant — tout élément étranger étant supprimé par enlacement. Une soirée inattendue. Une émotion pas comme une autre.

MICHEL COURNOT

► La Vieille Grille, 20 h 30. Tél. : 47-07-22-11.

ARCHITECTURE

Les clés retrouvées de la Bastille

L'histoire de la forteresse racontée à l'hôtel de Sully par la Caisse des monuments historiques

« Sous les pavés, la Bastille. » Avec un titre pareil, difficile de ne pas raconter tout ce que le faubourg, entre les forts, les galeries et les marchands de meubles pour émir, peut compter encore de braves et humbles gens du peuple. Le sous-titre, « Archéologie d'un mythe révolutionnaire », nous renvoie en revanche, sur l'autre versant de la ville, vers un univers sorbonnard qui, depuis Michel Foucault, ne peut plus soulever un pavé sans y trouver de l'archéologie et du mythe en grappes. Mais c'est à une bonne vieille histoire de la Bastille et de son quartier que nous invite en fait la dernière exposition de la Caisse des monuments historiques.

La Bastille, avec et sans la Bastille, place forte et place publique, réelle ou imaginaire, construite et disparue... La Bastille sous toutes ses formes, des plus tragiques au plus festives, avec d'ailleurs une singulière alternance. Mais surtout une Bastille célébrant les joies de l'urbanisme et de l'architecture en même temps que le rituel navré du patri-moine. L'histoire des hommes a été justement et naturellement laissée aux multiples autres célébrations du Bicente-

naire, à l'exception de quelques personnages bésésés (Charles V, Henri II) ou destructeurs, comme le citoyen Palloy, commerçant-habile qui, des années durant, vendra les restes de la vieille prison sous forme de candorières, de médailles, de bijoux.

Après la grande exposition sur le Panthéon qu'elle a préparée avec le Centre canadien d'architecture de Montréal (voir ci-dessous), la Caisse montre, là encore, le parti étonnamment riche qu'on peut tirer de l'étude d'un édifice et des documents qui l'entourent. Le catalogue de la Bastille, auquel ont collaboré une bonne dizaine de meilleurs spécialistes de l'histoire architecturale parisienne, s'avère comme un roman à la fois rigoureux, pittoresque et animé. Avec cette touche de raffinement que chacun appréciera selon son cœur : l'histoire de la Bastille selon la Caisse s'arrête quelques décennies avant le fameux Opéra qui meuble désormais le carrefour à l'est.

FREDÉRIC EDELMAN

► Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris (jusqu'au 18 décembre).

MUSIQUES

Printemps au Festival d'automne

De Pierre Strauch à Franck Krawczyk les jeunes compositeurs ont du talent

Cinq des trente-trois créations (ou premières auditions en France) commandées par le Festival d'automne, en l'honneur de la Révolution française, étaient réunies le 7 novembre dans la vénérable salle du Conservatoire d'art dramatique, qui en a entendu bien d'autres depuis Berlioz... Les deux benjamins, Eric Tanguy et Franck Krawczyk, ayant à peine dépassé vingt ans, et les trois autres étant de la génération trentenaire, ce contact avec les compositeurs de la plus jeune génération suscitait une grande curiosité.

Inverdi, d'Eric Tanguy, un Caennais élève de Radulescu et de Malec, ne nous a pas beaucoup convaincus. Les cinq cuivres graves débitent une pâte assez lourde, allégée par de violents sforzandos et des détonations de percussions sèches ou de tam-tam. Mais les effets ne sont guère variés et la forme n'apparaît pas très nette.

Écrit pour flûte et clarinette d'un côté, violon, violoncelle, piano et percussion de l'autre, *Sombra* du pianiste et compositeur genevois Jacques Demierre (1954), présente deux faces complémentaires mais très différentes : la première sifflante, bousculée, acide, sur les galopades du piano dans le grave, sans goût ni grâce, et la seconde au contraire très détendue, folle, musquée, un peu « minimale », comme un jardin clapotant sous la pluie bienfaisante.

Francisco Guerrero (1951), compositeur espagnol, fait preuve d'une imagination formelle vigoureuse dans *Zeyin II*, curieuse partition où violon, alto et violoncelle enchaînent des séquences fréni-ques jouant toujours ensemble dans le même style (trémolos, rebondissements sur les cordes, longues tenues avec sforzando, etc.), mais soit parallèlement, soit en alter-

nance, voire en luttes rageuses les uns contre les autres, ce qui donne à l'œuvre une intensité presque paroxystique. Pourtant cette agitation forcée paraît un peu sèche.

Le plus beau moment de la soirée m'a semblé le *Prélude imaginaire pour « les Affinités électives »* (pour flûte, clarinette, violon, violoncelle, piano et percussions) de Pierre Strauch (1958), le superbe violoncelliste de l'Ensemble InterContemporain, bien qu'un retard de copie nous ait privé de la moitié de l'œuvre. N'importe. Ces pages enchantées par leur polyphonie acérée, la finesse de l'orchestration, la subtilité des jeux sonores, le scintillement étoilé des mélodies de timbres, la rigueur de la pensée qui ne perd pas « le plus petit des sons ».

Quant au *Kammerkonzert* pour piano et six instruments de Franck Krawczyk, il séduisait par des écritures touffues, étouffantes même, avec des déluges de notes pour le piano (dont se jouait magistralement Claude Helffer, qui semblait fort s'amuser), une « zone » apparemment indéfinie tant ses mouvements internes sont surchargés, mais à travers cela on sent bouillonner un tempérament généreux, un compositeur qui a une boulimie instrumentale, un sens encore brouillonné du temps et de l'espace, dont on espère qu'il saura laisser sa musique se décanter.

L'Ensemble Contrechamps de Genève, dirigé par Giorgio Bernasconi, et les cuivres et percussions de l'Ensemble InterContemporain (pour Tanguy), rendaient, semble-t-il, tout à fait justice à ces œuvres, données sous le patronage de la Caisse des dépôts et consignations.

JACQUES LONCHAMPT

Tete Espindola au New Morning

Le pontanal du Mato Grosso est la plus grande réserve écologique du sud du Brésil. Dans ces immenses marais, où Lévi-Strauss se fit dévorer par des moustiques, vivent flamants roses, piranhas, perroquets et crocodiles. Tete Espindola y est né il y a trente-trois ans. Paysanne, elle aurait pu rester. Mais, attirée à São Paulo la mégapole, avec ses huit frères et sœurs (elle enregistre son premier album, *Lirio Selvagem*, avec cinq d'entre eux), elle découvre Arigo Barnabé, chef de file de l'underground brésilien qui torture les gannes, chante des sambas en cassant les rythmes et les notes. Elle découvre également un drôle d'instrument inventé en 1968 par le musicien Paulinho Nogueira, *caviola*, une guitare à douze cordes (*viola*) qui produit un son de clavier (*cavo*). Le succès vient en 1985 avec la chanson *Escrito nas*

Estrelas, qui gagne le très populaire Festival de la chanson de la télévision Globo (1).

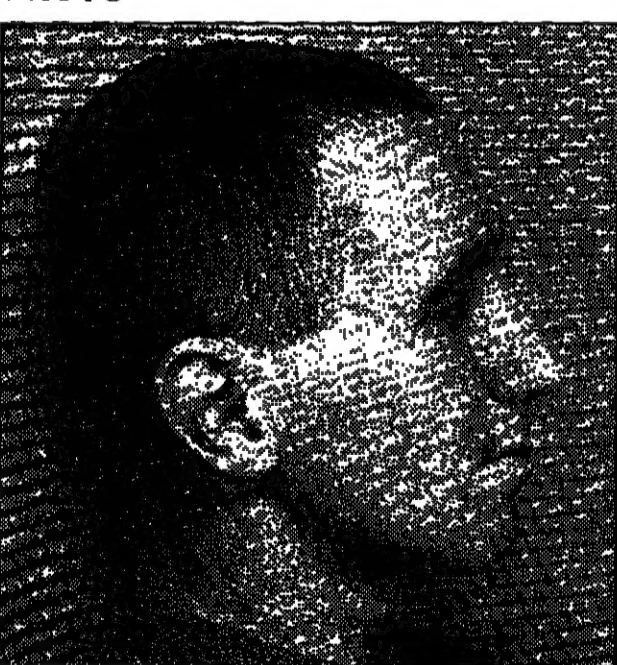
À Paris, où elle chante pour la première fois, ce samedi 11 novembre, Tete présente un spectacle sageusement baroque : des chansons de sa composition, d'Arigo Barnabé, et de vieux sambistas (Pixinguinha, Clementina de Jesus) et Bachianas-Brasileiras n° 5, de Villa Lobos, accompagnées par le Duo Fel (une guitare à six cordes, une autre à douze), sa caviola et son sens de l'insolite.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► New Morning, le 11 novembre, à 21 h 30.

(1) Albums : *Passaros na Garganta*, Som da Gente, Galoia, Polygram/DAM.

PHOTO



Bertolt Brecht, Londres, 1934

Dialogue d'exilés

En 1933, Bertolt Brecht a trente-cinq ans. Il a écrit déjà quelques-unes de ses pièces majeures, la *Nocce chez les petits-bourgeois*, *Dans le jargon des villes*, *Têtes rondes et têtes pointues*. Au lendemain de l'incendie du Reichstag, fuyant le nazisme, il part avec sa famille pour l'exil (Prague, Vienne, Zurich, Paris).

De son côté, Grete Stern nait à Wuppertal en 1904. Elle étudie à Berlin, subit l'influence de Walter Peterhans et du Bauhaus, et ouvre un studio de publicité. Le climat culturel en Allemagne à cette époque est un des plus créatifs en Europe. Appliquant les recherches de l'avant-garde, elle s'attache à modifier l'image et le statut de la femme.

Comme tant de ses compatriotes, Grete Stern fuit l'Europe en 1933. Elle se réfugie en Argentine et photographie en studio ou chez eux les acteurs de la vie culturelle (psychanalystes, musiciens, écrivains), tels Sabato, Borges, encore voyant en 1961, et Jimenez, prix Nobel de littérature en 1956. Ses sujets sont tendus, absorbés par un gravité et une concentration si fortes qu'ils sont presque absents d'eux-mêmes. L'opératrice excelle à les saisir de profil, à l'abandon, ce qui convient particulièrement aux femmes très typées de

Buenos-Aires, et à elle-même dans son propre portrait de bleus par Walter Peterhans en 1927.

Grete Stern a aujourd'hui quatre-vingt-cinq ans et son travail est totalement inconnu en France. Elle a pris cette image de Brecht lors de son séjour à Londres en 1934. Cheveux ras, comme un détenu, l'auteur de *Basal*, en posant de profil, provient tout d'identification. Ce portrait prend en compte à la fois l'exil et la distance. Il ne dépeint pas l'individu, mais traite le rapport du personnage à l'histoire, et épouse, par son refus de la psychologie, le style épique de son théâtre.

Cette photo critique, distanciée, éminemment réaliste, est parfaitement représentative du style expressif de Grete Stern. Elle figure parmi les trente épreuves de tous formats, aux tons cendrés, presque incandescents, réunies par Viviane Esders. Les photos sont si belles et si lumineuses que même les tirages modernes, développés par ses soins, paraissent anciens.

PATRICK ROEGERS

► Grete Stern, portraits 1930-1950, galerie Viviane Esders, 40, rue Pascal, Paris 8°. Jusqu'au 23 décembre.

Port-folio, « Ringl + Pit », 12 images, limitées à 35 exemplaires, 18 000 F.

Genèse du Panthéon

Au Centre canadien d'architecture, à Montréal une exposition sur l'histoire du temple des grands hommes

Le Centre canadien d'architecture, qui vient de s'installer à Montréal dans un spectaculaire bâtiment contemporain, inaugure une passionnante exposition sur le Panthéon. Voici quelques années, un ensemble de la même trempe nous avait fait découvrir Soufflot, mort deux siècles plus tôt, en 1780. Un architecte qui fit une notable partie de sa carrière à Lyon, y laissant notamment le splendide opéra, avant d'être conduit à Paris pour édifier un monument dont la gloire, la pompe et les occupants devaient occuper le concepteur.

C'est à cette œuvre majeure, le Panthéon, achevée en 1789 après la mort de Soufflot, que la Caisse nationale des monuments historiques a consacré ses efforts pour en faire la première grande manifestation historique du Centre canadien d'architecture. Après, il est vrai, l'avoir présentée à Paris, mais sans un catalogue qui se révèle essentiel. Les dates retenues pour cadrer le propos sentent, bien sûr, leur Bicentenaire, et l'on pouvait à peine encore redouter une trop grande pesanteur commémorative. Or il s'agit non seulement d'un ensemble stimulant pour le visiteur le moins férus de construction, mais d'un beau témoignage sur la vitalité de la recherche française en matière d'histoire de l'architecture.

L'idée forte simple, et qui n'avait jamais été si bien exploitée, est de retracer la genèse, la construction et la vie d'un édifice. En pratique, un tel propos devient très complexe dès lors qu'il interfère de purs problèmes de construction et des forts aspects symboliques. C'est donc une pléiade d'experts, venus de tous les horizons, qui se sont mis au chevet de l'édifice converti en temple républicain.

Une formidable entreprise

Le Panthéon, faut-il le rappeler, avait commencé sa carrière comme église. Pas n'importe laquelle : celle dédiée depuis le sixième siècle à sainte Geneviève, la patronne de Paris. En 1744, une méchante maladie avait menacé la vie de Louis XV. Le roi invoqua la sainte et promit aux chanoines de l'abbaye de faire reconstruire leur vieille église en cas de guérison. Le projet en sera confié, en 1753, à Soufflot, et la « première » pierre — ce fait la première des super-structures — posée en 1764.

La construction de la basilique n'est pas, à proprement parler, un hasard dans l'histoire du règne de Louis XV. La place qui devait porter le nom du roi — aujourd'hui la Concorde — a été mise en chantier en 1753, deux ans après l'École militaire, l'une et l'autre élaborées par Jacques-Ange Gabriel. La construction de la Madeleine par Contant d'Irry, le mal-aimé des grands travaux de Louis le Bien-Aimé — est enfin décidée en 1757. C'est donc une période ambitieuse et féconde pour la capitale, qui reçoit plusieurs de ses plus insignes monuments. Mais, à la différence de ce qu'on aura connu Paris dans la décennie 1980, leur commanditaire non seulement n'en aura pas vu l'achèvement, mais il s'en fera confisquer la gloire par la Révolution.

L'architecte, lui non plus, ne verra pas l'achèvement de son œuvre, formidable entreprise qui aura duré près d'un quart de siècle. En revanche, il aura connu tous les tracasseries. La principale critique mise en avant par Pierre Pâris, l'un de ses plus rudes adversaires, visait la conception andalouse de la coupole que Soufflot voulait poser sur des structures inhabitablement légères.

Mais aux mauvaises querelles théoriques et aux vraies difficultés techniques rencontrées par Soufflot s'ajoutèrent de naturels conflits d'intérêts, et de plus importants conflits stylistiques. Ceux-ci révélèrent en effet chez l'architecte, en amour, le « découvreur » français de Paestum, en aval, tout le courant néoclassique qui, après avoir exterminé les dernières défenses du baroque, devait faire la preuve de sa propre mesure. Dans les grandes orgues des colonnades rêvées par un Boullée, par exemple.

Le décret du 4 avril 1791, convertissant la toute nouvelle église en temple de la patrie et, bientôt, en panthéon de la Révolution et des grands hommes, allait perturber l'image originale de l'édifice. Par l'iconographie, les sculptures, les ornements qui allaient lui être ajoutés. Par l'abandon de toutes les fenêtres basses ou à long-temps crû, ainsi, que le remplissage des fenêtres, pour leur donner la stabilité du Panthéon tout entier : ainsi, selon Quatremère de Quincy, auquel avait été confiée la transformation de l'église en temple, « l'intérieur recevant moins de jour prendra un caractère plus sérieux, plus convenable au silence religieux du local ».

F. E.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, 75001 Paris, 43.36.57.53
Jeudi 16 novembre 20 h 30
POÉSIE AUSTRALIENNE
avec Marie-Hélène FERNANDES et Christine MICHEL
lectures de Laurence BOURDILLON, en présence du poète John MILEY

AGENDA

THÉÂTRE SAMEDI 11 - DIMANCHE 12 NOVEMBRE

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

TALABOT. Théâtre 71 (48-55-43-45) (dim. soir, lun. mar.) 20 h 30; dim. 18 h (8).

LE BOURGEOIS GENTILHOMME. Théâtre national de Châlons (47-27-81-15). Salle Jean-Vilar (dim., lun.) 20 h 30 (8).

LE CHIEN MORT. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 17 h (8).

LA COMÉDIE DE L'AMOUR. Comédie française (43-21-22-22) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 15 h 30 (8).

FATUTS PRÉSENTS FATUTS. Marie Stuart (48-08-17-80) (dim., lun.) 20 h 30 (8).

LE THÉÂTRE DU CAMPAGNOL. FETE MARIVAUX. Châteauneuf-Malabry. Théâtre de Campagnol (48-61-33-33) (jeudi 20 h et 21 h 30; ven., sam., dim.) 19 h, 20 h 30 et 22 h; dim. 15 h et 18 h 30 (8).

LA STATION DEBOUT. Cartoucherie. Théâtre de la Tempête (43-28-38-38) (jeu., ven., sam., lun.) 20 h 30; dim. 17 h (8).

PASTEUR. Saint-Maur. Salle d'Arsonval (42-83-47-22 ou 48-86-86-82) (jeu., ven., sam., lun.) 20 h 48; dim. 16 h (8).

HISTOIRE DU TIGRE. Bateau-théâtre Péniche Docteur Paradis (42-08-68-68) (jeu., ven., sam., mar.) 20 h 30 (8).

BEDOS AU ZENITH. Le Zénith (42-40-01-01) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 18 h (10).

LES PETITS AQUARIUMS. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). Petite salle (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 16 h (10).

LA PASSION DU JARDINIER. Cérès. Maison des Arts (49-80-18-88) (dim. soir, lun., jeu.) 20 h 30; dim. 15 h 30 (10).

SAISON DE NACRES. Arcane (43-38-19-70) (dim. soir, jeu.) 20 h 30; dim. 17 h (13).

PIEDRE. Cergy-Pontoise. Théâtre des Arts (30-30-33-33) 21 h (14).

FLUC. Théâtre Moderne (49-86-09-00) 21 h (17).

LA DÉCLARATION DE PETER LE ROUGE. Berry (43-70-37-02) 20 h 30 (14).

DIALOGUE DES CARMÉLITES. Versailles. Théâtre Montparnasse (39-50-71-18) 21 h (14).

TABARIN. Tac Studio (43-73-74-77) 21 h (14).

TABLEAU DE PAYS AVEC GUILLOTINE. Ganneville (47-93-26-20) 20 h 30 (14).

LE BORGNE EST ROL. Marie Stuart (48-08-17-80) 21 h 48 (14).

CHAGRIAN ZOOLOGIQUE. Châteauneuf. Théâtre (48-17-22-11). Grande salle 21 h (14).

ANTHONY - SIBONE-BERNAU (43-00-77-71). La Ritournelle : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARLEQUIN (43-89-43-22). Jeff : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-08-34-02). Répét. Duet de mensonge : 17 h et 18 h, dim. 17 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Chemin d'une âme : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-06-48-24). L'Avenir : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Gérard. Eberhard Isabelle : 20 h 30. Salle Lucie Jouve. Titus Andronicus : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE PÉNICHE DOCTEUR PARADIS (42-08-68-68). Histoire du tigre : 20 h 30.

BERRY (43-70-37-02). L'Ours, maître de la Méliès du tabac : 21 h, dim. (dernière) 15 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50). Sacréma Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. 15 h.

BOUFFES PARISIENS (42-86-00-24). Fusillé sous tous les régimes : 15 h 30 et 18 h 30. L'Illesionniste : 15 h et 20 h 45, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX (42-38-35-53). D. Dm. Mlle Semour : 18 h.

CAFÉ DE LA DANSE (43-67-05-35). Moby Dick : 20 h.

CAFÉ DE LA GARE (43-78-52-51). Profession intérieur... et en plus : 20 h. L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 21 h 30.

CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-87-04). Mort pour rire ou la Comédie du langage : 20 h 30, dim. 15 h.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-38-38). Salle 1. Le Saison début : 20 h 30, dim. 17 h. Salle 2. Karamazov : 21 h, dim. 16 h 30.

CASINO DE PARIS (49-95-89-89). Nouveau Show d'André Lamy : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Variétés satiriques : 15 h 30 et 21 h (11), dim. 15 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Humanité et Criminalité : 14 h, dim. 14 h.

CHATELIER THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). D. Dm. Fidèle : 17 h 30. Café-Moto : 22 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (48-89-39-89). Grande salle. Britannicus : 20 h 30. La Galerie. L'indivisible des comités révolutionnaires suivi de Mlle Angot : 20 h 30. Madame Angot préc. de l'intérieur des comités révolutionnaires : 20 h 30. La Ressource. Châteauneuf, dernière nuit de travail : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11). Voltaire's Folies : 19 h et 21 h, dim. 15 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Les Milleurs Amis : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-16). Lorenzaccio : 20 h 30. D. Dm. La Foie Journée ou Le Mariage de Figaro : 14 h. DAUNOU (42-3-58-14). Tu m'as suivi la vie : 21 h, dim. 15 h 30.

DÉJAZET-TLP (42-85-30-31). Et pendant ce temps les Japonais travaillent : 20 h 30, dim. 15 h 30.

DEUX AMES (48-08-10-26). Les Tontons à l'école : 21 h, dim. 15 h 30.

DIJ-HUIT THÉÂTRE (42-96-47-47). Jouve-Diderot-le Paradoxe : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadras : 20 h 15. Nous on fait où on nous est de faire : 22 h.

EDOUARD-VI SACHA GUTRY (47-42-59-92). Point de feu sans fumée : 16 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

ELDOURADO (42-48-60-27). La Belle Ombre : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h.

ESPACE MARAIS (48-84-09-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : 19 h 30, dim. 17 h. La Mouette : 21 h 30, dim. 19 h 30.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-68-20-78). La Machine infernale : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

ESSAIOM DE PARIS (42-78-45-42). Salle L. Le Marabout : 20 h 30, dim. 16 h.

FOUNDATION DEUTSCH DE LA MEURTRE (48-87-12-48). Performances : 20 h 45.

FONTAINE (49-74-74-40). Tempo : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

GAITE-MONTPARNAISSE (43-22-16-18). Faut pas tuer maman : 17 h et 20 h 45, dim. 16 h.

GALERIE 58-THÉÂTRE (43-25-62-51). The Jungle Book : 15 h. The West : 20 h 30.

GALERIE CHRISTIAN BRET (45-73-73-88). Le Grand Esprit : 18 h 30.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-30-08). Histoire d'un rire : 18 h et 20 h 15. Apogée-nous : 22 h.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (ESPACE MORD) (42-49-77-22). Tier Mon : 21 h.

GUICHET MONTPARNAISSE (43-27-88-81). Mœurs d'une guerre : 19 h. Position de travail : 20 h 30. Une femme seule : 22 h 15.

GYMNASIUM MARIE-BELL (42-48-79-79). L'Es-tu-ferme de ma vie : 17 h et 20 h 30.

HUCHETTE (43-28-38-88). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Lapon : 20 h 30. L'improvisé du Palais-Royal : 21 h 30.

JARDIN D'HYVER (42-62-59-49). Le Bourdon : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-83-69-68). Les Fournitures de Scapin : 20 h 30, mar., dim. 15 h.

LA BRUYÈRE (49-74-78-89). Moi, Feuerbach : 21 h, dim. 18 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Charles de Rohan : 20 h 30.

LUCERNES FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Le Bâton de la maréchale : 20 h. Mélodie de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge. Simone Weil 1909-1943 : 18 h 30. Thermidor-Termidor : 20 h. Dialogues d'été : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-08). Port-Royal : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARIS (42-78-03-63). L'Avenir : 20 h 45.

MARIE STUART (48-08-17-80). Faut pas tuer maman : 17 h et 20 h 30.

MARIVAUX (PETIT) (43-25-20-74). De Sacha à Gaby : 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schütz : 17 h et 21 h.

MATHEUS (PETIT) (42-65-90-00). Un dépliant dans le jardin : 15 h.

MICHEL (42-85-35-02). Vite une femme ! : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MOCHONÈRE (47-42-95-23). Spectacle Plat-Cocteau : 20 h 30. 15 h. Pièces détachées : 20 h 30, dim. 15 h.

MOGADOR (48-78-78-00). Tango Argentino : 20 h 30, dim. 15 h et 18 h.

MONTPARNAISSE (43-22-77-74). Le Souper : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MONTPARNAISSE (PETIT) (43-22-77-74). Les hommes mènent tout : 21 h, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-89). Ph-PH : 20 h 30, dim. 17 h.

NOUVEAUTES (47-70-62-76). Le Grand Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-62). Je ne suis pas Rappoport : 20 h 45. D. Dm. Le Génie : 15 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Serge Pope-galli : 21 h.

PALAIS DES SPORTS (46-28-40-60). Dans la nuit la liberté : 15 h et 20 h 30, mar. 15 h, dim. 14 h et 18 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un fil à la patte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

POCHE-MONTPARNAISSE (45-48-52-87). Salle 1. Monsieur Songe : 17 h 45 et 20 h 45. Salle 2. Vies d'un père à son fils : 21 h, dim. 15 h.

PORT SAINT-MARTIN (42-08-00-32). La Peste : 20 h 30, dim. 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Molière par elle-même : 18 h, dim. 15 h. Buffet : 20 h 30, dim. 17 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Guillaume sans barrière : 18 h 30, dim. 14 h 30. Morts sans sépulture : 20 h 30, dim. 17 h.

20 h 30, dim. 17 h. Archi True : 22 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Comment devenir une mère juive en dix leçons : 18 h et 20 h 45, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Les Stagiaires : 18 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Muriel Robin est au Splendid : 21 h.

SPOTLIGHT (45-85-32-88). En attendant... Feydeau ! Par la fenêtre, Feu la mère de Madame : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). La Chute : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE BOURVIL (43-73-47-84). Samas 20 h 30 : Musée-Hall en 100.

THÉÂTRE 14 (48-45-49-77). Pourquoi n'as-tu rien dit, Dédémona ? : 20 h 45, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Casimir et Caroline : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Salle 1. Le Bataillon du monde occidental : 20 h 30, dim. 15 h. Salle 2. Le Malinco : 20 h.

THÉÂTRE DE LA MAIRIE (42-08-83-33). Le Neveu de Rameau : 20 h 30, dim. 16 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). La Mission, suivi de Au perroquet vert : 20 h 45.

THÉÂTRE DE MÉLUMONTANT (43-31-42-66). Ce qui est resté d'un Rembrandt... Le Secret de Rembrandt : 20 h 30.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). Cata : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30.

THÉÂTRE DU SPHINX (42-78-38-29). Lettre à tous les amoureux perdus dans le désert : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DU TASSOUR ROYAL (48-06-72-64). Dressage en érotisme : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-85-30-31). Scortto, la lycéenne : 20 h 30, dim. 18 h 30.

THÉÂTRE HÉBERTOT (43-67-23-23). La que je t'ai donnée : 17 h et 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-28-29-61). Héroïdes : 20 h 45.

THÉÂTRE MONTROQUEL (42-39-80-78). La Députée : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Le Molière d'Aurora : 18 h, dim. 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Horace : 20 h 30. Salle Jean Vilar. Le Bourgeois gentilhomme : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-68-43-60). Grande salle. Opérette : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. Les Petits Aquariums : 21 h, dim. 16 h.

THÉÂTRE PARIS PLANE (40-43-01-82). Indrogo : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-59-60-70). Grande salle. Le Chemin solitaire Festival d'automne à Paris : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

N.L.T. La Mémoire du livre : 15 h. Les questions : 21 h, dim. 17 h. Petite salle. L'Amante anglaise : 20 h 30, dim. 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Le Tambale : 15 h. Phérida (à repasser) : 20 h 15 et 23 h. C'est dingue : 21 h 30.

TLO LES DÉCHANGÉS (42-94-00-02). Gille de Rul + ou - : 21 h, dim. 17 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). On va faire la cocotte : 19 h. Pour finir encore : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-08). Physique et Métaphysique : 15 h. La Trinité : 17 h et 21 h. D. Dm. Les 38 Chénies : 15 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-82). Le Président : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MUSIC-HALL

CASINO DE PARIS (42-85-30-31). André Lamy, 20 h 30, sam., 15 h 30, dim. Tâchons location : 49-86-89-89.

PARIS CASINO. 14 h 30, sam. Rue en 15 tableaux. Avec Pascal Sevran, Coccinelle, Minouche Baroni, Miguel Cortez, Lyré Baré, les Dany-Dolles et le Grand Orchestre dirigé par Chanty Cleg. Téléphone location : 48-85-89-89.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-87). Cabaret de la chanson française. 21 h, sam. Chénies à la carte tous les jours.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Marcel Amont, 21 h, sam., 15 h 30, dim. « Amont tour ». Avec Sophie Delmas, Jean-Pierre Poussier (guit.), Yves Sultan (lyr.).

LE MÉCÈNE (42-77-40-25). Yves Marc, Christophe Gault, 22 h 30, dim. Piano, bass.

OLYMPIA (47-42-25-49). Shani Tavori, 20 h 30, dim. Israël.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Tilda, 21 h, sam. Camille Morgane, 18 h 30, sam.

TOURTOUR (48-87-82-48). Les Serdins, 22 h 15, sam. « Tient oup dous oup ».

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37). Michel Musseau, 20 h 30, sam.

CONCERTS

ÉGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES. Orchestre symphonique de la Garde républicaine. 18 h 30, sam. Dr. Boutry, F. Peltany (vi). Œuvres de Liszt, Beethoven, Boutry. Téléphone location : 47-05-89-87.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Orchestre de chambre Jean-Jacques Widmerker, 20 h 30, sam., 17 h, dim. Dr. Hugues Calmet, Anne Widmerker, Jean-Holm Mollard (viol), Didier Costanzi (hob), chorale Arioso. Œuvres de Vivaldi, Bach. Téléphone location : 45-23-18-25.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Le Sémaphore de Cécile

d'honneur. 17 h, sam., dim. Musiques et danses traditionnelles.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Noël Les, Dominique de Willemcourt, 17 h, sam. Piano, cello. Œuvres de Debussy, Chausson, Lalo, Vienn. Studio 108.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Concerts Pasdiplo. 17 h 30, sam. Dr. Laurent Pasdiplo. Œuvres de Bizet, Chopin, Debussy, Offenbach, Rimski-Korsakov, Delibes.

Orchestre des Concerts Lamoureux. 21 h, sam. 17 h 45, dim. Dr. Jussas von Witzky. Chœur Montjoie. « Requiem » de Verdi.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-58-60-70). Joshua Bell, Roger Vignoles. 11 h, dim. Violon, piano. Œuvres de Beethoven, Fauré.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Michael Nyman, 18 h, sam. Musiques de Michael Nyman. Nusrat Fateh Ali Khan. 20 h 45, dim. Musique qawwali. Musiques traditionnelles du Pakistan.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Fédor, 15 h, dim. Opéra en deux actes de Beethoven. Mise en scène Giorgio Strehler. Dir. mus. Lorin Maazel. Orchestre national de France, Chœur philharmonique national de Varsovie. Avec Siegfried Jérome, Jeanne Altmeyer, Richard Cowan, Siegmund Nimsgern, Kurt Rydl.

LES FESTIVALS

JEAN COCTEAU CINÉASTE. Le Saint-Germain-des-Prés. Salle G. de Beaurgard, 6^e (42-22-67-23). La Belle et le Séducteur, sam. à 12 h, 14 h, 18 h, 20 h, 22 h; les Parants tantilles, dim. 12 h, 14 h, 18 h, 19 h, 20 h, 22 h; le Baron fantôme, lun. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; la Ville Sans Scapin, le Sarg d'un poète, mar. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ROCK

LOOK DE PARIS 22 h 30, sam. **LOOK** (47-00-78-88). Haricots, 23 h, sam. **OLYMPIA** (47-42-25-49). Bérurier noir, 19 h 30, sam. **REX CLUB** (42-36-83-88). Les Apéritifs à Toot, 17 h, dim.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-78-75-00). Zingaro : 20 h 30.

BAGNEUX (THÉÂTRE VICTOR HUGO) (92-43-10-54). Le Lutin : 20 h 30.

CHATEAUNEUF-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPAGNOL) (48-61-33-33). Le Luge La Théâtre du Campagnol fête Marivaux : 19 h, dim. 15 h. La Théâtre du Campagnol fête Marivaux Douze pièces en un acte de Marivaux : 18 h, 20 h 30 et 22 h, dim. 15 h et 18 h 30. Arlequin pol pol l'amour La Théâtre du Campagnol fête Marivaux : 20 h 30, dim. 17 h. La Provinciale La Théâtre du Campagnol fête Marivaux : 22 h, dim. 18 h 30.

CHELLES (THÉÂTRE DE CHELLES) (60-09-50-00). La Foie Journée ou le Mariage de Figaro : 21 h, dim. 15 h 30.

CHEVILLY-LARUE CENTRE CULTUREL ANDRÉ MAILLARD (46-86-54-48). Contes : 18 h 30.

CORBEIL-VALE (LA COUPOLLE) (84-86-55-11). La Peste brisée Festival de théâtre à domicile : 15 h. Sarah la Nana Festival de théâtre à domicile : 17 h, mar. 22 h. Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée Festival de théâtre à domicile : 19 h, mar. 20 h 30. Une loutre, un instant, dans les marguerites Festival de théâtre à domicile : 22 h, mar. 18 h.

D. Dm. La Ciel à molette Festival de théâtre à domicile : 17 h. Feu, le miroir de Madame Festival de théâtre à domicile : 19 h. Le Défant Festival de théâtre à domicile : 15 h.

CRÈTEIL (MAISON DES ARTS) (48-80-18-88). Grande salle. Les Fausse Confidences : 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. La Peste du jardinier : 20 h 30, dim. 15 h 30.

ENGHIEN (THÉÂTRE MUNICIPAL DU CASINO) (94-12-94-94). Don Juan 2000 Festival théâtral du Val-d'Oise : 21 h.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (46-55-43-45). Telenov : 20 h 30, dim. 18 h.

MAINTRE-LE-JOLIE (CENTRE CULTUREL GEORGES BRASSIN) (30-94-15-93). Le Maghrab de canard Festival Big Bang Bouffes 89 : 21 h.

MELLUN (THÉÂTRE A DOMICILE) (89-88-65-11). Premier Festival de théâtre à domicile : 20 h 30.

NANTERRE (QUASAR THÉÂTRE) (47-24-78-35). Roca, précédé de les Rouquins : 20 h 45, dim. 15 h.

NANTERRE (THÉÂTRE DES AMANDEURS) (47-21-18-81). Cédric tyran, en alternance avec Édipe le colon le Cité des Oiseaux (Tiraguel) : 21 h, dim. 17 h.

PAVILLON-SOUS-BOIS (ESPACE DES ARTS) (48-48-10-30). D. Dm. Voltaire's Folies : 17 h.

ROSNY-SOUS-BOIS (THÉÂTRE DU PLATEAU) (48-84-86-02). Coïncidences : 21 h, dim. (dernière) 17 h.

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE) (42-43-17-17). Le Chien mort : 20 h 30, dim. 17 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (MONDIPONT LIBERTÉ) (48-89-89-10). Liberté ? ? ? Egalité ? ? ? Fraternité ? ? ? Les Semaines de Mlle : 21 h, dim. (dernière) 15 h.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES (SALLE D'ARSONVAL) (42-83-47-22). Pasteur : 21 h, dim. 15 h.

SARTROUVILLE (THÉÂTRE DE SARTROUVILLE) (39-14-23-77). D. Dm. Kôg l'indien : 15 h.

SURVILLIERS (SALLE JEAN ANTOINE) (39-90-54-56). Les Derniers Devoirs Festival théâtral du Val-d'Oise : 21 h, dim. 15 h.

VANVES (THÉÂTRE LE VANVES) (48-45-46-47). La Fausse Suivante : 20 h 30.

VINCENNES (THÉÂTRE DANIEL SO-RAND) (48-08-60-33). Scrit de l'acteur : 21 h, dim. (dernière) 18 h.

CONVENTION THEATRALE EUROPEENNE

1^{er} FESTIVAL DE LA CONVENTION THEATRALE EUROPEENNE

WOYZECK

Comédie de Saint-Etienne
Koninklijke Nederlandse Schouwburg - ANVERS
Théâtre National de la Communauté Française de Belgique

KREUTZER SONATE

Koninklijke Nederlandse Schouwburg - ANVERS

LE BALCON

Théâtre National de la Communauté Française de Belgique
BRUXELLES

ELSA SCHNEIDER

Centre Dramatic Generalitat de Catalunya - BARCELONE

FABLES, RECITS ET POEMES DE DEPORTES

Comédie de Saint-Etienne

UBU ROI

Théâtre Jozsef Katona - BUDAPEST

MOTHER OF ALL THE BEHANS

Théâtre National d'Irlande - Abbey Theatre - DUBLIN

UNA VISITA INOPPORTUNA

Cooperativa Nuova Scena - Teatro Testoni / InterAction
BOLOGNE

AMORPHE D'OTTENBURG

Théâtre des Capucins - LUXEMBOURG

DE TIJO EN HET VERTREK

Het Nationale Toneel / Koninklijke Schouwburg - LAHAYE

L'OPERA DE QUAT'SOUS

Studio Theatre - VARSOVIE

PECORA

Comuna Teatro de Pesquisa - LISBONNE

WERTHER, D'APRES LES SOUFFRANCES DU JEUNE WERTHER

Schiller Theater - BERLIN

####

ÉTRANGER

L'Etat gèle son programme pendant vingt ans

Les centrales nucléaires britanniques ne seront pas privatisées

Le ministre de l'énergie a fait ses comptes. M. John Wakeham, responsable de ce département depuis seulement deux semaines, a découvert, ce que son prédécesseur s'était bien gardé de lui dire, que le secteur privé ne voulait ni ne pouvait prendre en charge les centrales nucléaires britanniques existantes. Il a donc fallu revoir en catastrophe toute la privatisation de l'électricité prévue pour le printemps prochain.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement se serait volontiers passé de ce nouveau pépito qui fait un peu d'ordre après le nombre de chaises musicales ministérielles provoqué le 26 octobre par l'affaire Lawson. Les titulaires des différents départements ont beaucoup changé ces derniers mois puisque le remaniement de juillet avait déjà, à lui tout seul, été le plus vaste auquel ait jamais procédé M. Thatcher. Celle-ci avait promis que la privatisation de l'électricité aurait lieu avant la fin de 1989.

Le précédent ministre de l'énergie, M. Cecil Parkinson, croyait aussi, apparemment, que tout se passerait vite et en douceur et que l'Etat se dégageait de toute activité de production et de distribution de l'électricité au 31 décembre 1989. Cette date figure dans les documents officiels préliminaires à l'introduction en Bourse des deux sociétés qui devaient succéder aux organismes publics qui gèrent jusqu'ici les centrales classiques et nucléaires, ainsi que le réseau de lignes à haute tension. La première, National Power, devait recevoir 70 % de l'ensemble, avec obligation de produire aussi le nucléaire. La seconde, Powergen, devait se contenter de 30 %.

L'idée maîtresse de ce curieux partage était qu'il ne fallait pas, contrairement à ce qui avait été fait pour le gaz et le téléphone, remplacer un monopole public par un monopole privé mais favoriser la concurrence. Rien n'a plus. M. Thatcher a saisi les questions gênantes qui lui étaient posées, jeudi 9 novembre, aux Communes sur cette dénationalisation de l'électricité à la fois retardée et amputée. « Qui est responsable de cette pagaille ? », lui a demandé un député travailliste. « S'il y avait pagaille dans cette privatisation, la question mériterait d'être posée. Mais ce n'est pas le cas », a répondu la Dame de fer, et le débat a été clos.

M. Thatcher sait faire front, et l'accusation de pagaille est peut-être outrancière. Mais le moins qu'on puisse dire est que le gouvernement a changé d'avis ces der-

niers mois. Le but était, au départ, d'introduire en Bourse toute l'activité de production et de distribution d'électricité en espérant que les petits porteurs des précédentes dénationalisations seraient au rendez-vous et que les investisseurs institutionnels seraient intéressés. Environ 20 % de l'électricité est d'origine nucléaire en Grande-Bretagne.

La City réticente

Sur le papier, tout semblait facile. M. Cecil Parkinson quittait le ministère de l'énergie avec le sentiment du devoir accompli et souhaitait même ouvertement la disparition d'un département qui n'avait plus de sens, le gaz et le pétrole étant déjà privatisés. Les financiers de la City ont alors discrètement fait remarquer que le nucléaire avait mauvaise presse et qu'aucun investisseur privé n'était prêt à mettre des capitaux importants dans une industrie aussi aléatoire qu'il faut apparemment plus d'argent pour fermer une centrale devenue obsolète que pour en construire une nouvelle. Celui qui prendra en charge toutes les centrales existantes devra probablement procéder, dans les dix ans qui viennent, à davantage de fermetures que d'inaugurations.

Les Britanniques avaient, à la fin des années 50, créé la technologie dite Magnox fondée sur le refroidissement du cœur du réacteur par

un circuit gazeux. Neuf centrales Magnox ont ainsi été construites entre 1962 et 1971. Cinq centrales supplémentaires plus perfectionnées n'ont pas donné par la suite tous les bénéfices escomptés. Il est maintenant question de fermer à grands frais en désactivant le cœur et en démantelant les bâtiments les plus anciens des quatorze centrales existantes.

L'enthousiasme de la City était faible, et les experts financiers soulaient que le nucléaire échappait à la privatisation. Leur vœu a été exaucé puisque le nouveau ministre de l'énergie, M. Wakeham, a annoncé jeudi que les centrales nucléaires existantes resteraient dans le giron de l'Etat, ce qui constitue un tournant à 180 degrés par rapport à ce que M. Thatcher et ses ministres avaient affirmé à maintes reprises. Mais le changement ne s'arrête pas là. Toute la politique pro-nucléaire suivie par le cabinet conservateur depuis dix ans est remise en cause.

Le gouvernement a en effet décidé de suspendre la construction des centrales à eau pressurisée qui auraient dû succéder à celles refroidies au gaz. Seule Sizewell, au nord-est de Londres, la première centrale à eau pressurisée de Grande-Bretagne, qui est toujours en chantier, sera achevée. Les demandes d'autorisation pour trois autres centrales comparables à Sizewell, Hinkley Point et Wylfa sont abandonnées et tous les projets dans ce domaine sont gelés pour cinq ans.

Lord Marshall, le savant nucléaire préféré de M. Thatcher, a en conséquence démissionné de son poste de président de l'autorité publique, qui assure encore pour quelques mois la production de toute l'électricité, classique et nucléaire. Il repousse aussi à la présidence, qui devait lui échoir, de la future société privée National Power.

« La production par des intérêts privés d'électricité d'origine nucléaire n'est pas nécessairement une opération déficitaire, mais la City a des vues à court terme et considère que les risques sont trop élevés », nous a déclaré vendredi M. John Banham, qui dirige la Confédération de l'industrie britannique, un organisme comparable au CNPF. « Ne pourrions-nous pas trouver un compromis comparable à celui qui existe en France pour la distribution de l'eau, qui est gérée par le secteur privé, mais dont les installations restent propriété publique ? », s'interroge le patron des patrons britanniques.

M. Banham reconnaît que la filière à gaz est plus aléatoire que celle à eau pressurisée et que la France a fait le bon choix plus tôt dans ce domaine. Mais il ajoute malicieusement qu'« on ne sait pas si EDF a jamais fait des bénéfices avec l'énergie nucléaire. Le rêve thatcherien d'une privatisation des centrales nucléaires est en tout cas bien mort ».

DOMINIQUE DHOMBRES

AFFAIRES

L'avenir des chantiers de La Ciotat

Ultimes négociations entre Lexmar et le conseil général des Bouches-du-Rhône

MARSEILLE

de notre correspondant régional

D'ultimes négociations se sont engagées, en fin de semaine, à Marseille, entre le groupe américain Lexmar et le conseil général des Bouches-du-Rhône au sujet de la reprise des chantiers navals de La Ciotat. M. Benoît Berthier, représentant en France de la Lexmar, a indiqué que le cabinet d'experts internationaux, Temple, Barker and Sloane Inc (TBS) désigné par le conseil général, avait remis ses conclusions, qui étaient « un carré d'as pour Lexmar ». Le rapport de TBS estime, en effet, que le plan Lexmar « est un document sérieux préparé avec soin par des spécialistes en la matière ». Il mentionne encore que « la stratégie présentée est très intéressante et comprend un grand nombre de points forts ». Il juge cependant « qu'il y a des risques importants pour le conseil général et la

France » mais que « la possibilité du succès est suffisamment intéressante pour qu'il soit utile d'approfondir les contacts au niveau technique avec Lexmar ».

Le conseil général des Bouches-du-Rhône, qui s'est réuni le vendredi 10 novembre, ne devrait pas pour autant être appelé à se prononcer sur le dossier dont plusieurs points n'ont pas encore trouvé de solution, en particulier celui des garanties financières demandées à Lexmar (1). Le groupe américain a déjà donné son accord pour le versement d'une caution de 100 millions de francs bloquée pendant quatre ans dans une banque française. Mais le conseil général exige également de lui une autre garantie pour le paiement effectif, au minimum du coût de fabrication, des six premiers bateaux qui sortiront éventuellement des chantiers. « Il s'agit d'une question redoutable », a précisé M. Lucien Wey-

gand, premier vice-président du conseil général. « On le reprenne, apporte cette garantie ou il n'y aura pas de convention ».

Quoi qu'il en soit, le gouvernement est toujours fermement opposé à la solution Lexmar. Dans un entretien accordé jeudi au *Provençal*, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie indienne, qu'il « n'a pas vu de repenser sérieux » et qu'il « ne croit pas au miracle dans l'industrie » en déclarant s'en tenir au projet de diversification des activités de La Ciotat mis au point sous l'égide de M. Jacques Chirac, avec l'ensemble des partenaires, le 2 juin dernier.

G. P.

(1) L'Assemblée départementale a voté le 27 octobre la proposition de loi pour NORMED (en liquidation) du site de La Ciotat, constatant que « l'entreprise n'a pas effectué le paiement de la redevance de l'année en cours ».

Le mensonge, une arme économique

Suite de la première page

Certains sont très classiques, tels le « démenti » hypocrite. Le ministère de l'Industrie niant — de manière embarrassée — le remplacement de M. Pecqueur par M. Le Floch Prigent à la tête d'Elf, avant de confirmer l'information quelques jours plus tard, appartient à cette catégorie. Classique aussi le « mensonge diplomatique » dans les grandes conférences internationales : tel ministre japonais énonçant que son pays n'est pas protectionniste ou tel ministre du pétrole de l'OPEP affirmant : « Mon pays ne dépasse pas son quota de production » ne font même plus hausser les sourcils des observateurs.

« Tous

les moyens... »

Plus élaborés en revanche sont les diverses formes de contre-vérités avancées dans le cadre des OPA. La circulation de l'information étant strictement réglementée, le mensonge y prend la forme de l'« intox » (on distille des déclarations aux journalistes sous le sceau du secret) ou de la désinformation (vérités partielles répétées habilement de façon à former un « mensonge vrai »).

Etrangement, le débat qui se développe en France depuis quelques mois sur la place de l'éthique dans les affaires laisse de côté le mensonge. Peut-être justement parce que celui-ci ressort plus nettement de l'univers moral (règle universelle) que des domaines éthiques (règles formées par l'expérience) ou déontologiques (règles du jeu d'une profession).

La plupart des réflexions portent sur les responsabilités de l'entreprise face à son environnement naturel (pollution), social (respect des syndicats), mondial (l'apartheid, le tiers-monde...) ou strictement économique (respect du consommateur). Pas un mot ou presque sur le mensonge en tant que tel.

Tout se passe comme si l'éthique dans les affaires ne devait concerner que les fins de l'activité économique et non les moyens. Après tout, comme le note Jean-François Kahn dans son dernier ouvrage (2), « le mensonge est bien, contrairement à toutes les autres formes de crime ou de transgression, l'un des éléments constitutifs de toute sociabilité ». Ainsi les polémiques sur les fausses factures qui alimentent les caisses de partis politiques s'éteignent vite. Peu importe les moyens (« tout le monde le fait ») pourvu que les partis, pièces essentielles de la démocratie parlementaire, obtiennent les fonds nécessaires à leur bon fonctionnement.

Il est admis également que la publicité, par son habile rhétorique, est toujours légèrement à côté de la pure vérité. Certes, les hyperboles d'autrefois ne font plus recette (telle eau minérale faisait « digérer les brigues »), mais lorsqu'en 1988 une marque internationale de couches-

calottes affirme dans un film publicitaire que « même mouillées, ils sont secs », on n'est plus très loin de l'incroyable.

Le mensonge devient donc progressivement un moyen comme un autre. Et qui se soucie des moyens ? Dans son livre *Ethique et management* (3), le professeur Kenneth Blanchard pose comme règle d'or qu'« il n'existe pas une bonne manière de faire une mauvaise chose ». Sous-entendu : il peut exister des manières contestables de faire une bonne chose, le tout est de s'entendre sur ce qui est « bon » ou « mauvais ». Si on accepte par exemple qu'il est « bon » de réaliser des plus-values en achetant bon marché des entreprises et en les revendiant cher, il est peu important que M. Bernard Tapie déclare un jour (le 23 novembre 1988). « Je change de stratégie, j'investis dans le sport » (autour de Look), en précisant : « Nous orientons le groupe sur les quatre ou cinq ans qui viennent », et qu'un autre jour (dix mois après), il revende le même Look !

Un marché transparent

En période de forte médiatisation de la vie des entreprises (et des patrons), il est inévitable que tels ou tels dirigeants soient tentés de peser sur les événements par une politique de communication mêlant vérité et mensonge. Faire savoir à des journalistes, comme l'a fait le « clan Vernes » dans l'affaire Suez-Victoire que l'on va lancer une contre-OPA contre son adversaire (Suez) alors même que l'on est en train de négocier avec lui est d'une grande habileté : on a ainsi un levier de négociation supplémentaire. Mais est-ce, tout simplement, honnête ?

L'utilisation croissante du mensonge, médiatisé ou non, a ceci de paradoxal qu'elle est contemporaine de la sacralisation de l'économie de marché, devenue référence absolue. Or il n'est pas indifférent de souligner que le marché ne peut fonctionner à la satisfaction de tous que s'il est véritablement transparent, c'est-à-dire irrigué d'informations vraies, largement diffusées. Si aujourd'hui les informations économiques circulent bien, le faux voisine souvent avec le vrai. Et les moyens de faire la différence sont peu nombreux. Une réelle perçée de la morale dans les affaires ne peut donc passer que par le simple adage « tu ne mentiras point ». Même si cela doit ternir l'image paillonnée de l'entreprise-spectacle. Ainsi que le disait Sir John Harvey Jones, président d'ICI jusqu'en 1987, « Je crois passionnément à la franchise, et qu'il dit franchise dit souffrance et malaise ».

DIDIER POURQUERY

(2) Esquisse d'une philosophie du mensonge, éditions Flammarion, septembre 1988.

(3) Editions d'organisation, septembre 1988.

EN BREF

■ Blue Arrow : les onze inculpés libérés sous caution. — Les onze dirigeants de sociétés britanniques inculpés et arrêtés le 9 novembre dans le cadre de l'affaire Blue Arrow ont été libérés sous caution, le vendredi 10 novembre, contre le versement de 100 000 livres chacun. M. Kenneth Cohen, ancien directeur général de la banque d'affaires County Natwest, a été libéré avec un véhicule « sous caution de la moindre infraction », en rappelant, dès sa sortie, qu'il avait été « complètement mis hors de cause » par l'enquête interne de la maison mère, la banque National Westminster, et par l'enquête officielle du ministère du Commerce et de l'Industrie. Les onze dirigeants sont accusés de « complicité » pour avoir dissimulé que l'augmentation de capital de la société de Blue Arrow, en 1987, n'avait pas été entièrement souscrite et pour avoir acquis les titres vendus sans révéler leur participation, comme la loi les y obligeait.

■ Révocation du conseil d'administration de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Aude. — Le conseil d'administration de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Aude a été révoqué, vendredi 10 novembre, sur décision de la caisse nationale, a annoncé M. Bernard de Pasquale, qui

assure la direction de la caisse depuis septembre. « Le déficit du Crédit agricole audeois s'élevait à 118 millions de francs pour les neuf premiers mois de l'année 1989, ce qui correspond à une perte de 90 % de son capital et de ses réserves », a-t-il indiqué. Les 21 membres du conseil seront remplacés jusqu'aux nouvelles élections par une « commission de gestion provisoire » dont la composition sera fixée par la caisse nationale, mardi. Le 22 septembre, le directeur de la caisse de l'Aude, M. Claude Ghintrans avait été révoqué « pour fautes lourdes dans la gestion ». — (AFP.)

■ Conflit de Saint-Nazaire : la CFDT demande des négociations immédiates. — Alors que le conflit des Chantiers navals de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, entre dans sa neuvième semaine, la CFDT a demandé, le 10 novembre, l'ouverture de négociations dans les plus brefs délais. « Ces négociations doivent porter sur une revalorisation de l'ensemble des salaires avec une priorité donnée aux plus bas salaires et à la politique de l'emploi. C'est la condition indispensable pour traiter sereinement les problèmes difficiles concernant l'avenir des Chantiers et de la construction navale en France, dit

que la Fédération des métaux CFDT réclame depuis longtemps et dans lequel doivent s'impliquer tant GEC-ALSTOM que les pouvoirs publics », conclut l'organisation syndicale.

■ Grève au centre de tri des PTT de Sotteville-lès-Rouen. — Depuis le jeudi 9 novembre, les deux tiers des 490 employés du centre de tri des PTT de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) sont en grève à l'appel des syndicats CFDT, CGT et FO. Le mouvement pourrait durer jusqu'à mardi, date de la discussion du budget de la poste et des télécommunications, et même se prolonger, puisque les postes se sont mobilisés contre le changement de statut envisagé pour le personnel. La direction régionale de la poste a proposé aux syndicats de venir discuter, mais ceux-ci s'y sont refusés en indiquant que « les revendications ne dépendent pas de la direction régionale ».

■ Le groupe Tapie cède son électroménager Vivalp à Téfal. — Trois ans après avoir racheté cette entreprise de Haute-Savoie, le groupe Tapie a annoncé, le vendredi 10 novembre, qu'il la cédait au groupe Seb. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

UAP-Suez : l'accord sur Victoire n'est pas fait

Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 11 novembre sous le titre « L'UAP achète 34 % de Victoire », l'accord entre l'UAP et Suez, maison mère de Victoire, n'est pas fait. C'est ce que précise la Compagnie financière de Suez, vendredi : « Les conversations qui se tiennent avec l'UAP et d'autres assureurs se poursuivent, mais rien n'est encore signé ». L'UAP, de son côté, a également démenti, le même jour, la signature d'un accord avec la Compagnie financière de Suez sur la cession d'une minorité de blocage dans Victoire.

J.M. Peyrelevade, PDG de l'UAP, mais avait exposé, jeudi, les raisons et les principes d'un éventuel accord avec Suez, en mentionnant les difficultés que l'accord n'était pas conclu. Il était donc prématuré d'écrire que l'UAP avait déjà acquis 34 % de Victoire. — C.B.

REPÈRES

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Hausse de 1,6 % au second semestre

La production industrielle française (hors bâtiment et travaux publics) a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre, selon les statistiques corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 10 novembre par l'INSEE. Ce chiffre porte à 5,6 % la croissance de l'activité industrielle par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Les deux composantes de la production industrielle ont enregistré une progression d'ampleur inégale au cours du second trimestre 1989. La seule production manufacturière a augmenté de 0,6 %. En revanche, la production énergétique a fait un bond de 7,9 %. A l'INSEE, on précise que la production énergétique avait été anormalement basse durant les trois premiers mois de cette année en raison de la douceur de l'hiver dernier.

DETTE EXTÉRIÈRE

Prêt du FMI à l'Argentine

L'Argentine va recevoir 240 millions de dollars (1,5 milliard de francs) du Fonds monétaire international d'ici la fin du mois.

Le vice-président argentin de l'économie, M. Orlando Ferrares, l'a annoncé, jeudi 9 novembre. Cette somme correspond au premier versement d'un crédit standard de 1,4 milliard de dollars sur lequel le FMI avait donné son accord de principe en septembre dernier et qu'il devrait ratifier formellement mercredi.

Ce crédit est destiné à soutenir le plan de restructuration économique argentin. Il devrait permettre également à Buenos-Aires d'entamer avec ses banques créancières des négociations sur la réduction de la dette commerciale argentine, qui s'élève actuellement à 40 milliards de dollars.

هكذا من الامم

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

La Bourse a hésité entre bryer du noir ou reprendre espoir, calquant le plus souvent son attitude sur Wall Street. Un tel comportement s'est parfaitement reflété dans l'évolution des indices de la place. Si le CAC 40 s'inscrivait vendredi à 1 820,33 s'approchant de 0,7 % en cinq séances, le CAC 240 sur la même période a perdu 1,2 %. Il terminait à 507,1 points contre 513,8 le 3 novembre. Il effectuait en partie ses 2 % de gains enregistrés durant la semaine de la Toussaint. La différence d'évolution de ces deux baromètres provient de ce que le premier intègre les derniers cours de la journée, tandis que le second, le CAC 240, est basé sur les cours d'ouverture des valeurs.

La semaine avait débuté dans la morosité, avec une pointe de pessimisme. Après la publication de statistiques révélant une augmentation des créations d'emplois aux Etats-Unis, l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt s'était brusquement évanoui. Le foyer de l'argent sur l'ensemble des places internationales restait alors très élevé, dépassant les 10 % pour le taux au jour le jour à Paris. Devant ces coûts, les marchés boursiers faisaient grise mine, et les indices affichaient respectivement durant les deux premières séances des reculs de 1,41 % et de 0,67 %. Mardi, le CAC 240 tomba à 500,6 points, son plus bas niveau depuis le mini-crash du 16 octobre. Ce seuil qualifié de « plancher » par les analystes pouvait soit être « enfoncé », le CAC descendant alors jusqu'à 480 points, soit servir de tremplin pour un rebond.

Tel fut le cas, dès mercredi, avec un mouvement de reprise stimulé par deux bonnes nouvelles. L'une américaine, l'autre française. La décision de la Réserve fédérale d'assouplir sa politique du crédit et de baisser les taux à court terme servit de catalyseur. A cela s'ajouta la publication d'une étude de l'INSEE confirmant la bonne santé de l'économie avec des perspectives encourageantes pour les entreprises de l'Hexagone en 1990, comme l'avait déjà annoncé le Crédit national quelques jours auparavant. Les valeurs françaises s'apprécèrent de 0,7 % mercredi et de 0,97 % le lendemain. Vendredi, l'optimisme sautilla à nouveau les investisseurs affectés par le recul de Wall-Street la veille et doutant des intentions réelles de la Réserve fédérale en matière monétaire. Toutefois, après une ouverture négative (- 0,26 %), la tendance s'inversa doucement en fin de journée. Cette dernière journée s'achève sur un gain de 1,07 % sans qu'aucune nouvelle particulière, si ce n'est la remontée de la Bourse new-yorkaise, n'explique ce mouvement.

Depuis la secousse d'octobre, le marché évolue apparemment un peu au hasard, sans véritable direction, s'alignant de préférence sur les grandes places internationales. Le sentiment général est d'ailleurs plutôt sombre, reposant sur la crainte d'un marasme boursier plus ou

L'emprise du doute

moins long. « A force de le dire, ils vont s'en persuader, et nous entrerons dans un cycle baissier », ironisait vendredi le directeur financier d'une entreprise agro-alimentaire en ajoutant : « Effectivement, nous sommes dans un marché sélectif de professionnels où les gestionnaires vont devoir vraiment travailler pour réussir... »

Sur le parquet du palais Brongniart, si les opérateurs présents sont persuadés que New-York est dorénavant dans une phase de « bear market » par opposition au « bull market » caractérisant la hausse, le jugement est partagé sur la situation française. Les investisseurs, basés sur une reprise fulgurante, et certains rappellent les pronostics du début de l'année. Ils évoquent alors avec prudence un CAC au maximum à 500 points fin décembre représentant tout de même une progression appréciable de 20 % sur l'année.

Dans la situation actuelle, jugée ainsi préoccupante qu'en 1987, par DR Gestion, les spécialistes de cette société de services financiers estiment que « les marchés américains et britanniques paraissent les plus vulnérables ». « En revanche, les marchés d'Europe continentale semblent moins vulnérables... »

Vague de rumeurs

Ces incertitudes croissantes ont entraîné une nette contraction du volume des échanges cette semaine sur le marché à règlement mensuel, comme si les investisseurs prenaient au pied de la lettre le dicton populaire « dans le doute, abstiens-toi ». Même « les situations spéciales », ces fameuses valeurs sujettes à OPA ou à des rumeurs de rachats, ont un instant été bonnées. Pour un instant seulement, car l'animation reprendra autour de Paribas, de la Navigation mixte, mais aussi de Métaleurop et de la CFAO.

Le feuilleton de l'automne, la bataille boursière entre la compagnie financière de la rue d'Antin et le compère-rat de M. Marc Fournier, connaît un nouvel épisode : l'extension de l'offre publique d'achat de Paribas à l'ensemble des titres de la Mixte. Cette proposition était évaluée par la Société de Bourse française, et la cotation de la Navigation mixte interrompue mercredi reprenait dès le lendemain. Vendredi, le titre se négociait à 1 852 F, soit à un niveau sensiblement analogue aux 1 850 F proposés par la banque présidée par M. Michel François-Poncet. Dans le même temps, pour contraindre cette initiative, les alliés de M. Fournier se mobilisent.

Semaine du 6 au 11 novembre

L'Allemand Allianz a ainsi porté sa participation dans la Mixte à 10 % en reprenant les 3,8 % détenus par la Suisse de Messener (voir par ailleurs). L'action Allianz, quant à elle, s'est dépréciée légèrement, perdant 1 % vendredi avec moins de 70 000 titres négociés. A la surprise générale, un nouvel actionnaire, la CIPBF, Compagnie internationale de participations bancaires, est apparu dans son tour de table avec près de 4 % de son capital. Il s'agit d'un holding à fonds arabes basés à Luxembourg.

Depuis le milieu de la semaine, le titre Métaleurop, ex-Mines et métal de Fexaroya est activement recherché, et les observateurs y voient la main de l'Allemand Preussag. Actionnaire à plus de 45 % de Métaleurop, ce groupe pourrait lancer une OPA sur le restant du capital de la firme avec le soutien de l'un des actionnaires, Imetal. Ce dernier lui apporterait alors sa part de 19 %. Ces hypothèses pourtant démenties n'empêchent pas le titre d'être toujours activement recherché lors de la dernière séance.

Judi, la firme de pâte à papier et de bois Finaut annonçait détenir 8,89 % de la CFAO (Compagnie française d'Afrique Occidentale) et être en passe de devenir le principal actionnaire de cet ensemble de distribution et de séquestration de Fargues. Finaut a, en effet, déposé auprès des autorités boursières une déclaration de franchise de 20 % de son capital dans la CFAO, laissant entendre qu'il pourrait, en levant des options, détenir 20 % du capital. Rue Vivienne, certains allaient encore plus loin et n'hésitaient pas à évoquer le lancement prochain d'une OPA.

Roussant avec la grisaille du début de semaine, Euro-Disneyland s'est distingué lundi, premier jour officiel de sa cotation. Le titre était activement traité tant à Londres qu'à Paris, comme l'étaient déjà les promesses d'actions négociées sur le règlement mensuel depuis une quinzaine de jours. Sur le second marché, l'engouement pour les introductions semble être retombé. Pour son premier jour de cotation, mardi, la firme Hardy Texmex a inscrit un cours de 200 F et 175 000 titres ont été échangés. Contrairement à l'habitude, les investisseurs ne se sont pas précipités sur les actions. Le cours négocié a donc été le même que celui proposé lors de la mise en vente.

Le quatrième distributeur français de produits sidérurgiques, sans aucun doute, pili de l'ambiance maussade. En sera-t-il de même pour les prochains candidats comme Athénis, spécialisée dans les produits de télécommunication pour micro-ordinateurs et réseaux informatiques, comme la firme chimique CFFI ou comme Bernard Tapie Finance, dont les arrivées sont imminentes ?

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Agité
Wall Street a évolué avec d'amples fluctuations dans les deux sens suivant les échos d'âme des investisseurs. Ils sont ainsi passés du découragement à un léger optimisme selon l'évolution des taux d'intérêt. Dans un marché peu actif, l'indice Dow Jones a terminé la semaine à 2 625,1 en retrait de 3,90 points. La confiance des milieux boursiers grandissait mercredi après la décision d'une petite banque de Saint-Louis, la Southwest Bank, de baisser son taux de base privilégié de 10,5 % à 10 %. Cette initiative que cette banque avait donné à deux reprises le signal d'une diminution généralisée du foyer de l'argent aux Etats-Unis. Un certain malaise a pesé sur le marché jeudi et a contenu la progression de l'indice vendredi matin. Le Dow Jones venait ensuite un nouveau gain, s'appréciant finalement de 21,92 points durant la journée, stimulé par l'espoir d'une poursuite de la baisse des taux. L'indice Dow Jones du 10 novembre : 2 625,61 (contre 2 625,51).

| | Cours 3 nov. | Cours 10 nov. |
|----------------------|--------------|---------------|
| Alcoa | 69 3/8 | 69 |
| AT&T | 44 1/2 | 44 1/8 |
| Boeing | 56 3/4 | 56 |
| Chase Man. Bank | 36 1/2 | 36 5/8 |
| De Post de Memphis | 114 5/8 | 113 5/8 |
| Eastman Kodak | 42 5/8 | 42 1/4 |
| Exxon | 45 1/4 | 45 1/4 |
| Ford | 45 1/2 | 45 |
| General Electric | 53 7/8 | 54 5/8 |
| General Motors | 44 3/4 | 44 1/4 |
| Goodyear | 41 1/4 | 41 1/4 |
| IBM | 96 1/4 | 96 1/4 |
| ITT | 58 1/2 | 58 1/4 |
| Mobil Oil | 56 | 55 3/4 |
| Pfizer | 68 | 70 5/8 |
| Schlumberger | 41 3/4 | 41 1/2 |
| Tecoco | 52 1/2 | 51 7/8 |
| UAI Corp. (ex-Alleg) | 184 1/2 | 189 |
| Union Carbide | 24 1/4 | 23 7/8 |
| USX | 34 5/8 | 34 5/8 |
| Westinghouse | 67 1/8 | 68 1/2 |
| Xerox Corp. | 57 7/8 | 56 1/4 |

LONDRES

Légère hausse

La fermeté de la livre sterling et la perspective d'une réduction des taux d'intérêt aux Etats-Unis ont permis à la Bourse londonienne de poursuivre sa progression et de porter les gains de l'indice Footsie à près de 140 points depuis la démission du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, le 26 octobre. L'indice Footsie a terminé en progrès de 43,6 points par rapport au vendredi précédent après avoir cependant, comme toutes les autres places internationales, évolué irrégulièrement.

Indice FT du 10 novembre : 100 valeurs, 2 215,7 (contre 2 173,1) ; 30 valeurs 1 773 (contre 1 746,4) ; 100 valeurs FTSE 100 (contre 83,75) et mines d'or, 259,3 (contre 231,5).

| | Cours 3 nov. | Cours 10 nov. |
|--------------|--------------|---------------|
| Bovater | 431 | 438 |
| BP | 298 | 306 |
| Charter | 487 | 497 |
| Comstock | 353 | 357 |
| De Beers (*) | 14 | 14 |
| GUS | 13,58 | 14,67 |
| Glaxo | 15 | 15 |
| ICI | 10,84 | 11,10 |
| Reckitt | 500 | 501,50 |
| Shell | 423 | 425 |
| Unilever | 648 | 648 |
| Vickers | 219 | 219 |

(*) En dollars.

FRANCFORT

Stimulé par l'ouverture des frontières

Après une période de faiblesse, la Bourse de Francfort s'est reprise. La demande a été stimulée en fin de semaine par l'ouverture de la frontière allemande, certains investisseurs tablent sur une participation des entreprises en RFA à une éventuelle reconstruction économique de son voisin de l'Est.

Indice du 10 novembre : Commerzbank 1 862,3 (contre 1 812,1) ; DAX : 1 496,69 (contre 1 449,9).

| | Cours 3 nov. | Cours 10 nov. |
|--------------|--------------|---------------|
| ABF | 236,50 | 246,50 |
| Bayer | 271,30 | 278 |
| Commerzbank | 244 | 257,50 |
| Deutschebank | 264,50 | 268 |
| Hoechst | 266,50 | 264,50 |
| Karstadt | 574 | 605 |
| Mannesmann | 230 | 241,50 |
| Siemens | 519,20 | 552,50 |
| Volkswagen | 417 | 430 |

TOKYO

Progression

L'évolution des taux d'intérêt a aussi pesé sur l'évolution du Nikkei-cho qui termine la semaine en hausse dans un marché actif.

Indice du 10 novembre : Nikkei, 35 663,20 (contre 35 494,80) ; Topix, 2 682,77 (contre 2 685,03).

| | Cours 2 nov. | Cours 10 nov. |
|---------------------|--------------|---------------|
| Alcatel | 790 | 774 |
| Bridgestone | 1 590 | 1 560 |
| Cumax | 1 520 | 1 700 |
| Fuji Bank | 1 380 | 1 380 |
| Honda Motors | 1 850 | 1 830 |
| Malimabita Electric | 2 220 | 2 200 |
| Mitsubishi Heavy | 1 120 | 1 140 |
| Sony Corp. | 2 280 | 2 280 |
| Toyota Motors | 2 690 | 2 590 |

Valeurs diverses

| | 10-11-89 | Diff. |
|------------------|----------|--------|
| Acor | 797 | + 7 |
| Air liquide | 605 | + 13 |
| Ajcomar | 2 776 | + 129 |
| Bic | 685 | + 30 |
| Celso | 589 | + 19 |
| CGIP | 1 413 | + 67 |
| Cid Méditerranée | 572 | + 7 |
| Esilair | 2 840 | + 10 |
| Euro-Dinor | 90,25 | + 2,75 |
| Europe 1 | 1 840 | + 5 |
| Eurotunnel | 53,55 | + 1,20 |
| Groupe Clid | 702 | + 42 |
| Hachette | 370 | + 14 |
| HAVAS | 1 248 | + 73 |
| L'Oréal | 4 340 | + 174 |
| Navigation Mixte | 1 850 | + 7 |
| Nord-Est | 189 | + 0,90 |
| Saint-Gobain | 618 | + 16 |
| Saatchi | 945 | + 43 |
| Ski Rossignol | 1 010 | + 70 |

Pétroles

| | 10-11-89 | Diff. |
|---------------|----------|---------|
| BP-France | 127 | + 5 |
| Elf-Aquitaine | 455 | + 11 |
| Esso | 455 | + 11 |
| Exxon | 219 | + 2,30 |
| Petrolfin | 1 910 | + 25 |
| Primagaz | 504 | + 12 |
| Raffinage | 150 | + 7 |
| Royal Dutch | 403,30 | + 6,80 |
| Sotagrap | 388 | + 7,50 |
| Total | 464,10 | + 14,50 |

EN BREF

□ Bolloré Technologies dispute les tabacs et allumettes du Bénin au groupe Rothmans International. — A la suite de la décision de privatiser Manuella, une manufacture qui emploie cent cinquante personnes, deux groupes ont répondu à l'appel d'offres, lancé au cours de l'été, du gouvernement du Bénin. Pour le groupe français Bolloré, troisième producteur mondial de papier à cigarettes avec Job et qui possède déjà neuf installations en Afrique commerciale, il s'agit de dix milliards de cigarettes par an, cette acquisition représenterait un renforcement de sa division tabac. Son offre d'achat se montait à 13 millions de francs et à un plan d'investissement de 30 millions sur cinq ans. Mais le groupe Rothmans International a proposé davantage : 25 millions de francs pour l'achat et 60 millions de francs d'investissement sur dix ans. A la suite de cela, le groupe Bolloré a réajusté ses propositions. Une procédure que la Banque mondiale considère comme irrégulière. Les autorités béninoises disposent de quatre-vingt-dix jours pour trancher.

□ Ford change de président. — M. Harold Poling a été nommé, le vendredi 10 novembre, président de Ford Motor, le deuxième groupe automobile américain, en remplacement de M. Donald Petersen, qui, à soixante-trois ans, prendra sa retraite au printemps 1990. M. Poling, soixante-quatre ans, est actuellement directeur général et devrait présider aux destinées de Ford pendant trois ans. Chez le

Matériel électrique

| | 10-11-89 | Diff. |
|---------------------|----------|---------|
| CGE | 464 | + 22 |
| CSEE (ex-Signaux) | 314 | + 20,50 |
| EDF | 2 014 | + 4 |
| IBM | 612 | + 67 |
| Intertechnique | 1 690 | + 25 |
| ITT | 362 | + 2,50 |
| Levy-Strauss | 1 195 | + 5 |
| Lyonnais des Eaux | 475 | + 8 |
| Marva | 401 | + 9 |
| Mérim-Gérin | 4 228 | + 28 |
| Moulins | 1 330 | + 2,20 |
| PM Laiton | 1 130 | + 60 |
| Radiotechnique | 555 | + 5 |
| Schlumberger | 256,30 | + 4,20 |
| SEB | 929 | + 28 |
| Sextant-Automatique | 600 | + 12 |
| Siemens | 1 901 | + 131 |
| SCOA | 175,50 | + 3,40 |

Filatures, textiles

magasins

| | 10-11-89 | Diff. |
|--------------------|----------|--------|
| Agache (Fin.) | 1 540 | + 30 |
| BIAV | 612 | + 17 |
| CFAO | 612 | + 17 |
| Damart | 3 720 | + 40 |
| Dunlop | 530 | + 4 |
| Gervais Lafayette | 2 045 | + 25 |
| La Redoute | 3 150 | + 12 |
| Nouvelles Galeries | 735 | + 27 |
| Printemps | 664 | + 11 |
| SCOA | 50 | + 1,50 |

Alimentation

| | 10-11-89 | Diff. |
|------------------|----------|--------|
| Béghin-Say | 680 | + 18 |
| Bougain | 2 950 | + 50 |
| BSN | 695 | + 5 |
| Carrefour | 3 305 | + 4 |
| Celso | 1 195 | + 7,70 |
| Eurocristal | 3 830 | + 9 |
| Guyonnet et Gasc | 940 | + 20 |
| Mobi-Hemery | 4 827 | + 23 |
| Nestlé | 31 500 | + 750 |
| Océid (Gis) | 718 | + 8 |
| Olida-Caby | 395 | + 5 |
| Peroud-Ricard | 1 405 | + 12 |
| Prodomet | 3 726 | + 39 |
| Sauvage-Châillon | 330 | + 80 |
| Source Perrier | 1 843 | + 87 |

Métallurgie

construction mécanique

| | 10-11-89 | Diff. |
|------------------|----------|---------|
| Alpi | 435 | + 81 |
| Ariens Dumas | 600 | + 8 |
| De Dieulac | 2 067 | + 77 |
| FACOM | 1 500 | + 1 |
| Fives-Lille | 322 | + 7 |
| Marine Wouda | 444 | + 8 |
| Penholt | 464 | + 9 |
| Peugeot SA | 812 | + 6 |
| Sagem | 1 590 | + 40 |
| Sauvage-Châillon | 330 | + 80 |
| Stralor | 1 140 | + 9 |
| Valco | 785 | + 26 |
| Valloirec | 477,50 | + 21,50 |

Bâtiment, travaux publics

| | 10-11-89 | Diff. |
|--------------------|----------|--------|
| Axill d'Est | 925 | + 9 |
| Bouygues | 651 | + 20 |
| Ciments Français | 1 515 | + 70 |
| Dumez | 540 | + 19 |
| J. Leclerc | 1 090 | + 4 |
| J. Leclerc | 1 150 | + 39 |
| Lafarge | 1 397 | + 23 |
| Mansoux Patis | 70 | + 0,20 |
| Poliet et Chausson | 598 | + 19 |
| SCB | 1 120 | + 1 |
| SGE-SB | 230,50 | + 2,30 |

Mines, caoutchouc

| | 10-11-89 | Diff. |
|------------|----------|---------|
| Géoprog | 761 | + 6 |
| Imetal | 163,60 | + 6,70 |
| Métaleurop | 274,60 | + 44,60 |
| RTZ | 54,60 | + 2,85 |
| ZCC | 2,90 | + 0,40 |

Produits chimiques

| | 10-11-89 | Diff. |
|--------------|----------|--------|
| Int. Mérimex | 5 810 | + 490 |
| Labo. Bol. | 2 180 | + 13 |
| Roussel Ucl | 2 410 | + 104 |
| Basf | 911 | + 7 |
| Boyer | 963 | + 12 |
| Hoechst | 968 | + 7 |
| Imp. Chimie | 1 085,50 | + 1 |
| Norsk Hydro | 1 29,80 | + 1,10 |

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 10 nov. 1989
Nombre de contrats : 55 701.

| | Dec. 89 | Mars 90 | Juin 90 | Sept. 90 |
|--------------|---------|---------|---------|----------|
| Premier | — | — | — | — |
| + haut | 105,80 | 105,82 | 105,92 | — |
| + bas | 105,56 | 105,62 | 105,84 | — |
| Dernier | 105,70 | 105,74 | 105,92 | — |
| Compensation | 105,70 | 105,72 | 105,94 | — |

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 6 nov. | 7 nov. | 8 nov. | 9 nov. | 10 nov. |
|------------|------------|------------|------------|------------|---------|
| RM | 2 409 817 | 3 126 429 | 2 567 012 | 2 372 283 | — |
| Comptant | 11 442 567 | 10 302 661 | 7 821 300 | 8 369 820 | — |
| R. et obl. | 214 038 | 391 107 | 186 514 | 198 505 | — |
| Total | 14 066 472 | 13 820 197 | 10 574 826 | 10 940 608 | — |

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

| | 119,8 | 118,7 | 119,3 | 120,8 | — |
|-----------|-------|-------|-------|-------|---|
| Étrangers | 113 | 112,6 | 113,2 | 114,3 | — |

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

| | 115,2 | 113,8 | 114,8 | 116 | 117,2 |
|--|-------|-------|-------|-----|-------|
|--|-------|-------|-------|-----|-------|

(base 100, 31 décembre 1981)

| | 511 | 500,6 | 501,7 | 507,6 | 507,1 |
|--|-----|-------|-------|-------|-------|
|--|-----|-------|-------|-------|-------|

(base 1000, 31 décembre 1987)

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

BORSES
ÉTRANGÈRES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Amélioration temporaire

L'espoir d'une détente du foyer de l'argent outre-Atlantique était si fort qu'il a suffi d'une injection de liquidités, mardi dernier, dans le système bancaire aux États-Unis pour provoquer un changement d'humeur sur l'ensemble du marché international des capitaux. L'incertitude persistante de ces dernières semaines s'est soudainement dissipée. Elle a fait place, mercredi et jeudi, à un optimisme qu'on aurait pu croire sans mélange si l'on avait fait abstraction de la fermeté des cours de l'or.

Témoignant de la fragilité des marchés financiers autant que des craintes relatives à l'inflation, la montée des prix du métal jaune n'a pas manqué d'être mise à profit par plusieurs eurobanques. Au paradis des warrants, en Suisse, deux établissements américains, Salomon et Goldman Sachs, ainsi que la Banque du Gothard ont émis avec succès des bons permettant à leurs détenteurs de bénéficier au mieux de la hausse du prix de l'or. Les prix d'exercice de leurs warrants s'élevaient entre 360 et 390 dollars l'once.

Dès vendredi, le ton était redevenu hésitant sur les marchés obligataires. La Réserve fédérale américaine avait entre-temps indiqué qu'elle n'était pas prête, contrairement aux attentes, à laisser glisser le foyer de l'argent au jour le jour à moins de 8,50 %. Il ne lui en coûtait finalement, en termes de rendement, que quelques dixièmes de plus que les fonds d'État français. Par rapport à un emprunt direct en francs français, l'économie est d'une dizaine de centimes.

C'est ainsi qu'en francs français un nouvel euro-emprunt de 1 milliard à vue le jour le 9 novembre. Le débiteur en est le Crédit local de France, dont la dette internationale, sans être garantie par la République, bénéficie des plus hautes notations de la part des agences spécialisées américaines (AAA/Aaa). Les titres, émis à 100,625 % du pair, seront rémunérés au taux de 9,25 % l'an durant dix ans. Au pied des commissions, leur rendement se situait à 58 centimes au-dessus de celui des fonds d'État correspondants. Ces conditions ont trouvé la faveur des investisseurs internationaux. Quelques heures seulement après son lancement, le succès de la transaction paraissait assuré.

De fait, le débiteur recherchait des ressources à taux variable et non à taux fixe. A cette fin, un contrat d'échange de taux d'intérêt a été conclu par l'intermédiaire du Crédit lyonnais, sous la direction

duquel était placée l'opération. Le coût de l'emprunt s'en trouve réduit au taux annuel monétaire (TAM) moins une quinzaine de centimes. Ce résultat est impressionnant. Dans la conjoncture de ces derniers jours, il aurait été difficile de l'obtenir directement.

Des swaps qui s'adosent

Il convient d'insister sur de tels aspects techniques car les opérations d'échange (ou swaps) de taux d'intérêt et de devises sont au cœur même du marché international des capitaux. Très souvent c'est de leur conclusion que dépend la réalisation d'un projet d'emprunt. La transaction du Crédit local est typique à cet égard. Elle ne se serait peut-être pas matérialisée si le swap qu'elle masque n'avait pu être adossé à un autre swap qui concerne une transaction apparemment indépendante : un euro-emprunt de 150 millions de dollars canadiens de dix ans de durée que la Banque européenne d'investissement avait émis la veille sous la direction de Goldman Sachs International.

La Banque européenne pour sa part souhaitait obtenir du franc français à taux fixe, qu'elle ne pouvait, la semaine dernière, se procurer par le dollar canadien. Il ne lui en coûtait finalement, en termes de rendement, que quelques dixièmes de plus que les fonds d'État français. Par rapport à un emprunt direct en francs français, l'économie est d'une dizaine de centimes.

Dans de telles circonstances, le Crédit local de France a fait presque figure d'exception en émettant jeudi un emprunt de 725 millions de francs suisses dont le produit n'est pas «swappé». Ses obligations de dix ans de durée, garanties par la République française, portent intérêt au taux de 8,125 %. Elles sont émises à 101 % du pair sous la direction du Crédit suisse.

Les engagements pris au plus haut niveau politique qui lient les devises françaises et allemandes font de la monnaie helvétique une devise d'emprunt très intéressante. Le franc suisse est devenu un satellite du deutschemark, et nombreux sont ceux en France qui en concluent que le risque de change est insignifiant. Or les taux d'intérêt à servir sur des titres en francs suisses à longue échéance sont encore de loin inférieurs à ceux du franc français ou du mark. Les investisseurs suisses continuent d'accepter de faibles rendements réels, en dépit d'une inflation dont le taux est plus élevé qu'en France ou en Allemagne et pourrait bien, de l'avis des experts de J.P. Morgan, dépasser le niveau américain d'ici à la fin de l'année. La transaction du Crédit local a été bien accueillie.

Sur le marché des euro-obligations en dollars, l'activité s'est poursuivie à un rythme soutenu. À coup d'énormes opérations lancées suivant la méthode américaine de syndication, dont le but est d'assurer aux banques un minimum de rétribution pour leur travail. Cette méthode a été appliquée pour la première fois dans le euro-marché au cours de l'été à l'occasion d'un emprunt de 500 millions de dollars pour le compte de la Nouvelle-Zélande.

Ce pays a lancé vendredi, sous la conduite de Morgan Stanley International, une seconde tranche de 350 millions d'obligations qui, rémunérées à 9 % l'an durant cinq ans, devaient être officiellement émises à 100,90 %. La formule implique que les banques chargées du placement s'engagent durant une brève période à ne pas céder de titres à moins d'un certain prix. Elle est dépourvue de son sens si la discipline n'est pas scrupuleusement respectée par tous les participants, ce qui semble avoir été le cas vendredi.

CHRISTOPHE VETTER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un soulagement prudent

Après les eaux glacées de la Bérézina, c'est dans un bain nettement plus tiède que s'est achevée la période sans revue, grâce au réchauffement procuré par le vent d'Amérique. La Réserve fédérale des États-Unis (FED), ayant eu la bonne idée de faire baisser d'un quart de point les taux d'intérêt à court terme domestiques, le monde entier a accueilli avec joie la nouvelle, considérée comme le signe avant-coureur, peut-être, d'une détente générale des taux d'intérêt, dont l'espoir est nourri depuis des mois mais a toujours été déçu. Un net soulagement a certes été enregistré partout, notamment en Europe, mais il demeure prudent, car l'amélioration reste bien fragile.

La semaine commença par un véritable «lundi noir», sous l'influence des mauvaises nouvelles de la veille du week-end précédent : maintien du niveau du chômage aux États-Unis, qui ne laissait guère présager un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale; la reprise de l'ascension des taux d'intérêt allemands. A Paris, les cours du MATIF sur l'échéance décembre plongèrent d'un point entier, à 104,40, au plus bas depuis février dernier : c'était à nouveau la Bérézina.

Puis vint la divine surprise, à savoir une initiative très nette prise par la FED, celle d'injecter massivement des liquidités sur le marché interbancaire au jour le jour, pour en ramener le taux de 8,75 % à 8,50 %. Du coup, une petite banque, la Southwest, de Saint-Louis, réputée pour son aptitude à anticiper les événements, ramena de 10,50 à 10 % son taux de base. Il n'en fallait pas plus pour renverser la vapeur sur le MATIF, où le cours de l'échéance décembre remonta en deux jours de 104,40 à 106,10 (certificats, s'abstenir).

Jeudi et vendredi, toutefois, la prudence recommandait à l'emprunteur, mais sans précipitation, ni psychisme, les cours du MATIF revinrent sans fièvre à 105,60 environ. D'un côté, la Réserve fédérale, pour bien montrer qu'elle n'était pas disposée à tout lâcher - afin d'éviter une hypothétique récession - intervenait sur le marché interbancaire, en pompant des liquidités pour stopper la baisse des taux à

8,5 %; de l'autre, M. Wayne Angell, un des sept gouverneurs de la FED, indiquait que cette institution avait pour objectif de ramener à 3 % le taux d'inflation américain en 1990 et que le rythme annuel de 4,3 % ne le satisfaisait pas du tout.

C'était indiquer assez clairement que la Réserve fédérale restait plus encline à appuyer sur le frein que sur l'accélérateur et qu'il ne fallait guère s'attendre à une diminution des taux supplémentaires. Mais, tout de même, une réduction d'un quart de point, c'est bon à prendre.

Entre-temps, l'indice des prix de gros américain pour le mois d'octobre était tombé à +0,4 % au lieu de 0,3 % ou 0,2 % prévu. Certes, l'augmentation était bien moins forte que le mois précédent (+0,9 %), mais le ralentissement observé n'était guère suffisant pour engager la Réserve fédérale sur la voie de l'assouplissement en grand. Sans doute a-t-on relevé que, hors énergie et alimentation, la hausse des prix de gros n'avait été que de 0,1 % et restait quasi nulle, sur les matières premières et les produits intermédiaires, gage de sagesse pour les prix de détail à venir.

En fin de semaine, le ton était à la prudence, teintée de confiance malgré tout. A Paris, l'événement a été la chute du foyer de l'argent au jour le jour, revenu de 10,5 % à moins de 9,50 % vendredi après-midi. Cette chute s'est effectuée malgré les prélèvements effectués par la Banque de France sur les liquidités du marché, lors de ses deux appels d'offres (17,7 milliards de francs, puis 22,2 milliards de francs).

La Banque de France a justifié ces ponctions par l'avance considérable prise par les banques dans la constitution de leurs réserves obligatoires au 15 novembre, avance de précaution, réalisée par les établissements qui craignaient une nouvelle hausse des taux à court terme en début de semaine. Malgré lesdites ponctions, et en raison de l'amélioration du climat, le recul du foyer de l'argent au jour le jour se confirmait à la veille du week-end.

En Allemagne, en revanche, la baisse du deutschemark, après la suppression du mur de Berlin (voir ci-dessus) réorientait à la hausse

les rendements à long terme, qui remontaient à 7,20 % pour l'emprunt d'État à dix ans, sur des rumeurs de nouveau relèvement des taux directeurs de la Bundesbank d'ici à la fin de l'année.

Sur le front parisien des taux à long terme et pour les mêmes raisons que sur celui des taux à court terme, cela allait beaucoup mieux et même très bien en fin de semaine, après la chute glaciale de la semaine dernière : tout est relatif. Mais, au départ, tout alla très mal : le fameux «lundi noir», le rendement de l'OAT, 8 1/8 % en 1999 qui, de 8,96 % le jeudi précédent, lors de l'adjudication du Trésor, était déjà passé à 9,05 % le lendemain, bondissait à 9,15 % dans la consternation générale. Il est vrai que, de l'autre côté du Rhin, l'emprunt fédéral à dix ans voyait son rendement s'élever de 7,20 % à 7,25 %. Le pessimisme devenait aigu et, à Paris, on envisageait le pire, avec des taux allemands en hausse continue et un marché français à la remorque.

La divine surprise évoquée précédemment renversa d'un coup la tendance, qui était devenue tout à fait psychologique et l'émission d'EDF, 1 milliard de francs sur onze ans en deux tranches, lancée le mercredi sous l'égide de la Société générale et de la banque Indosuez, reçut un accueil si chaleureux que le marché s'en trouva tout à coup réorienté.

Il faut dire que d'abord les rendements offerts étaient fort avantageux pour les prêteurs : 9,38 % et 9,39 % sur les deux tranches, conformément à leurs vœux. Ensuite, comme nous l'avions signalé la semaine dernière, les investisseurs institutionnels, peu soucieux jusqu'à présent de s'engager, sont en retard sur leurs placements, tandis que les réseaux alimentant les particuliers ont été servis de papier à long terme et à taux fixe depuis quelque temps. Ces données expliquent la petite ruée qui a été observée sur l'emprunt EDF. La Caisse nationale de l'énergie en a profité pour lever 500 millions de francs en huit ans à un taux un peu moins élevé, 9,21 %, mais l'accueil fut un peu moins chaud : l'amélioration est si fraîche et si fragile...

F. R.

DEVISES ET OR

Vent d'Est pour le dollar

Restés assez calmes durant toute la semaine, les marchés des changes se sont un peu animés à la veille du week-end avec les événements à l'Est, notamment la suppression du mur de Berlin. La baisse des taux à court terme américains n'a pratiquement pas influencé la tenue du dollar en milieu de période. L'ouverture des frontières de la RDA en risquant de provoquer un nouvel afflux de réfugiés en RFA serait de nature à déprimer le deutschemark, estimant certains opérateurs, en relançant la consommation et l'inflation, sans oublier le chômage.

La prise en charge virtuelle de l'Allemagne de l'Est, selon eux, serait ruineuse pour l'Allemagne de l'Ouest, tant les différences de niveau de vie et de technologie sont importantes. D'autres opérateurs considèrent, au contraire, que cette ouverture constitue une chance pour la RFA, qui pourrait compter sur un marché de près de 80 millions de francs.

Dans l'immédiat, ce sont les pessimistes qui l'ont emporté, le deutschemark reculant par rapport au dollar, dont le cours, qui, toute la semaine, avait oscillé entre 1,84 DM et 1,89 DM, a fini par déborder les 1,86 DM vendredi soir. La devise allemande a également fléchi par rapport au yen, la rumeur d'une nouvelle hausse des taux au Japon continuant de circuler, un peu prématurément, pense-t-on.

Le deutschemark, enfin, a reculé par rapport au franc, son cours à Paris retombant sous la

barre de 3,39 F; la déclaration du chancelier Kohl la semaine dernière suivant laquelle la réévaluation du mark n'aurait pas lieu a mis fin dans l'immédiat aux rumeurs de «réajustement» du système monétaire européen d'où la formaté du franc.

Tensions inflationnistes

Sur le front des relations monétaires franco-allemandes, on a noté quelques «sorties» françaises plutôt offensives lundi, devant la Chambre de commerce de Francfort. M. Pierre Bérégovoy, a réaffirmé que «s'il est une chose que la France se refuse à importer d'Allemagne, c'est bien de l'inflation», précisant qu'une «réévaluation du deutschemark signifierait que la RFA réduirait les prix de ses produits importés au détriment de ses partenaires européens, lesquels connaîtraient des tensions inflationnistes. La stabilité d'ensemble du SME risquerait de s'en trouver compromise».

Jettant une pierre dans le jardin allemand et évoquant les déséquilibres commerciaux en Europe, M. Bérégovoy a souligné qu'il fallait «s'interroger sur les causes d'une progression restée longtemps languissante de la demande intérieure en RFA et, en particulier, de la consommation».

Lui faisant écho deux jours plus tard, à la Journée internationale

des banques, toujours à Francfort, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a déclaré qu'«il serait absurde qu'un pays comme le mien permette que des pressions inflationnistes y soient imposées du fait d'un changement de parités». Rappelant que l'écart d'inflation entre la RFA et la France n'était plus que de 0,3 % actuellement contre 1,5 % en 1988 et 6,7 % en 1979, il s'est demandé si «les pays qui ont des excédents persistants ne devraient pas remettre en cause de manière plus résolue des protections et des rigidités internes qui compliquent leur propre situation et celle de leurs voisins?».

Notons, toutefois, qu'à partir de janvier prochain l'écart d'inflation de la France avec la RFA pourrait se creuser un peu, la progression des prix allemands s'effectuant par rapport à des bases précédentes, artificiellement gonflées par une augmentation des taxes, précisément en 1988. Rappelons également que l'INSEE prévoit une hausse des prix de 3,7 % en France pour l'année prochaine, et que le cycle de l'inflation pourrait revenir à 2,8 % outre-Rhin, ce qui compliquerait un petit peu la situation.

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 AU 10 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Livre | S.E.M. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Lira italienne |
|-----------|---------|---------|----------------|--------------|---------|-------------|---------|----------------|
| New-York | 1,9800 | 15,8856 | 61,3128 | 53,8358 | 2,5674 | 47,7441 | 0,8738 | |
| Paris | 1,5700 | 15,8846 | 61,2228 | 54,2446 | 2,5626 | 48,8538 | 0,8738 | |
| Bruxelles | 5,9461 | 0,7090 | 385,96 | 338,90 | 16,1017 | 390,55 | 4,6692 | |
| Amsterdam | 9,8219 | 0,6569 | 386,76 | 338,90 | 16,1017 | 390,55 | 4,6692 | |
| Zurich | 2,5762 | 1,6175 | 26,8694 | 22,8580 | 87,8802 | 1,3776 | 1,2607 | |
| Frankfurt | 2,8246 | 1,8575 | 26,8694 | 22,8580 | 87,8802 | 1,3776 | 1,2607 | |
| Bruxelles | 2,8943 | 1,8435 | 26,4081 | 22,8580 | 87,8802 | 1,3776 | 1,2607 | |
| Amsterdam | 61,541 | 38,95 | 6,1874 | 5,3881 | 28,9098 | 18,5963 | 2,8766 | |
| Bruxelles | 60,7904 | 38,72 | 6,1892 | 5,3902 | 28,9035 | 18,5963 | 2,8766 | |
| Amsterdam | 3,3953 | 2,0945 | 335,72 | 298,41 | 112,76 | 5,374 | 1,5460 | |
| Amsterdam | 21,35 | 1,354 | 215,09 | 188,16 | 728,94 | 34,7625 | 646,45 | 1,3363 |
| Milan | 212,56 | 1,354 | 215,09 | 188,16 | 728,94 | 34,7625 | 646,45 | 1,3363 |
| Tokyo | 225,94 | 143 | 22,7164 | 19,6762 | 76,9852 | 2,6713 | 68,7248 | 0,1056 |
| Tokyo | 224,98 | 143,50 | 22,9038 | 19,8935 | 77,7325 | 2,7009 | 69,6111 | 0,1058 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 novembre, 4,021 F contre 4,3657 F le vendredi 3 novembre.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'inquiétude des céréaliers français

Si les cours du blé restent fermes en ce milieu d'automne - ils s'élevaient autour de 4 dollars le boisseau en fin de semaine -, les céréaliers français sont inquiets. L'Union européenne, qui leur achète bon an mal an quelque trois millions de tonnes de blé, s'est jusqu'à présent abstenue de toute commande depuis le début de la campagne 1989-1990, amorcée fin juillet.

Le président de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), M. Daniel Tournay, a fait état le 8 novembre de cette situation délicate, estimant que Moscou ne devrait pas acheter de blé français avant le début de l'année prochaine. Pour atteindre les objectifs nationaux d'exportation, situés entre 8,5 et 9,5 millions de tonnes, il faudrait selon lui que l'URSS et la Chine se portent acquéreurs de 7 millions de tonnes

de blé avant la fin de la campagne en cours.

Le peu d'appétit des Soviétiques pour le grain tricolore tient à plusieurs motifs. Ils tablent d'abord sur une récolte de blé de 58 millions de tonnes pour 1989, supérieure de 3,5 millions de tonnes à celle de l'année précédente. Ils attendent dans ces conditions de connaître les premiers résultats du programme mis en place par Mikhail Gorbatchev visant à rémunérer en devises les surplus livrés par les agriculteurs.

Il semble que cette incitation ne s'est pas traduite, loin s'en faut, par une augmentation des livraisons et c'est pourquoi les professionnels comptent sur des achats soviétiques dès janvier. Une autre raison de l'abstention de Moscou vis-à-vis du blé français tient aussi à la préférence actuellement manifestée pour le blé... britannique, jugé comme étant de très bonne qualité et surtout moins cher que la marchandise française, en raison de frais de transports intérieurs moins élevés.

Le grain britannique se traite à 4 ou 5 dollars par tonne en deçà du prix proposé pour les producteurs de l'hexagone, et cela suffit à faire la différence auprès des acheteurs soviétiques. Les opérateurs français estiment cependant que cet écart devrait bientôt se réduire, le Royaume-Uni ne disposant plus de beaucoup de grain pour l'exportation.

Mais en réalité, l'URSS apparaît cette année comme un petit acheteur de blé, si on compare ses besoins à ceux des années précédentes. Les estimations de ses importations totales pour 1989-1990 sont de 11 millions de tonnes, contre 15 millions de tonnes en 1988-1989 et 22,3 millions de tonnes en 1987-1988. L'ONIC explique cette diminution à la fois par l'amélioration des récoltes, tant

en quantité qu'en qualité, et par la «réaffectation des devises disponibles à la production locale plutôt qu'à l'exportation».

Enfin, l'Union soviétique préfère pour l'instant jeter son dévolu sur les céréales fourragères, en achetant beaucoup de maïs, compte tenu de ses prix nettement inférieurs à ceux du blé. Elle a ainsi acquis en septembre quinze jours 8 millions de tonnes de maïs livrables dans les prochaines semaines.

Pour la campagne en cours, les engagements de vente en blé tendre (panifiable) de la CEE s'élèvent à 5,07 millions de tonnes, dont 3,155 millions de tonnes pour la France. La Communauté a ainsi pris des options fermes avec la Turquie (1,3 million de tonnes, dont 1 million de tonnes de blé français), l'Iran (700 000 tonnes, dont 200 000 tonnes «France»), la Syrie (400 000 tonnes, dont la moitié «France»), l'Algérie (250 000 tonnes), le Maroc (240 000 tonnes), et la Tunisie (250 000 tonnes), ces trois pays du Maghreb étant servis exclusivement en grain français. La non-vente de blé à la Chine a enfin été motivée, selon l'ONIC, par des «raisons politiques» liées aux événements du printemps dernier à Pékin.

ERIC FOTTORINO

Un nouvel accord sur le jute. Les pays producteurs et consommateurs de jute ont signé début novembre un nouvel accord de cinq ans qui remplacera en 1991 l'accord actuel. Cet instrument, qui ne prévoit aucune clause économique de stabilisation des prix, vise à promouvoir l'utilisation du jute (pour les sacs, tapis, papiers peints), face à la concurrence des fibres synthétiques. Le jute est principalement produit au Bangladesh, en Inde, en Chine, en Thaïlande et au Népal. L'URSS, qui a participé aux discussions, n'a pas adhéré à cet accord.

سكندرية

حکومتی اہل

CAMBODGE : le retour des Khmers rouges

Washington et Londres sont contraints de modifier leurs positions sur le conflit

A l'approche du débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur le Cambodge, qui doit s'ouvrir le 15 novembre, les gouvernements occidentaux commencent à réviser leurs positions respectives sur le conflit.

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, vient d'annoncer une « adaptation » de la ligne britannique pour tenir compte des changements intervenus récemment au retrait des troupes vietnamiennes — et « pour qu'il soit bien clair que nous n'appuyons d'aucune façon les Khmers rouges ». Londres a également décidé d'envoyer « dans quelques semaines » à Phnom-Penh un diplomate pour la première fois depuis 1975.

Auparavant, Washington avait avancé l'idée, pour sortir de la négociation de l'impasse, d'une « participation minimale » des Khmers rouges à un gouvernement de transition, une solution baptisée « formule Baker », du nom du secrétaire d'Etat américain. Dans la même veine, M. Baker a ajouté, cette semaine à Canberra, qu'il serait « intéressant » de voir si la Chine, qui soutient les Khmers rouges, est prête à porter la responsabilité, le cas échéant, de leur retour au pouvoir.

Les récents développements sur le terrain sont à l'origine de cette

révision. Profitant du vide laissé par le retrait, fin septembre, d'un dernier contingent de troupes vietnamiennes du Cambodge, la coalition armée de Phnom-Penh a marqué des points, notamment dans l'ouest du pays, à la frontière de la Thaïlande. Comme on s'y attendait, la guérilla des Khmers rouges s'est montrée plus dangereuse que celles des Sihanoukistes et du Front de M. Son Sam. En d'autres termes, le soutien occidental à la coalition présidée par le prince Sihanouk a relancé le débat sur le risque d'un retour des Khmers rouges au pouvoir. Les médias s'en sont emparés, l'opposition travailliste en Grande-Bretagne a interpellé le gouvernement, le Congrès américain s'est divisé.

Autre problème : les Etats-Unis exigent du Vietnam qu'il retire ses troupes du Cambodge avant d'établir des relations diplomatiques avec Hanoï et de lever le blocus économique qu'eux-mêmes et leurs alliés lui imposent. Depuis le retrait militaire vietnamien, cette position s'est modifiée puisque, comme le souligne un projet de résolution qui sera présenté le 15 novembre à l'ONU par les alliés régionaux des Américains — avec le soutien de quelque soixante-dix pays, — « tout retrait des forces étrangères sans supervision, contrôle ou vérification de l'ONU n'entre pas dans le cadre d'un règlement politique global ». Après l'échec de la Conférence de

Paris sur le Cambodge et en l'absence d'un règlement, on propose donc à l'ONU, où le siège du Cambodge est toujours détenu par la coalition que préside le prince Sihanouk, une déclaration de non-reconnaissance du retrait des troupes vietnamiennes.

Embarras

Or un rapport officiel américain en date du 6 octobre estime que d'« un point de vue stratégique, nous pouvons sans risque dire que l'armée vietnamienne s'est, en fait, retirée du Cambodge ». Ce qui « veut dire que, même si que les éléments demeurent sur place, le Vietnam n'a plus au Cambodge d'unités militaires organisées et capables de procéder à des opérations de combat ». Bref, les Vietnamiens se seraient tout autant retirés du Cambodge que les Soviétiques d'Afghanistan sept mois plus tôt. Et l'armée de Phnom-Penh, toutes proportions gardées, bénéficie d'un ravitaillement en matériel de guerre soviétique aussi volumineux que celle de Kaboul.

Washington et Londres, qui offrent une aide aux mouvements de M. Son Sam et du prince Sihanouk, vont continuer de soutenir à l'ONU la coalition que préside le prince. Mais la publicité faite autour des succès, encore que relatifs, des Khmers rouges sur le terrain plonge les deux capitales dans l'embarras. La seule solution serait de reprendre, le plus tôt serait le mieux, le fil de la négociation, ce

qui explique pourquoi, revenant sur sa position antérieure, Washington a demandé, voilà dix jours, à la Chine, à l'URSS et à la France d'user de leur influence pour imposer une solution au Cambodgien.

Même si Paris a fourni des armes aux partisans de Sihanouk, la position de la France demeure plus en retrait, ne serait-ce que parce qu'elle fut l'hôte des négociations sur le Cambodge. Le gouvernement français, qui n'a jamais reconnu que Sihanouk et voté que pour lui à l'ONU, envisage cependant d'infirmer également sa ligne. Une Alliance française va s'ouvrir à Phnom-Penh, et M. Roland Dumas se rendra au Vietnam en février, une visite reportée de quelques semaines en raison des charges du calendrier du ministre français des affaires étrangères.

Même si des divergences subsistent, notamment entre les Français, d'une part, et les Anglais et les Américains de l'autre, l'obligation de prévenir un éventuel retour des Khmers rouges au pouvoir prend du poids. Le retrait vietnamien du Cambodge a fragilisé le régime de Phnom-Penh, dont l'armée n'avait pas encore été véritablement testée. Mais il a, du même coup, mis en relief le risque khmers rouges, que les Occidentaux peuvent difficilement assumer. Cela ne fait sans doute pas l'affaire de la diplomatie chinoise, déjà fortement isolée. Mais on pourrait y trouver matière à tenter de relancer la négociation sur de nouvelles bases.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les cérémonies du 11 novembre

Placée sous le signe de la Marcellaise, la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 devait avoir, cette année, des allures de bicentenaire. Aux cérémonies de samedi matin à l'Arc de triomphe, présidées par M. François Mitterrand, le message était concrétisé par le rapprochement des « poilus » de 14-18 en bleu horizon et de l'armée révolutionnaire en tenue de la garde nationale, et de deux canons datant respectivement de 1792 et de 1918. Le monument était décoré d'une affiche agrandie du dessinateur Jean Carlu représentant Rouget de Lisle suivi d'une cohorte de « poilus ». Une gerbe devait d'ailleurs être déposée samedi après-midi sur la tombe du créateur de l'hymne national en l'église Saint-Louis des Invalides.

Comme chaque année, le chef de l'Etat devait décorer des anciens combattants, remettant les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à six anciens soldats de la première guerre mondiale, âgés de

quatre-vingt-dix à quatre-vingt-dix-huit ans. Accompagné du premier ministre, M. Michel Rocard, et du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, M. Mitterrand devait ensuite s'incliner devant la statue de Georges Clemenceau, président du Conseil et ministre de la guerre en 1918. Une plaque à la mémoire du « père La Victoire » devait en outre être inaugurée à la station de métro « Champs-Élysées-Clemenceau ».

Toutes les communes de France devaient, elles aussi, célébrer l'armistice. A Nouméa, après la cérémonie traditionnelle, des manifestants (350 à 400 selon les organisateurs) se sont rendus au haut-commissariat à la République pour protester contre le projet de loi d'amnistie des crimes de sang en Nouvelle-Calédonie, à l'appel d'associations d'anciens combattants, du Front national et du Front calédonien (petit parti d'extrême droite opposé aux accords de Matignon).

L'Académie se rebiffe

Les places réservées aux représentants de l'Académie française aux cérémonies de l'Arc de triomphe le 11 novembre et à la messe des Invalides le 12 resteront vides.

A l'unanimité, les académiciens ont décidé, le 9 novembre, ce « boycottage » (« rupture concertée de toute relation avec un groupe », dit leur dictionnaire) pour protester contre le décret du 13 septembre dernier qui a fait rétrograder leur secrétaire perpétuel de la seizième à la vingt-quatrième place dans la

hiérarchie protocolaire des corps constitués de la République, après le préfet de police ou le président de région.

Quant aux académiciens, ils sont relégués après toutes sortes d'organismes, dont la Commission de contrôle des opérations de Bourse.

Qu'en ont-ils pensé si Léon Blum, en 1936, avait modifié les présences de l'Etat pour faire passer les agents de change avant Henri Bergson ou Paul Valéry ?

A.P.-D.

L'ESSENTIEL

Il y a trente ans, le plate-forme de Bad-Godesberg... 2

Les conflits régionaux en URSS

Violents affrontements en Moldavie... 4

Le budget à l'Assemblée nationale

Solidarité, santé, protection sociale : l'augmentation des crédits n'a pas permis d'éviter la réserve... 7

Les livres politiques

Poèmes enfants gâtés, par André Laurens... 8

Publicité : un Mondial francophone

La troisième édition du Mondial de la publicité francophone a été marquée par la présence d'agences de publicité de nombreux pays africains... 8

« Le Canard enchaîné » et Jacques Médéric

Sans le nommer, le Canard enchaîné, dans sa dernière édition, a consacré un long article aux différentes découvertes qui auraient été faites par la police au domicile d'un homme politique connu. En le nommant, ses proches violent au secours de Jacques Médéric... 9

Au secours des femmes battues

Une campagne nationale contre la violence conjugale sera lancée en France à partir du 15 novembre... 9

Les récriminations du professeur Stehelin

Dans une lettre ouverte adressée au comité suédois, le chercheur de Lille s'indigne de n'avoir pas été associé au dernier prix Nobel de médecine. 9

Mémoires d'une sœur

Maximilien Robespierre avait une sœur, aimante, mais possessive. Reine Barthelemy et Jean-Marie Lehec se sont servis de ses Mémoires pour leur spectacle, Charlotte de Robespierre... 10

Histoire d'un mythe

La vraie histoire de la Bastille, fortresse, prison, place, fait l'objet d'une exposition. Ce sont les aventures du Bicentenaire... 10

L'avenir des Chantiers de la Ciotat

Ultimes négociations entre Loxmar et le conseil général des Bouches-du-Rhône... 13

Le nucléaire en Grande-Bretagne

Le projet de privatisation est ajourné... 13

Crédits, changes, grands marchés

La Bourse de Paris sous l'empire du doute. Vient d'Est pour le dollar. L'inquiétude des créanciers français... 14 et 15

Services

Abonnements... 12
Cartes... 12
Mots croisés... 12
Météorologie... 11
Spectacles... 11
Télévision... 12

Le numéro de « Monde » daté 11 novembre 1989 a été tiré à 529 793 exemplaires

GRÈCE

M. Mitsotakis a renoncé à former un gouvernement

Le leader conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, président du parti Nouvelle Démocratie, arrivé en tête lors des élections législatives du 5 novembre, mais sans majorité absolue, a renoncé vendredi 10 novembre à former un gouvernement. Une mission exploratoire de trois jours, telle celle dont il avait été chargé, a été confiée le jour même à M. Andreas Papandréou, président du PASOK (Parti socialiste).

Après avoir rencontré M. Papandréou, M. Harilaos Florakis, leader de la coalition de la gauche et du progrès (droite par les communistes), et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

M. Papandréou s'est prononcé pour un gouvernement soutenu par le PASOK, la Coalition de gauche et du progrès, le député indépendant Apostolos Lazaris, et le député indépendant Apostolos Lazaris, et leur avoir proposé de former un « gouvernement d'union nationale » de courte durée, M. Mitsotakis n'a pu parvenir à un accord.

L'expertise balistique sur les « têtes coupées »

Un juge d'instruction poursuit Christine Ockrent en diffamation

La journaliste Christine Ockrent et M. Claude Contamine, ancien PDG d'Antenne 2, ont été inculpés, mercredi 8 novembre, de diffamation par M. Ivan Auriel, juge d'instruction à Angers. Ces inculpations font suite à la plainte pour violation du secret de l'instruction et diffamation, déposée par M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction à Nantes, dans le cadre de l'affaire dite des « têtes coupées », dans laquelle M. Dubigeon avait, pour tenter d'établir les circonstances d'une mort violente, fait procéder à une peu banale expertise de criminalistique (le Monde des 16 et 17 octobre 1988).

Il y a quelques semaines, dans le cadre de cette même affaire, M. René Jaffré, ancien bâtonnier de Nantes, avait déjà été inculpé pour complicité de diffamation.

Au tout début, il y avait eu la disparition — c'était en 1986 — de Marie-Thérèse Baudry, trente-six ans, tenancière du Tropic-Bar, un débit de boissons nocturne de Nantes. Son corps n'avait été retrouvé qu'en novembre de l'année suivante dans la région d'Angers, au fond d'un puits, recouvert sous 3 mètres de béton et dans un bain de chaux vive. Après l'inculpation de Louis Maréchal, quarante-huit ans, propriétaire de l'établissement et principal suspect, M. Gilles Dubigeon, juge d'instruction chargé de ce dossier, avait tenté d'établir les circonstances exactes de la mort de la tenancière du Tropic-Bar. C'est

ainsi qu'avait été réalisée, sous l'autorité du professeur Rodat, médecin légiste à Nantes, une expertise criminalistique hors de l'ordinaire. Celle-ci avait consisté à faire tirer par un moniteur de la CRS 42 de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) plusieurs balles de calibre 11-43 (une douille de 11-43 avait été retrouvée au Tropic-Bar après la disparition de la victime) dans les têtes de cinq cadavres humains. Il s'agissait là de déterminer si les lésions osseuses observées sur le crâne de la victime pouvaient correspondre à des orifices provenant de projectiles de calibre 11-43 ou, au contraire, résulter de l'action de la chaux vive.

Initialement révélée par le quotidien Ouest-France, l'affaire avait, en octobre 1988, fait l'objet de nombreux commentaires dans les milieux judiciaires comme dans la presse, écrite et télévisée, ce qui explique les inculpations pour diffamation qui viennent d'être prononcées.

Au-delà de l'aspect, souvent spectaculaire, inhérent à toute investigation de nature criminalistique, cette affaire soulève, sur le fond, le problème difficile du respect que l'on doit à la déposition humaine, les cadavres utilisés à Nantes étant ceux de personnes qui, de leur vivant, avaient fait don de leur corps à la médecine et à la science (« Le Monde Sciences et Médecine » du 26 octobre 1988).

Y a-t-il, ou non, en l'espèce, atteinte à cette « mémoire des morts » qui, en toutes circonstances, doit impérativement être protégée par le médecin, quand bien même est-il spécialiste de médecine légale ? Sans doute faut-il, pour comprendre la très vive émotion que continue aujourd'hui de soulever cette affaire, rappeler que, comme l'indique un spécialiste résumant l'avis général des milieux médicaux et judiciaires spécialisés, « la discrétion dans ce domaine, devant être la règle, puisqu'il est très difficile d'expliquer au plus grand nombre la nécessité de l'expérimentation sur les cadavres humains ».

JEAN-YVES NAU

A Barcelonnette

Le 11^e BCA sera remplacé par deux autres unités

NICE

de notre correspondant régional

Le 11^e bataillon de chasseurs alpins de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), dont la dissolution avait été décidée, en juillet dernier, par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, sera remplacé par deux autres unités militaires, un centre d'entraînement au combat en montagne, à Barcelonnette, et un groupe d'instruction pour militaires du contingent dans la commune voisine de Jausiers. L'annonce a été faite, vendredi 10 novembre, à Barcelonnette, par M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions. Ces deux unités représenteront environ un millier d'hommes, soit à peu près l'équivalent des effectifs du 11^e BCA.

G.P.

Chronologie

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter la publication de la page « Chronologie » consacrée aux événements du mois d'octobre.

ATHÈNES

LOUIS JOUVET

TITUS

ANDRONICUS

SHAKESPEARE

MESGUICH

Il faut avoir vu cette magie. C'est unique. LE MONDE

SALE CHRISTIAN BERAUD

EBERHARDT

ISABELLE

FRANCOISE MERLE

IRINA DALLE

47.42.67.27

GLOBE

POUR VOS LONGUES

SOIRÉES D'HIVER

TOUS LES

APHRODISIAQUES

24 PRODUITS TESTÉS

GLOBE
JE ME SOUVIENS...
LES ANNÉES 80
UN BILAN PAR
24 ÉCRIVAINS
(EN ASSOCIATION AVEC LA S.E.P.T.)

LA BOURSE EN DIRECT
LE MONDE DE LA BOURSE
Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse
BOURSE
W. LE MONDE